

villes d'Afrique

LE NOUVEAU MAGAZINE DE CGLU-A No 5/2016

L'émergence des villes intelligentes en Afrique

- **Startups dans les villes africaines**
- **Troisième sommet 'Transform Africa'**
- **L'Afrique innove**



7 00083 97207 1



Agenda 2063

The Africa We Want

AFRICAN UNION



FONDATEUR ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean Pierre Elong Mbassi

ÉDITEUR

Tomás Paquete
tomasp@markets-africa.com

ÉDITEUR ASSOCIÉ

Elisée Marie
elisee@markets-africa.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Kerry Dimmer
kerry@markets-africa.com

CORRESPONDANTS/RÉDACTION

Yacouba Barma Aboubacar
Edmund Kagire
Sungula Nkabinde
Kennedy Abwao
Kingsley Kobo
Mpinane Senkhane
Paq Swanzy
Idrissa Sane
Thérèse Isseki

CONTRIBUTIONS SPÉCIALES

JP Elong Mbassi
João Rosario
Carlo Ratti
Jonathan Silver

COORDONNATRICE DE L'ÉDITION FRANÇAISE

Sophie Lavarène

Production

Directions
+27 11 7921930

Responsable des ventes

Edvaldo Naval | edvaldo@markets-africa.com

Webmestre ACM

Rafael Magalhães

Imprimeur

Mailtronic Direct Marketing CC
67-71 Maxwell Street,
Ophirton,
Johannesburg, 2091
South Africa
Tel: (011) 493 9025
Fax: (011) 493 8882
Site Web : www.mailtronic.co.za

Villes d'Afrique est publié par Markets of Africa Ltd au nom de CGLU-A

UCLG-A

22, rue Essaadyine
Hassan, Rabat, Kingdom of Morocco
T: + 212 537 26 00 62 / + 212 537 26 00 63
F: + 212 537 26 00 60
W: www.uclga.org



Toute correspondance ou demande d'information sur la publicité doit être adressée à

Markets of Africa

Suite 25
81, Lee High Rd
London, SE13 5NS, UK
T: +44 (0) 20 8004 5556
E: admin@markets-africa.com
W: www.markets-africa.com



L'ensemble du contenu est protégé par le droit d'auteur et tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite en tout ou partie sans autorisation écrite du détenteur du droit d'auteur. Bien que tout ait été mis en œuvre pour s'assurer que toutes les informations sont correctes au moment de la publication, UCLG-A ne pourra être tenu responsable des erreurs rédactionnelles. Les opinions exprimées dans Villes d'Afrique ne sont pas nécessairement celles de CGLU-A et CGLU-A décline toute responsabilité quant au contenu publicitaire. Toute photo, image ou transparent fourni l'est au risque du propriétaire.

d'Afrique
villes #05

LE NOUVEAU MAGAZINE DE CGLU-A



Les plans, actions et systèmes « intelligents » des villes africaines

- 3 Avant-propos**
Jean-Pierre Elong Mbassi
- 4 Hommage à nos villes**
Alger, Algérie
- 6 La connectivité de l'Afrique**
Le prochain sommet Transform Africa
- 10 Le parc technologique du Cap-Vert**
La nécessité d'une politique urbaine coordonnée
- 12 Le Mur intelligent**
Un développement intelligent à Luanda
- 19 Startups et villes intelligentes**
Des opportunités pour les entrepreneurs dans les villes
- 24 Une urbanisation plus intelligente**
Un développement durable pour une croissance maîtrisée
- 29 Hommage à nos villes**
Le Caire, Égypte
- Portrait de ville**
- 31 L'informatisation du secteur de la santé à Nairobi**
- 37 Bilan de la COP22**
Les événements que vous avez manqués
- 47 Transferts d'argent mobiles au Sénégal**
Les TIC révolutionnent le transfert d'argent
- 50 Le « Leapfrogging » des villes**
Des villes d'Afrique plus connectées que le reste du monde
- 52 Portrait de ville**
Abidjan : émergence d'une ville intelligente
- 56 Les hubs technologiques d'Afrique**
Développer un réseau de services à travers le continent
- 62 L'essor des villes « afro-smart »**
Prudence sur l'essor des villes afro-smart
- 64 Casablanca avance en mode « smart »**
Le développement urbain intégré est une dynamique intelligente
- 69 Le président de CGLU à la SALGA**
Le président des deux associations fait part de ses vues
- 70 Gold City, au Ghana**
De nouvelles normes régionales pour un mode de vie durable
- 73 L'agriculture urbaine au Bénin**
Aux marges de la technologie

2^{ème} FORUM SUR LES OBLIGATIONS MUNICIPALES AFRICAINES



Johannesburg
Octobre 2017

www.amb-forum.com

Participez à la
plate-forme
Africaine des
obligations
municipales

ORGANISÉ PAR

MARKETS  OF AFRICA

EN PARTENARIAT AVEC



Pour plus d'informations, veuillez contacter Elisee Marie

T: +44 (0) 208 0045556

E: elisee@markets-africa.com

Avant-propos

La science économique estime généralement qu'« il n'existe pas de raccourci vers le progrès ». Cette opinion communément admise ne semble pas être totalement vraie dans le cas de l'Afrique.

On constate que les pays africains exploitent les nouvelles technologies de l'information et des communications pour rattraper les autres pays du monde. On observe ainsi des progrès considérables dans l'utilisation des technologies de téléphonie mobile où l'Afrique compte parmi les marchés ayant la plus forte croissance au monde.

Les villes d'Afrique ne se contentent pas de rattraper leur retard ; elles vont plus loin encore, adaptant la technologie aux comportements de leurs citoyens, comme l'illustre par exemple le concept du porte-monnaie électronique, M-pesa, apparu à Nairobi, au Kenya, avant de connaître un succès dans le monde entier.

Les services d'argent mobile ont transformé de manière drastique la manière dont beaucoup de villes africaines gèrent leur administration et leurs finances. Ils ont, d'autre part, permis à un grand nombre d'Africains d'avoir accès à des services de type bancaire.

Nombre de villes et de prestataires de service acceptent à présent les paiements mobiles, ce qui a facilité la vie des citoyens, en leur évitant de faire la queue simplement pour régler leurs factures.

En outre, beaucoup de villes africaines utilisent aujourd'hui des systèmes d'informations géographiques à des fins de collecte de données, de planification et de programmation. De nombreuses villes font aussi appel à des technologies dites intelligentes pour l'entretien et la gestion d'infrastructures essentielles telles que les réseaux routiers, l'éclairage public, le contrôle des canalisations d'eau potable et les services de mobilité.

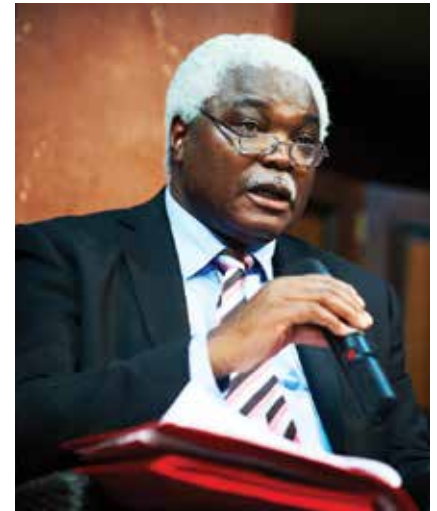
Récemment, on a vu émerger une nouvelle tendance – celle de l'utilisation des technologies intelligentes pour proposer des services d'administration électronique, assurer davantage de transparence et pour que les citoyens puissent donner leur avis sur les performances des collectivités locales en matière de fourniture des services. Les sociétés spécialisées dans les TIC s'activent pour inciter les villes à adopter les technologies intelligentes afin d'améliorer la gestion urbaine. Et de nombreux dirigeants des gouvernements locaux africains semblent intéressés.

Néanmoins, chaque ville doit remplir un certain nombre de conditions de base pour que les technologies intelligentes puissent leur apporter de la valeur ajoutée : les TIC ne peuvent pas donner de résultats si un accès stable à l'électricité n'est pas assuré et si des infrastructures TIC de base ne sont pas en place.

Avant d'adopter des approches intelligentes de la gestion urbaine, les dirigeants des gouvernements locaux doivent au préalable évaluer la disponibilité de ces infrastructures dans leur ville. Par ailleurs, la maîtrise des TIC nécessite un personnel qualifié.

Les dirigeants des gouvernements locaux doivent veiller soit à employer le personnel requis, soit à conclure des accords contractuels avec des prestataires de services qui les aideront à négocier avec les sociétés de TIC.

Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que les TIC deviennent souvent obsolètes au bout de cinq ans maximum. Avant d'adopter les technologies intelligentes, les villes



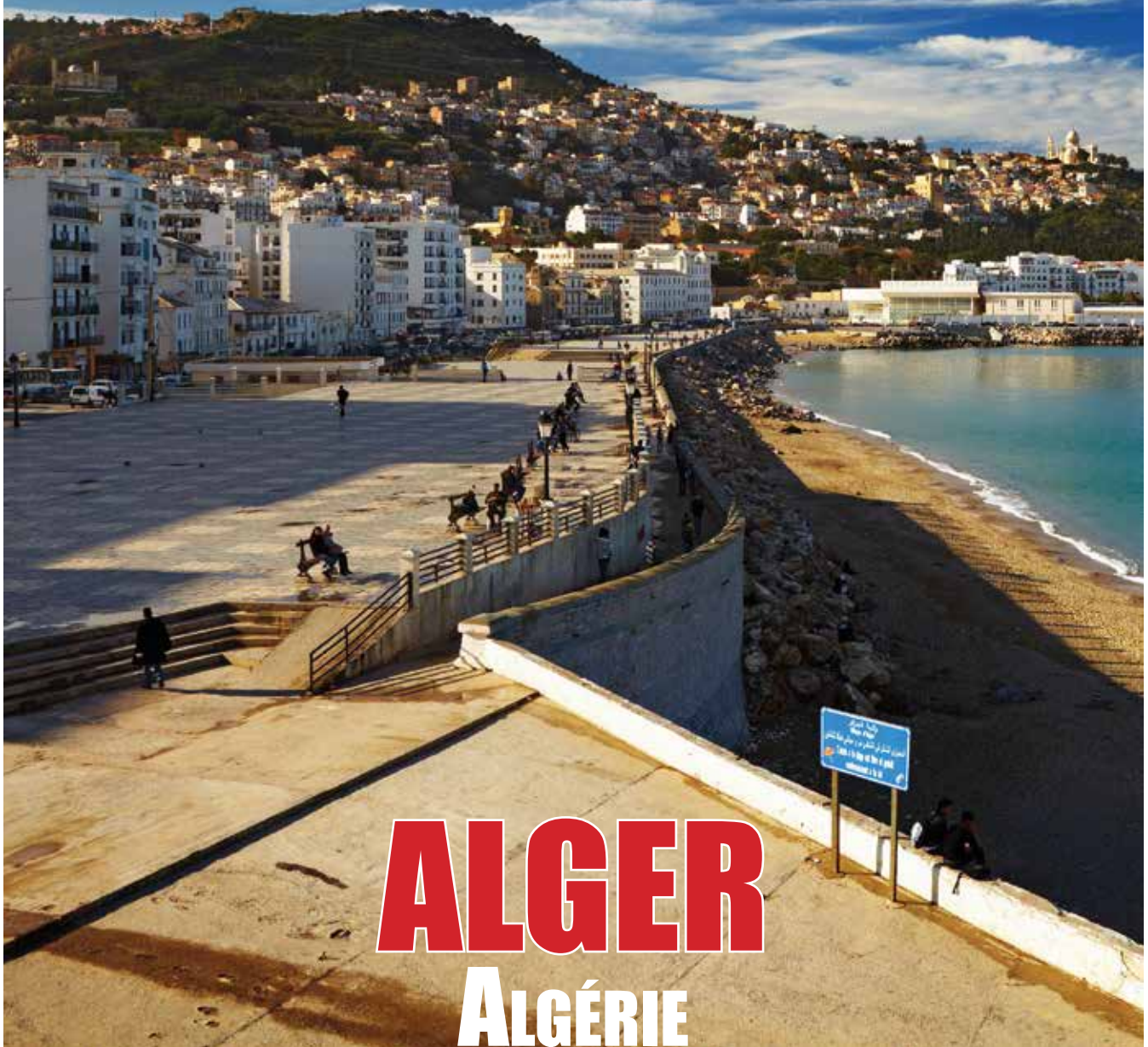
JEAN PIERRE ELONG MBASSI
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CGLU-A

De nombreuses villes font aussi appel à des technologies dites intelligentes pour l'entretien et la gestion d'infrastructures essentielles telles que les réseaux routiers, l'éclairage public, le contrôle des canalisations d'eau potable et les services de mobilité.

doivent donc s'assurer qu'elles sont capables de mettre à jour leurs équipements TIC et leurs logiciels tous les cinq ans. Les exemples de villes qui ont dû revenir à des méthodes manuelles après avoir adopté les TIC par manque d'entretien du matériel ou en raison d'une capacité insuffisante pour mettre à niveau leur matériel montrent qu'il est important de ne pas sous-estimer cette contrainte.

Mais il est incontestable que les villes d'Afrique ont beaucoup à gagner à adopter des technologies intelligentes bien choisies. De nombreux exemples décrits dans ce numéro du magazine Villes d'Afrique en témoignent. •

Rendons hommage à nos villes africaines



ALGER
ALGÉRIE

La connectivité de l'Afrique : le statut de « Villes intelligentes » sera-t-il atteint d'ici 2020 ?



Le Président Paul Kagame

Alors que le continent africain s'efforce de tirer parti de la technologie pour améliorer l'efficacité dans les prestations de services et favoriser le développement socio-économique, le Rwanda accueillera en mai 2017 le troisième sommet Transform Africa qui sera consacré au développement de « villes intelligentes ».

Par Edmund Kagire

Initialement prévue en octobre 2016, à Kigali, au Rwanda, la conférence a dû être repoussée au mois de mai 2017 en raison de la saturation du calendrier d'événements de la capitale. En effet, celle-ci est en passe de devenir une plaque tournante des conférences et congrès puisque le pays de l'Afrique de l'Est cherche à capitaliser sur le tourisme de congrès. Selon le Président rwandais, Paul Kagame, partisan avéré de l'utilisation de la technologie pour exploiter le développement et la croissance, les dix prochaines années – 2016-2025 – promettent d'être celles du développement de l'Afrique par les TIC.

Le concept Smart Africa a été adopté à Kigali (Rwanda) lors du sommet Transform Africa d'octobre 2013, qui rassemblait plus de 2000 participants. C'est à cette occasion que le manifeste Smart Africa a été adopté.

Mettre les TIC au centre de l'agenda de développement socioéconomique du continent et donner l'accès à Internet haut débit de manière rapide et fiable figuraient au rang des principes fondamentaux, comme un moyen de renforcer la responsabilisation, l'efficacité et la transparence.

« La création de Smart Africa témoigne de notre détermination à mettre en place l'environnement réglementaire et les politiques qu'il faut pour encourager les partenariats, l'entrepreneuriat, la création d'emplois et le partage des connaissances », déclare le Président Kagame, qui préside également le Conseil de Smart Africa.

« En avançant ensemble vers une économie pilotée par les TIC et fondée sur la connaissance, nous entendons accroître la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale. Les TIC ont le potentiel de niveler le terrain de jeu mondial, de débloquer le capital humain et d'utiliser toutes ses potentialités », ajoute-t-il.

Le Conseil Smart Africa a été créé pour mener le programme de transformation dans chaque pays et une partie de la réunion de Kigali permettra d'évaluer les progrès effectués, près de trois ans plus tard, et de définir la marche à suivre pour l'avenir.

“

Le concept Smart Africa a été adopté à Kigali (Rwanda) lors du sommet Transform Africa d'octobre 2013, qui a rassemblé plus de 2000 participants. C'est à cette occasion que le manifeste Smart Africa a été adopté.

”



Le Président Paul Kagame (assis) et Hamadoun Touré sont à l'avant-garde de l'initiative Smart Africa

Accélérer le rythme

Siège de l'initiative Smart Africa, le Rwanda s'est efforcé de montrer l'exemple à d'autres pays africains en étant le fer de lance de l'agenda Villes intelligentes.

D'après Jean Philbert Nsengimana, le ministre rwandais des TIC et de la Jeunesse, les efforts du Rwanda et ses investissements dans le secteur des TIC commencent à porter leurs fruits. Il note que les résultats impressionnants devraient exhorter les pays africains à faire un pas de géant et à investir dans les TIC.

« Nous sommes vraiment sur le point de voir se concrétiser ce rêve. Au Rwanda, par exemple, la plupart des services administratifs du gouvernement sont maintenant en ligne, ce qui a permis de redoubler d'efficacité, de réduire énormément la bureaucratie et d'éliminer la corruption », affirme M. Nsengimana.

Selon M. Nsengimana, plusieurs pays africains se sont engagés sur la même voie, en utilisant la technologie pour encourager la croissance et le développement, et ce n'est plus qu'une question de temps avant que les barrières s'effondrent, en permettant à la technologie de stimuler le développement économique.

« Nous le constatons aujourd'hui au niveau mondial : pour garantir le succès, il faut s'aligner sur la technologie moderne. Plus l'Afrique s'adaptera rapidement, plus le développement du continent avancera vite », assure M. Nsengimana, en citant l'initiative Smart Africa et l'agenda Villes intelligentes comme les moyens qui permettront d'y parvenir.

C'est également l'avis du Dr Hamadou Touré, Directeur exécutif de Smart Africa, qui pense que la réunion de Kigali ouvrira la voie pour que les villes africaines se transforment entièrement en « villes intelligentes », en abandonnant des manières de faire qui sont devenues obsolètes.

La réunion Transform Africa de Kigali rassemblera plus de 300 maires

de villes d'Afrique qui échangeront des idées et discuteront avec des technocrates et responsables politiques de la marche à suivre et de la meilleure manière de transformer les villes africaines en villes intelligentes. L'objectif est d'exploiter la technologie pour garantir l'efficacité dans le mode de gestion des villes, en reliant les administrations, le secteur privé, les universités et d'autres aspects qui rendraient les villes non seulement intelligentes, mais aussi respectueuses de l'environnement. On s'attend à ce que d'ici 2020, au plus tard, de nombreuses villes africaines adoptent le statut de « ville intelligente ».

Le Rwanda a pris la tête des pays africains s'appuyant sur la technologie pour améliorer les prestations de services, en dépit des obstacles à la connectivité qui persistent.

Dans les bus de transports en commun à Kigali, l'accès Internet est gratuit, et le pays envisage d'évoluer vers une économie sans espèces. Dans le secteur public, les contrôleurs et les marchands à la sauvette ont été remplacés par des cartes à puce. En montant dans le bus, les passagers

présentent leur carte à la borne pour payer leur trajet.

« Comme on l'a vu dans le Rapport mondial sur les technologies de l'information (GITR) 2015, le Rwanda a pris des mesures décisives pour devenir une économie intelligente, et se classe en premier sur le continent ; nous sommes convaincus que les pays africains peuvent se rapprocher de cet idéal en examinant les mesures que nous avons prises.

Nous avons entre autres amélioré l'accès, pour que les citoyens de tous âges puissent véritablement profiter de la technologie moderne. La plupart des services administratifs du gouvernement sont par exemple accessibles en ligne, pour tout le monde », poursuit M. Nsengimana.

Au fur et à mesure que les réseaux fibre optique sont installés dans le pays, le Rwanda a pu accroître la connectivité et exploiter la technologie dans le

Le ministre rwandais des TIC, Jean Philbert Nsengimana, affirme que le Rwanda a pris de nombreuses initiatives pour que sa capitale Kigali puisse atteindre le statut de 'ville intelligente'. Il souligne que l'exemple du Rwanda peut être répliqué ailleurs.





Le Président Kagame avec le Président gabonais Ali Bongo Ondimba lors de la réunion Smart Africa, organisée à Kigali, au Rwanda, en juillet 2016.

secteur de la sécurité, de l'agriculture, de la protection de l'environnement et pour encourager l'innovation. Les 30 districts du pays sont tous reliés au réseau fibre optique.

D'après les derniers chiffres de l'Autorité réglementaire des services d'utilité publique du Rwanda (RURA), 8 845 658 Rwandais possèdent un téléphone mobile, avec un taux de pénétration du secteur mobile de 78,5 % à la fin octobre 2016. Près de deux millions d'abonnés utilisent les services de paiement en ligne via leur mobile.

Le Rwanda a également déployé la technologie Internet 4G basée sur la fibre optique, mais il reste des défis à surmonter au niveau de la connectivité du dernier kilomètre et du coût du service pour l'utilisateur final.

Le gouvernement rwandais a également transféré en ligne la plupart de ses services, y compris l'inscription pour le permis de conduire, les certificats de naissance et de décès, et les transferts de propriété foncière, pour n'en citer que quelques-uns. Toutes les transactions sont réalisées en ligne.

Lors du Forum régional de

“
Les décideurs politiques et les experts ont évoqué la manière dont les pays africains peuvent valoriser la technologie pour faire avancer le développement socioéconomique. Beaucoup ont souligné que les pays africains devaient adopter une approche de développement orientée sur les technologies.
”

développement de l'UIT qui a eu lieu à Kigali du 5 au 8 décembre 2016, des stratégies ont été mises en œuvre pour préparer le terrain en vue du Sommet Transform Africa de mai 2017 et de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (WTDC 2017).

Les décideurs politiques et les experts ont évoqué la manière dont les pays africains peuvent valoriser la technologie pour faire avancer le développement socioéconomique. Beaucoup ont souligné que les pays africains devaient adopter une approche de développement orientée sur les technologies.

Le Sommet Transform Africa aura lieu en mai 2017 et la Conférence WTDC17 en octobre de la même année, à Buenos Aires (Argentine). Les deux sommets s'interrogeront sur la manière d'encourager l'Afrique pour qu'elle atteigne ses objectifs de développement à l'aide des TIC.

Selon le directeur régional Afrique de l'UIT, Andrew Rugege, les pays africains pourraient tirer une ou deux leçons de l'expérience du Rwanda, qui a fait un saut dans l'inconnu pour explorer des technologies non éprouvées afin d'améliorer les prestations de services et de renforcer l'efficacité.

« Si l'on regarde les efforts déployés par le Rwanda, comme par exemple le déploiement de drones pour le transport de dons de sang, on réalise que les pays africains doivent aller

plus loin et utiliser la technologie pour transformer leur économie.

La technologie rwandaise des drones a été saluée dans le monde entier, montrant le Rwanda comme un pays soucieux d'utiliser les TIC pour se développer. Plusieurs pays étudient actuellement le projet de drones et exploitent la technologie pour livrer d'autres produits médicaux indispensables, pas seulement des produits sanguins », poursuit M. Rugege.

Pourtant, si l'on veut que Smart Africa se concrétise, les citoyens doivent être intégrés dans l'utilisation de la technologie pour qu'elle ait un impact positif et, selon M. Rugege, c'est dans ce sens que l'initiative « Villes intelligentes » doit s'orienter.

À ce jour, l'initiative a été adoptée par 15 pays – Rwanda, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Kenya, Sénégal, Ouganda, Tchad, Burkina Faso, Angola, Égypte, Bénin, Djibouti, Guinée et Soudan du Sud – mais plusieurs autres pays devraient les rejoindre l'an prochain.

Rassembler tout le monde

Il faut rallier tous les pays d'Afrique à l'initiative Smart Africa – moteur de l'initiative Villes intelligentes – pour s'efforcer d'accélérer le rythme de l'innovation numérique et de la connectivité, comme moyen de renforcer le développement.

« Les villes sont des moteurs de la croissance économique, particulièrement sur le continent africain qui a connu le taux de croissance urbaine le plus élevé ces vingt dernières années (3,5 % par an) et cette courbe de croissance devrait se poursuivre jusqu'en 2050 », explique le Dr Toure, qui était Secrétaire général de l'UIT avant de prendre la tête de l'Alliance Smart Africa.

Selon M. Toure, il est prévu que la part de la population urbaine en Afrique, qui représentait environ 36 % en 2010, atteindra 50 %, puis 60 %, en 2030 et 2050 respectivement.

« Vu les besoins croissants en matière de gestion urbaine, il est de plus en plus nécessaire de planifier les villes de façon intelligente, pour prendre des décisions en connaissance de cause au niveau du choix pertinent

de l'infrastructure et de la technologie auxiliaire », ajoute-t-il.

Associant une conférence et une exposition, le sommet Transform Africa 2017 sera fortement interactif et présentera des technologies de pointe, des solutions concrètes et des stratégies ayant fait leurs preuves et développées sur le plan local, dont les leaders des pays ont besoin pour construire des villes plus vivables, durables et fonctionnelles.

Entre autres choses, il explorera la manière dont l'initiative Villes intelligentes peut répondre à un nombre croissant de défis et préoccupations : gestion de l'eau, de l'énergie, mobilité et transport, logement et construction, santé, éducation, environnement durable et sécurité publique.

Les participants auront l'opportunité de découvrir et de débattre de la prochaine vague de technologies innovantes, intégrées, qui aident déjà les villes du monde entier à être plus humaines, mieux connectées, réactives et durables. La réunion de Kigali sera l'occasion de dévoiler le schéma directeur d'Africa Smart City, qui décrira quels sont les plans pour atteindre l'objectif Smart Africa et l'initiative Africa Smart Women and Girl.

Ces plans seront présentés par les Premières Dames d'Afrique, qui souligneront le rôle crucial que les femmes et les fillettes joueront en Afrique dans l'agenda de transformation numérique.

« L'heure de l'Afrique est arrivée. Avec la technologie comme moteur de la mobilité et de la connectivité dans les sociétés urbanisées, les villes africaines cherchent constamment à établir de nouvelles infrastructures et systèmes urbains qui permettront de faire la transition et de les positionner en tant que leaders mondiaux et villes de la prochaine génération », précise M. Toure, qui a été en première ligne de la transformation des TIC en Afrique.

Le sommet examinera de quelle manière les innovations dans les villes intelligentes peuvent être le moteur d'une transformation socioéconomique plus rapide de l'Afrique et d'activités génératrices de véritables revenus.

Plus de 2 500 participants issus des pays membres du programme Smart Africa, de la Commission sur le haut débit de l'ONU, ainsi que des PDG et des universitaires sont notamment attendus en mai 2017 ; ce sommet devrait également attirer les grands

noms de la technologie mondiale, qui cherchent à se tailler une part de gâteau du secteur africain des technologies, en plein essor.

Imaginé en 2013, Smart Africa a été adopté en 2014 dans le but d'augmenter de l'ordre de 300 milliards de dollars les investissements dans les technologies, afin d'encourager la croissance et le développement économique du continent.

Or, il reste à relever des défis majeurs en chemin, notamment la pénétration restreinte d'Internet, son coût, l'accès limité à l'électricité et le manque d'infrastructures pour faire progresser l'initiative, sans compter un environnement politique imprévisible qui effarouche les investisseurs.

Des sociétés comme Ericsson, qui se sont déjà aventurées sur le continent, restent optimistes sur le bon positionnement de la technologie pour créer un environnement favorable afin que le continent réalise ses objectifs de développement.

Selon Fredrik Jejdling, Directeur pour la région Afrique subsaharienne chez Ericsson, les projets pilotes du Rwanda sont la preuve qu'on peut les reproduire ailleurs pour susciter des innovations socioéconomiques capables de transformer la vie des populations.

« L'exemple du Rwanda montre qu'il est possible pour d'autres pays membres et gouvernements de produire des solutions semblables. Nous avons vu comment les TIC transforment les villes, les pays et les secteurs d'industrie ; si elles sont exploitées correctement, nous aurons des pays africains connectés au sein d'une même société cherchant à atteindre les mêmes objectifs », affirme M. Jejdling.

Le développement des TIC a été intégré dans les Objectifs de développement durable, comme l'un des outils permettant d'accélérer le développement et la croissance au-delà de 2030. •

Le Président Paul Kagame, président du conseil de Smart Africa, consulte le directeur exécutif de Smart Africa, Hamadou Touré, lors d'une réunion à Kigali, au Rwanda, en juillet 2016.



Le Parc technologique du Cap-Vert – une porte ouverte sur l'économie de l'avenir

Il n'y a rien d'illusoire à penser que la ville de Praia, au Cap-Vert, puisse un jour accueillir des antennes africaines de sociétés telles que Google ou Facebook.

Par João Rosario

Si les rêves donnent une orientation dans la vie, il faut bien reconnaître que le Cap-Vert a beaucoup rêvé et obtenu des résultats bien tangibles en 25 ans. Après avoir acquis son indépendance, le pays est parti en quête de viabilité et d'autonomie, mais depuis 25 ans, il a déployé des efforts pour devenir une nation capable de marcher main dans la main avec le développement du reste du monde.

Les autorités élues dans l'archipel, bien conscientes de leurs faiblesses ainsi que de leurs nombreux potentiels, reconnaissent et maintiennent un ensemble de valeurs fondamentales sur lesquelles le pays fonde son approche du développement économique : transferts financiers des travailleurs expatriés, tourisme, pêche, agriculture et technologies de l'information et de la communication (TIC) - le projet le plus récent.

L'infrastructure

La ville de Praia, capitale du Cap-Vert, est située sur l'île de Santiago. La construction du premier Parc technologique du Cap-Vert y est en cours pour une enveloppe de 32 millions d'euros, sur les terrains jouxtant l'aéroport Nelson Mandela, la principale infrastructure du pays. La grosse tranche d'investissement consiste en un prêt consenti par la Banque africaine de développement (BAD), à l'issue de longues négociations qui ont fini par déterminer l'importance stratégique du projet : 49,9 hectares (équivalant à 49,5 terrains de football) dans la zone d'Achada Grande, dédiée aux installations du Parc technologique. Acte de naissance de l'infrastructure, le décret gouvernemental de 2015 liste

les facteurs susceptibles de déterminer son succès : le parc est construit dans un pays qui projette à l'internationale une image de stabilité et de crédibilité ; il deviendra une « plateforme solide » à partir de laquelle des activités pourront être lancées en Afrique de l'Ouest et dans les pays lusophones d'Afrique (PALOP) ; il « attirera ainsi des sociétés issues de marchés parvenus à maturité qui souhaitent établir une base africaine ».

La viabilité du parc dérive de cet ensemble de facteurs plutôt que de la construction proprement dite. En interne, il est prêt à accueillir des projets dédiés aux TIC dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services électroniques de gouvernance, ainsi que d'autres services publics, comme la justice ou la sécurité.

Il sera doté d'un data centre dimensionné pour fournir des prestations de services administratifs au niveau national, et doit renfermer un centre d'affaires ainsi que des espaces dédiés aux startups, sans compter un centre de formation et de compétences. Des bibliothèques, des magasins, ainsi que des zones de loisirs et sportives sont prévus.

L'idée est de créer un espace qui favorisera le développement des sociétés spécialisées dans le secteur et de leurs fournisseurs. Avec la création de cette structure, le Cap-Vert entend offrir des conditions propices à l'intégration dans les économies technologiques et numériques, à un segment d'activités capable de créer des revenus très importants à partir de ressources humaines et de connaissances dans les pays dépourvus de ressources naturelles ou de matières premières, comme c'est le cas de l'archipel.



Une plaque tournante mondiale pour les affaires

La dimension mondiale du Parc technologique se perçoit facilement puisque, loin d'être au service uniquement d'un petit marché intérieur, il est dimensionné comme un centre international de prestations de services. À la question de savoir « Qui serait intéressé par cet aspect ? », la réponse est claire : cette structure est conçue spécifiquement pour répondre aux exigences de sociétés qui, aujourd'hui, attestent déjà de performances à la hauteur de l'économie de l'avenir, dans un pays où les ressources humaines sont hautement qualifiées par rapport à la région dans laquelle elles se trouvent. Les autorités ne citent aucun nom, mais il n'est pas improbable que les objectifs ciblés - restés secrets jusqu'ici - incluent d'accueillir à l'avenir des activités telles qu'une antenne africaine de Google, ou de Facebook.

Le Cap-Vert est situé à un peu plus de 500 km au large du Sénégal et de la région ouest-africaine. Les 15 pays de la CEDEAO - à laquelle le Cap-Vert appartient - représentent à eux seuls un marché de 300 millions de personnes. Un chiffre qui pourrait atteindre un



Copyright: sam741100 / 123RF Stock Photo

milliard si l'on partage l'optimisme d'Ana Barber, Présidente du Conseil d'administration de la société capverdienne Trade Invest, organisme chargé d'attirer les investissements étrangers dans l'archipel. Interviewée récemment par le journal capverdien *Expresso das Ilhas*, elle déclarait que « les PME bénéficieront de l'infrastructure appropriée pour s'installer, ce qui leur permettra d'exporter vers les États-Unis, ainsi que vers d'autres pays de la CEDEAO et de la CPLP. Notre plateforme pourra servir à créer plusieurs hubs, des entreprises technologiques et des activités d'énergie renouvelable, qui pourront alors exporter vers d'autres marchés ».

Investissement à capital variable

Pour l'heure, on anticipe l'impact significatif potentiel de ce parc sur l'économie régionale et nationale, avec notamment la création de 1 500 nouveaux emplois et un chiffre d'affaires de 45 millions d'euros, des facteurs décisifs pour attirer les investisseurs étrangers. L'importance stratégique des TIC en termes de développement économique de l'archipel est mise en

évidence dans la structure de gestion du Parc technologique capverdien.

Le comité consultatif est présidé par Ulisses Correia e Silva, et cinq ministères sont représentés : ministère des Finances, de l'Économie et de l'Emploi, de l'Éducation, des Infrastructures, de l'Aménagement du territoire et du Logement. Y participent également des représentants du conseil municipal de Praia et de l'Agence pour le développement d'activités et l'innovation, de l'Association des jeunes entrepreneurs des conseils municipaux de Sotavento et Barlavento - ainsi que des représentants de Banco de Cabo Verde et de NOSI (Operational Nucleus for the Information Society).

N'oublions pas de mentionner les fonds fournis par le budget de l'état dédié à l'innovation et à la connaissance, à savoir 625 700 euros (69 millions CVE) qui sont affectés pour que le pays devienne un centre technologique régional de référence en Afrique.

Les « oui, mais... »

Néanmoins, il y a des obstacles de taille sur le chemin. Quand bien même le Cap-Vert fait valoir qu'il veut se forger une place dans le club très fermé des

nations en offrant un environnement favorable à l'économie du numérique, la connectivité du pays reste la grande problématique à régler.

Toutes les îles sont bien équipées en fibre optique, mais Internet arrive à la porte des domiciles et des entreprises via des fils de cuivre, comme nous le rappelait en août le Président de Cape Verde Telecom, dans le journal *Expresso das Ilhas* : « Nous bénéficions d'un réseau fibre optique très satisfaisant au centre de chaque île, mais le dernier kilomètre jusqu'aux domiciles est en cuivre. » C'est un peu comme un homme qui porterait un élégant costume, une belle cravate et un superbe chapeau, mais qui serait chaussé de baskets. Dans le même entretien, José Luis Livramento ajoutait : « L'absence de fibre optique commence à pénaliser les grandes entreprises, ainsi que la performance d'ASA, de TACV, de TAP, et d'autres tels que VIVO, ENACOL et ENAPOR ».

L'avènement du Parc technologique pourrait inciter à surmonter rapidement ces contraintes. Les objectifs en vue sont trop importants pour laisser un problème aussi mineur leur mettre des bâtons dans les roues. •

Le Mur intelligent

La révolution urbaine africaine qui bat son plein à Luanda est riche en idées qui promettent de réduire les inégalités, d'éduquer les populations et de créer un environnement urbain plus durable. Et tout ceci serait possible grâce à un « Mur ». Miguel Amado, architecte et professeur à l'Université de Lisbonne, fait partie de l'équipe ayant élaboré un modèle de « Ville intelligente » dans la capitale angolaise.

Par João Rosario

RANGEL

VILLE VERTE

Utilisation optimale de l'énergie solaire



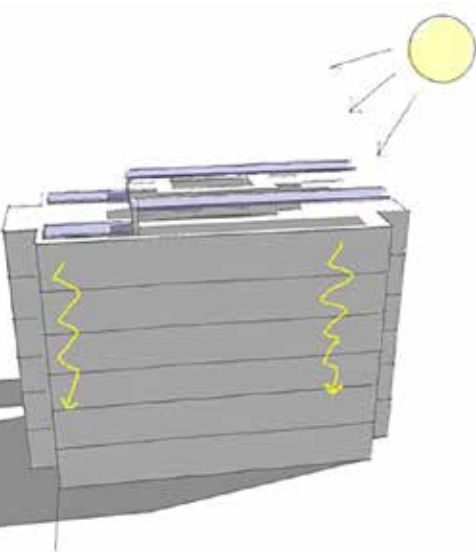
Rangel est un quartier de Luanda où le projet du Mur intelligent a été mis en œuvre.

Toits végétalisés et potagers



En quoi consiste ce « Mur » sur lequel s'appuie le modèle de développement pour les villes et leur population ?

Baptisé « Wall-Up », ou encore « Mur pour le développement », c'est un projet qui s'appuie sur l'existence d'un certain nombre de services : administratifs, d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de garantie de logement, de santé publique et de qualité de vie. L'élaboration du Mur suit un processus très simple, qui permet de réunir toute l'infrastructure nécessaire au logement, régulée par un compteur gérant la consommation, ce qui facilite la gestion



MIGUEL P. AMADO, PHD
ARCHITECTE ET PROFESSEUR ASSOCIÉ
DECIVIL - DEPARTMENT OF CIVIL ENGINEERING,
ARCHITECTURE AND GEORESOURCES
INSTITUTO SUPERIOR TÉCNICO - UNIVERSIDADE
DE LISBÔA

“

Le Mur peut faire partie intégrante du plan d'urbanisation d'une ville, car il est étudié pour incorporer des infrastructures qui n'existaient pas jusque-là, à l'appui d'activités humaines.

”

futur pour les politiques et la gestion pratique des sols.

Le gouvernement donne son appui au projet du Mur, sous l'impulsion du Président angolais qui transmet aux ministères concernés.

Le Mur contribue-t-il à l'aménagement du territoire ?

Le Mur peut faire partie intégrante du plan d'urbanisation d'une ville, car il est étudié pour incorporer des infrastructures qui n'existaient pas jusque-là, à l'appui d'activités comme l'agriculture et de l'intégration dans la société. Il permet donc de mieux satisfaire la demande croissante en matière d'établissements humains, mais en incluant les technologies et les activités économiques.

Les villes ont de plus en plus besoin de technologies, notamment de systèmes plus efficaces qui ne constituent pas un fardeau pour le consommateur ; ce modèle permettra également de définir les lieux d'implantation et, comme il se propage à travers un territoire à la manière d'un virus, il favorise l'interconnexion des communautés. Ceci contribue à la création de villes efficaces.

Pour planifier à l'avance, le Mur est conçu dans l'optique du raccordement aux systèmes de canalisations des rues et axes routiers qui sont aménagés ; il permet aussi de définir la conception d'une

nouvelle parcelle de terrain en utilisant un modèle de logement simple grâce auquel, en fin de compte, l'habitant pourra faire des économies.

Comment permet-il à l'habitant de « faire des économies » ?

Au départ, il faut une parcelle suffisamment grande pour qu'une partie puisse être exploitée pour produire de la nourriture. Le terrain est subdivisé pour implanter un logement en respectant le mode de vie et d'échange social qui fait partie intégrante de la vie à Luanda.

La parcelle intègre une petite zone commerciale qui permet d'écouler le surplus de la récolte ; ainsi, une personne ou toute une famille peut créer une économie domestique.

Quels sont les avantages pour l'État ?

Non seulement l'État fournit à la population l'accès à l'eau, l'énergie, les réseaux d'assainissement et de télécommunications, mais il s'occupe aussi de promouvoir et de développer les activités humaines normales dont la population est coutumière. Au fur et à mesure que le concept s'étend, la population pourra bénéficier d'avantages croissants dans son mode de vie.

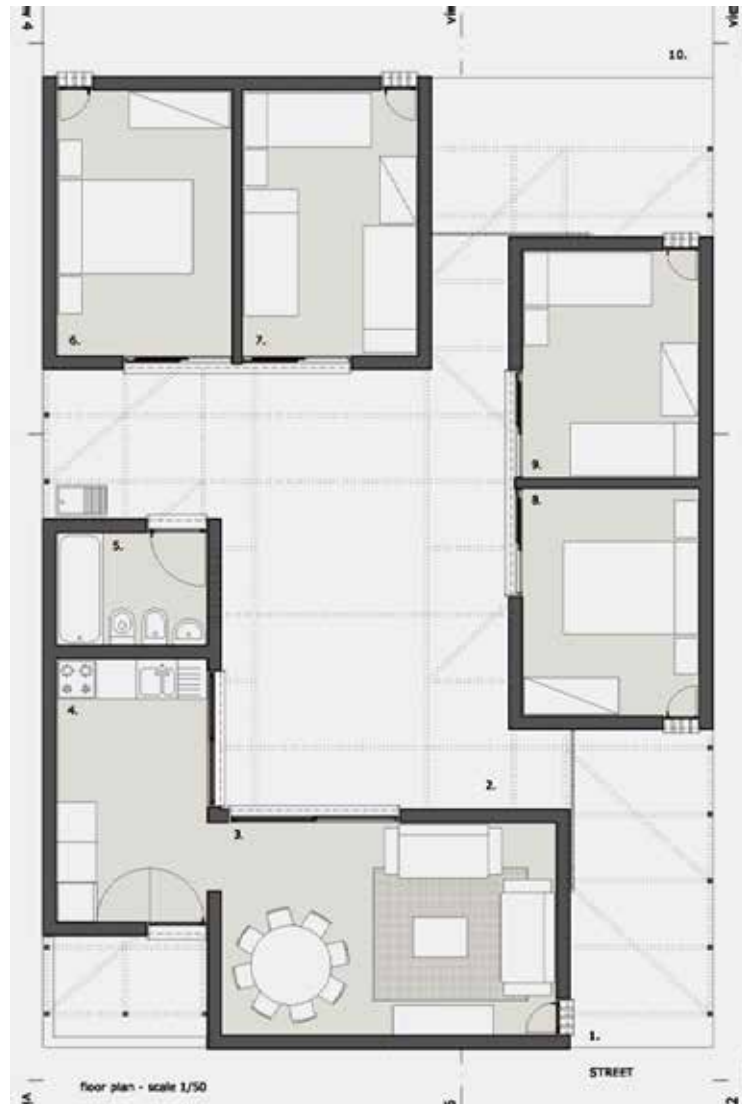
Le Mur est étudié pour intégrer un certain nombre de compteurs via lesquels l'État

La conception

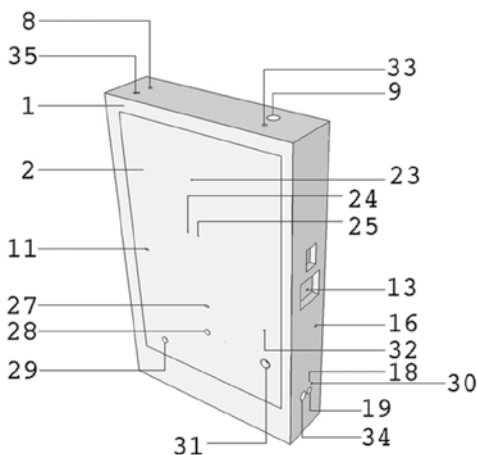
Le mur technique d'infrastructure préfabriqué est un centre technique pour module d'habitation, qui centralise les principales infrastructures – assainissement, eau, électricité, ventilation, gaz, extraction de fumée et télécommunications.

Le mur est constitué d'éléments en béton (1, 2, 3) dotés d'ouvertures dédiées à l'installation des systèmes (4 à 37), et reliés au système d'infrastructure de la ville. La structure (1, 2, 3) et ses ouvertures (4 à 37) sont optimisées pour accueillir les tuyauteries de services indispensables aux logements – assainissement (17, 19, 21, 22, 28, 29, 31, 34), eau (13, 14, 20, 26, 27, 30, 32, 37), gaz (15, 16), ventilation et extraction (8, 9, 33, 36), câbles électriques (4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 18, 23).

Grâce à cette invention, un mur de structure préfabriqué a été conçu pour optimiser le développement de logements et la centralisation des infrastructures. Ce mur est adapté pour des programmes de logements individuels ou de logements intégrés dans des projets d'infrastructure, dans les pays en développement qui s'efforcent de garantir l'accès aux services d'infrastructure de base.

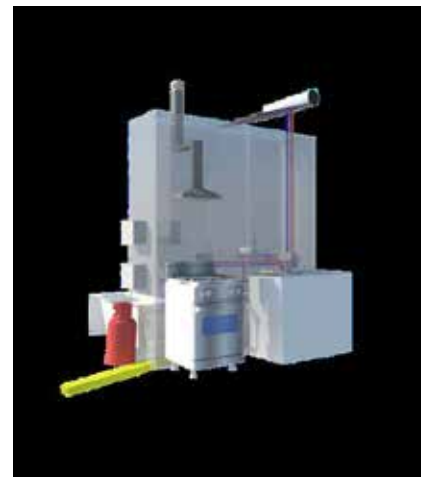


Plan de logement



“

Le Mur est étudié pour intégrer un certain nombre de compteurs via lesquels l'État peut surveiller la consommation.





Habitation modulaire évolutive en milieu rural Achada Bel Bel – île de Santiago, Cap-Vert



peut surveiller la consommation, dépister facilement la surconsommation et identifier les consommateurs qui doivent payer. Pour les résidents, c'est d'abord une garantie de prestation de services, mais cela leur permet aussi d'ajuster leur activité économique ou de construire sur leur parcelle en fonction de leur propre situation.

Grâce au Mur, l'État est en mesure de mieux gérer les fonds publics et de les distribuer en toute connaissance de cause, car il peut identifier les occupants du territoire. Ceci permet de gérer l'infrastructure tout en favorisant une estimation précoce et plus facile des revenus fiscaux. L'État peut également établir un plan d'activités en tenant compte des concessions et des partenariats public-privé, qui font partie intégrante du développement futur des villes en Angola. De cette manière, l'État peut garantir des revenus stables.

Ce modèle est tout à fait intéressant pour l'État et, comme je suis très favorable aux synergies, le Mur a été élaboré pour apporter des bénéfices à toutes les parties prenantes. La valeur ajoutée repose sur un partenariat dans lequel l'investisseur reçoit 50 % des bénéfices générés, tandis que l'État perçoit le solde. Pour réaliser des bénéfices, on doit réaliser un ROI (retour sur investissements) de 4 ou 5 %, mais ceci est optimisé grâce à une concession

L'État peut également établir un plan d'activités en tenant compte des concessions et des partenariats public-privé.

sur 40 ou 50 ans. De son côté, l'État peut investir sa part de 50 % dans d'autres chaînes de valeur.

Pour les habitants, le potentiel d'accéder à la propriété existe grâce à un système donnant-donnant où, parce qu'ils sont en mesure de générer des revenus, l'État est plus enclin à les aider pour l'achat d'un logement.

Le projet est-il toujours à un stade embryonnaire à Luanda, ou a-t-il avancé ?

Il en est toujours à un stade embryonnaire à Luanda, malgré le Plan directeur métropolitain approuvé en 2015. Il s'agit maintenant de le déployer, mais pour cela, on manque encore de certaines compétences. Certaines équipes ont achevé leur travail, mais je crois savoir

qu'à Luanda le transfert de certaines compétences ne s'est pas fait de manière satisfaisante.

Le projet « Rangel » à Luanda est terminé, il fait la liaison entre les villes de Cazenga et Sambizanga. Un bureau Getrudés dirigé par l'architecte Bento Soito a été ouvert. Rangel présente toutes les composantes requises pour la mise en œuvre du projet, en utilisant le concept du Mur.

Luanda cherche des espaces ouverts à aménager. En utilisant le Mur, notre ville se transformera, à l'instar d'un virus qui pousserait la ville à créer des activités économiques et à se développer. Tout est interconnecté mais, pour y arriver, il faut définir des objectifs précis, et cela reste à faire.

Nous avons cependant deux programmes de ce type qui fonctionnent à partir du Mur, sur l'île de Santiago, au Cap-Vert, à côté du barrage de São Lourenço dos Órgãos et au Timor oriental.

Ces deux exemples que nous avons lancés il y a un certain temps commencent à fonctionner. Les populations sont convaincues de l'efficacité du modèle et tout a l'air de bien marcher. Ce n'est pas entièrement un modèle hors normes, le seul point d'interrogation réside dans la structure des investissements et leur origine. L'État ne fournit plus de logements aux habitants ; il met plutôt

en place des infrastructures destinées à tous. C'est la seule différence. L'État est en mesure de gérer et de distribuer les revenus du secteur public pour le bien de tous, et les revenus générés peuvent être réinvestis dans d'autres équipements, qui sont eux aussi dédiés aux services publics.

Quand vous parlez de Mur, s'agit-il en fait du concept de création d'une Ville intelligente ?

Les villes intelligentes sont normalement associées à des plateformes technologiques et à la connaissance. C'est exactement ce que fait le Mur. Dans notre cas, la ville est gérée par le biais d'une plateforme électronique, équipée de compteurs intelligents qui permettent aux municipalités d'être au courant des chiffres de consommation, des personnes approvisionnées et des occupants des logements.

Les données de consommation sont accessibles grâce à un câble électrique relié à Internet. Il est aussi possible d'installer des points de contact dans les squares et les espaces inutilisés, par lesquels transitent

les données et les communications. C'est le genre de ville intelligente où, étant donné que l'offre est connue, on connaît également la demande. Imaginez une communauté d'agriculteurs dans une ville, qui posséderait une plateforme basée sur l'offre et la demande et s'en servirait comme d'un marché à terme. Si des navets sont plantés, on sait aussi qu'à un moment donné, ils seront prêts à récolter. Quiconque se trouve à proximité de cette ville pourra les acheter sur place, et n'ira pas chercher ailleurs.

Un fournisseur industriel pourrait faire une offre à terme sur l'ensemble de la récolte. Ainsi, via Internet, on crée une économie pour les petites exploitations agricoles au niveau mondial. C'est en cela que la ville est efficace. Il est même possible de mesurer la décarbonisation en comptant les kilomètres non parcourus grâce à l'existence de la plateforme à terme.

Ces modèles se développent constamment. Les populations en ont besoin et la solution est extrêmement simple - c'est une question d'infrastructure.

Le Mur permet-il la création d'emplois ?

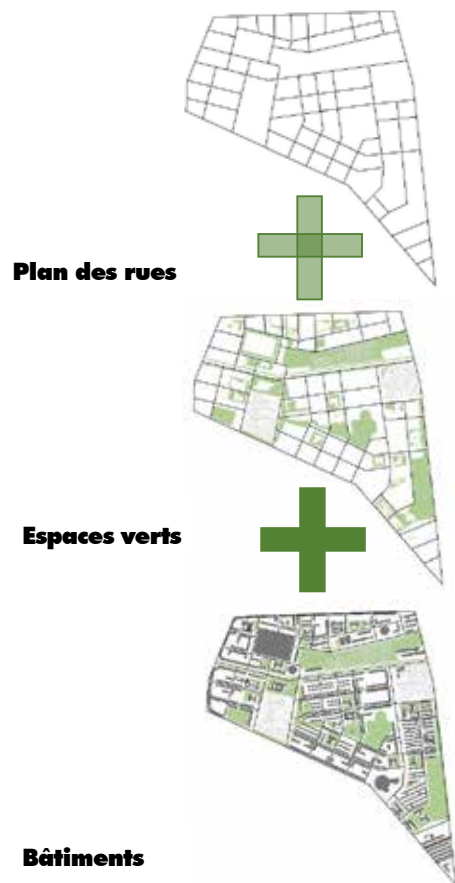
Tous ceux qui sont attirés par l'environnement urbain ne savent pas forcément construire des logements, mais possèdent d'autres compétences. Un système d'échange et une économie entreprenante sont ainsi créés, avec des menuisiers, des électriciens, des agriculteurs ou des transformateurs de fruits, par exemple. Ces compétences contribuent à la création d'une économie locale, qui génère des emplois. Étant un facteur d'urbanisation, le Mur encourage également le soutien de prestations de services essentiels comme des écoles et des centres médicaux.

Les revenus des familles peuvent être concentrés sur le voisinage, ce qui leur évite de payer des frais de transport. Admettons que j'habite à Zangue et que je travaille à Luanda, ce serait insensé car je serais constamment en voiture.

Nous devons aménager le territoire en nous basant sur des modèles de gestion comme le Mur, pour que chacun puisse avoir une meilleure qualité de vie. •



Plan d'intervention



CAHF is an NGO based in Johannesburg, South Africa. Our main work is to understand housing finance markets well, and to use this to make housing finance markets work for the poor, enabling access to affordable housing across the continent.

We commission research, track and analyse data, invest in innovation, and advocate for change among both the public, private and DFI sectors.

We believe that housing finance is a critical component of the financial inclusion story, central to poverty alleviation, and fundamental to the growth agenda.

For more information and to join us in pursuing this agenda, please visit our website: www.housingfinanceafrica.org, like our Facebook page and follow us on Twitter@keciarust



Why do we do what we do?

Data and market information is critical market infrastructure: if we invest in this, others can invest in housing.

Investment in housing is undermined by poorly functioning value chains, both horizontal and vertical. We need to understand these better, and then target blockages along the value chain, to facilitate investment.

Market segmentation enables a more nuanced approach and changes the affordability challenge. If we identify and clarify these segments, we can facilitate investment.

Housing finance markets are multisectoral, and work when a diversity of roleplayers across the public and the private sectors work together, each trusting the other to do their job. In the early stages, collaboration needs to be choreographed. Established track records are important. We must build a sense of a 'sector' to encourage individual market participation.

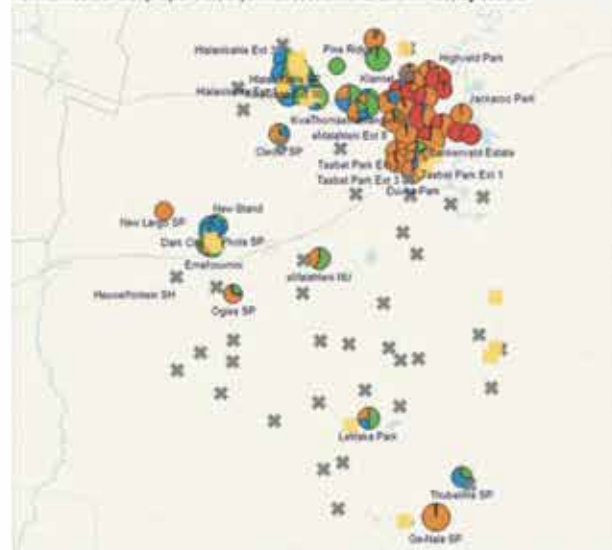


Citymark is a tool designed to stimulate investment in the affordable property market. Merging deeds registry and census data on a cutting edge business intelligence platform, Citymark allows investors, lenders, developers and public sector officials explore new ways of understanding affordable housing markets at the local level across major municipalities in South Africa.

- Citymark has developed four tools to better understand local housing markets:
- **Housing Performance Index** – measuring and comparing a basket of local, key market indicators to the city, allows the growth of housing markets to be measured relative to local conditions over time, across all cities;
 - **Affordability and the housing gap** – newly released census data at the local level makes it possible to consider housing affordability relative to local income, to quantify local housing gaps, and get a better sense of real affordability; and,
 - **Equity Leverage** – measuring and unlocking the levels of equity in affordable housing markets can help close the affordability gap, which in upper income markets is the most common way households move up the housing continuum.
 - **Rental Index** – interest is growing in rental housing options as a means of meeting housing backlogs efficiently and affordably. To help identify areas primed for rental development, the rental index seeks out denser areas in which moderate income households find local sales prices still beyond their reach, many of whom already rent. This helps direct investors, developers target their search for potential sites more efficiently.

For more information, contact Adelaide Steedley on adelaide@housingfinanceafrica.org or visit www.housingfinanceafrica.org/citymark

Distribution of Properties and Values by Suburb
Emalahleni, 2013
Formal residential properties, informal settlements and mines, by suburb



Source: South African deeds registry via Lightstone (Pty). Ltd Housing Development Agency informal settlements and mines.

Number of Residential properties: 0, 1 000, 2 000, 3 000

Type: Informal Settlement, Mines

Settlements and Mines: Informal Settlements, Mines

Affordability: Under R220k, Between R220k - R500k, Between R500k - R750k, Over R750k

Citymark is a programme of the



UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

La VOIX UNIE
des Collectivités Locales Africaines

10 BONNES RAISONS d'adhérer à CGLU Afrique

1. Faire partie de la deuxième organisation démocratique la plus importante sur le continent africain après l'Union africaine.
2. Accéder à une plateforme de ressources et de connaissances basées sur des échanges d'expériences et des travaux scientifiques.
3. Bénéficier de l'assistance de CGLU Afrique dans le dialogue avec votre gouvernement sur les questions cruciales liées à la décentralisation et à la gouvernance locale.
4. Renforcer votre capacité de leadership et de gestion en participant à nos programmes.
5. Rester connectés en permanence avec vos pairs en Afrique et au-delà.
6. Bénéficier d'échanges d'expériences et d'apprentissages à travers la revue par les pairs.
7. Porter votre voix dans toutes les instances régionales, continentales ou mondiales qui traitent des questions de décentralisation, de gouvernance et de développement local.
8. Rejoindre le monde numérique en ayant votre propre page Web sur le portail internet de CGLU Afrique : "www.AfriqueLocale.org"
9. Bénéficier d'une aide dans la recherche de financements pour vos activités.
10. Contribuer à la dynamique de l'intégration africaine à travers la coopération décentralisée entre collectivités locales, notamment la coopération décentralisée transfrontalière.

Contact

22, rue Essaadyine, Hassan - Rabat - Royaume du Maroc.

Tél : +212 537 26 00 62 / + 212 537 26 00 63

Télécopieur : + 212 537 26 00 60 - Email : info@uclga.org

www.afriquelocale.org

www.Africities.org



Start-up et villes intelligentes

Si l'Afrique a longtemps été à la traîne du reste du monde sur le terrain de la technologie et du développement, le continent s'impose désormais comme un interlocuteur sérieux, et ses villes regorgent d'opportunités pour les entrepreneurs qui ont à cœur de trouver des solutions à ses défis.

Par Sungula Nkabinde

Les villes intelligentes (ou « Smart cities »), qui globalement se définissent comme des villes capables d'optimiser les solutions technologiques afin d'accroître leur efficacité et de favoriser un développement économique durable, ont joué un rôle majeur dans l'émergence d'une myriade de start-up africaines qui pourraient bien, à terme, prendre une envergure mondiale. La technologie semble y être pour beaucoup et malgré le retard longtemps affiché dans ce secteur, le continent s'ouvre pleinement et rapidement à l'innovation, donnant naissance à des start-up et à des pôles technologiques, de Kampala au Cap et tout ce qui se trouve entre ces deux villes. Mais contrairement aux pays hautement industrialisés, ce phénomène répond à une nécessité de surmonter les nombreux défis que connaît le continent en termes de développement.

Les innovations revêtent une multitude de facettes, avec des applications mobiles permettant aux agriculteurs de vérifier où ils peuvent tirer le meilleur prix pour leurs produits, aux consommateurs de vérifier que les médicaments qu'ils achètent ne sont pas des contrefaçons ou encore aux abonnés de téléphonie mobile en zones rurales de transférer des fonds par SMS. Selon les estimations, pour 80 % des adultes en Afrique qui ne bénéficient pas de services bancaires, la carte SIM fait véritablement office de carte bancaire.

Nombre de ces start-up urbaines mettent à mal la perception généralisée d'une Afrique condamnée à louper le coche de la quatrième révolution industrielle – la nouvelle ère de l'information numérique dont dépend la croissance économique sera dictée par l'innovation et les avancées technologiques originales au sein de l'économie de l'internet. Pourquoi l'Afrique, à travers ses villes connectées, ne pourrait pas connaître le même sort que les poids lourds américains tels que Facebook, Uber et Airbnb qui s'accaparent les parts



Afrique de l'Est

L'Afrique de l'Est est sans conteste la région affichant le plus fort taux de croissance du continent, à la fois en termes de croissance économique et de connectivité internet. Ce n'est donc pas un hasard si c'est dans cette partie du continent que se trouvent de nombreuses start-up innovantes qui sortent du lot.

C'est à Nairobi, capitale du Kenya – élue « la ville la plus intelligente » du continent pour la deuxième année consécutive par l'ICF (Intelligent Community Forum ou Forum des communautés intelligentes) que s'est établi le Groupe Bamba, qui s'attache à répondre à l'un des plus épineux problèmes auquel sont confrontées les agences pour le développement qui travaillent avec les organisations humanitaires du monde entier : la collecte des données.

Le groupe jouit du soutien de l'éminent incubateur de start-up, l'Américain Techstars, qui un peu plus tôt cette année a déclaré que le « Groupe Bamba pourrait bien être le nouveau Airbnb ou Dropbox dans les cinq prochaines années ».

Comme l'explique Shehzad Tejani, chef d'exploitation du Groupe Bamba, la décision d'établir la société à Nairobi s'est imposée d'elle-même, le Kenya étant un leader dans les avancées technologiques des économies émergentes.

« La présence dans la région de solutions logicielles innovantes pour la collecte des données capables de fonctionner partout dans le monde via un « feature phone » (téléphone utilisant son propre système mobile « fermé »), nous a servi de tremplin et nous avons depuis ouvert des agences à Lagos, au Nigeria et à Johannesburg, en Afrique du Sud », précise M. Tejani.

L'entreprise a enregistré une croissance de 300 % depuis sa création en 2013. Elle doit sa réussite au développement de logiciels de collecte de données pouvant être utilisés dans n'importe quel pays. Bamba est leader sur le marché africain de la collecte de données estimé à 7,8 milliards de dollars US, avec un système exclusif qui permet un coût d'acquisition 75 % inférieur aux autres solutions du marché.

« Nous avons amélioré notre produit et sorti la version Bamba 2.0 qui a été lancée dans trois pays. Les données collectées dans les marchés émergents proviennent d'utilisateurs communautaires très variés. Bamba est capable de recueillir les données à partir des feature phones et des smartphones, ce qui nous permet de toucher plus de 70 % de la population lorsque nous effectuons des études et des exercices de collecte de données », se réjouit M. Tejani.



de marché dans toutes les régions du monde ? Après tout, force est de constater que de nombreuses start-up parviennent adroitement à s'imposer sur le marché africain de l'internet et de la téléphonie mobile.

Selon le Rapport 2015 sur le financement des start-up technologiques africaines, 125 start-up recensées sur le continent ont attiré 185 millions de dollars US d'investissement en 2015. Ce constat ajoute foi à la décision prise par la Banque européenne d'investissement et la Banque africaine de développement en partenariat avec la Commission européenne, de lancer l'initiative Boost Africa destinée à soutenir 1 500 start-up et PME sur l'ensemble du continent africain, et dont le premier investissement portera sur un montant de 158 millions de dollars US.

Afrique australe

L'Afrique australe compte autant, sinon plus de start-up que l'Afrique de l'Est, et ce grâce à l'Afrique du Sud, l'un des pays les plus développés du continent qui jouit d'une infrastructure plus sophistiquée et stable.

Au Cap, en Afrique du Sud, la start-up SweepSouth est une plateforme de réservation en ligne de services d'aide ménagère depuis un téléphone, un ordinateur portable ou une tablette, mettant en quelques minutes des particuliers en relation avec des « aide-ménagères expérimentées, fiables, agréées et assurées ». Cette start-up autofinancée lancée en juin 2014 avait atteint son seuil de rentabilité opérationnelle au bout de quelques mois seulement et s'apprête à devenir la Uber des services de nettoyage ménager.

Basée à Harare, au Zimbabwe, Esaja.com est une plateforme en ligne B2B qui fournit un réseau commercial dédié au commerce intra-africain. Esaja, qui défend les solutions efficaces et les

Zagace est un autre exemple d'entreprise basée à Nairobi qui a su exploiter la technologie à son avantage. La société propose un logiciel dans le cloud qui permet aux entreprises de gérer leur comptabilité, les salaires, les stocks, le marketing et les ressources humaines, entre autres fonctions, le tout groupé dans un format simple et convivial baptisé Zag apps. Contrairement à d'autres plateformes similaires gérées par des entreprises mondiales, Zagace propose un produit abordable avec des applications mobiles et web personnalisées afin de répondre aux besoins ciblés des clients spécifiques.

Ainsi, une entreprise de production dans une ville d'Afrique peut se procurer une application spécifiquement adaptée à son activité et aux exigences fiscales propres à la région. Un coiffeur établi à Dar es Salaam, par exemple, aura besoin d'une application légèrement

différente de celle utilisée par un autre coiffeur de Nairobi, en raison des disparités fiscales et réglementaires dans les deux régions.

Ushahidi Inc, établie à Nairobi, est un autre exemple d'initiative heureuse dans la région. Fondée par Juliana Rotich et son équipe, Ushahidi cartographie les signalements de violence au Kenya après les troubles post-électorales de 2008. Le modèle a été développé à l'échelle mondiale et est désormais l'une des plateformes les plus consultées dans ce domaine.

Dans le même temps au Rwanda, la société HeHe Labs basée à Kigali et spécialisée dans l'innovation et la recherche technologique, développe des solutions de technologie mobile pour le gouvernement et les entreprises privées désireux d'améliorer leur efficacité opérationnelle. Les systèmes HeHe Labs ont certes permis d'améliorer la rentabilité opérationnelle

de nombreuses entreprises sur le continent, mais sa plus grande fierté a été d'avoir créé une branche de recherche qui a motivé et formé des centaines de jeunes Rwandais, plaçant ces derniers au premier plan de la révolution technologique de l'Afrique.



actions concertées, a récemment bénéficié d'un investissement (dont le montant n'a pas été révélé) issu d'une série de financements menée par la société hongkongaise Swastika Company, devenant ainsi la première start-up africaine à entrer dans le portefeuille de l'investisseur asiatique. Swastika s'était par le passé intéressé exclusivement aux investissements technologiques en Inde, ayant aidé plusieurs start-up locales à émerger, lesquelles sont depuis devenues des exemples phares dans l'histoire de la croissance du pays.

Pour le fondateur de la société, Clinton Mutambo, le paysage politique au Zimbabwe contraindrait les entreprises à travailler au moins cinq fois plus dur que dans d'autres régions plus favorables aux affaires.

« Nous sommes passés du statut d'une start-up d'un pays dont personne ne voit le potentiel, au statut de symbole d'espoir et d'inspiration. Notre objectif initial était de mettre en relation les professionnels », explique M. Mutambo, ajoutant que la bonne connaissance de la dynamique africaine a été un facteur déterminant pour le succès de la société. Ainsi, alors que le Zimbabwe et Harare traversaient des années difficiles, Esaja s'était tournée vers l'extérieur, mettant son capital humain au service du reste du continent.

« Il est essentiel de comprendre les villes et les pays africains en ce sens qu'ils en sont encore aux prémices du développement. Autre exemple illustrant la difficulté à appréhender la situation, Abidjan qui, il y a quelques années était aux prises à l'instabilité, contrairement à d'autres villes, bénéficie aujourd'hui d'un essor considérable grâce au climat politique favorable et aux importants investissements qui y ont été réalisés. Nous avons foi dans le potentiel de l'Afrique à long terme et nous souhaitons être partie prenante aux solutions plutôt que de nous contenter de montrer du doigt ses faiblesses. »

Outre ses nombreux succès, comme la reconnaissance de son travail par la Kairos Society, une association américaine de soutien aux jeunes entrepreneurs de moins de 25 ans, et l'apparition d'Esaja.com dans le top 50 des start-up ayant un impact positif sur leur communauté du magazine Silicon Valley's INC, la plus grande satisfaction pour M. Mutambo est d'avoir concrétisé une idée qui permet désormais à des PME de se développer.

« Quand un exploitant minier de Lusaka, en Ouganda traite avec un fabricant de bottes en caoutchouc de Dar es Salaam, en Tanzanie, cela nous rappelle le bien-fondé de notre travail », ironise-t-il.



Harare a connu des années difficiles.

“

Il est essentiel de comprendre que les villes et les pays africains en sont encore aux prémices du développement. Autre exemple illustrant la difficulté à appréhender la situation, Abidjan qui, il y a quelques années était aux prises à l'instabilité, contrairement à d'autres villes, bénéficie aujourd'hui d'un essor considérable grâce au climat politique favorable et aux importants investissements.

”

L'initiative sud-africaine Livestock Wealth à Johannesburg est une plateforme d'investissement par financement collaboratif qui permet de posséder du bétail sans avoir de terres, d'employés, ni même de formation d'éleveur. Son fondateur, Ntuthuko Shezi, explique que l'idée est née d'une volonté d'aller à contre-courant des produits d'investissements conventionnels, comme les actions et les fonds communs de placement qui sont trop souvent complexes et intimidants pour les gens.

Un investisseur potentiel vivant dans n'importe quelle partie du monde peut visiter le site et à partir de photographies, sélectionner une génisse en gestation, l'ajouter à son chariot en ligne avec en plus les frais mensuels couvrant les dépenses supplémentaires comme le fourrage, les soins vétérinaires et les assurances.

« L'idée est née de la frustration qui m'habitait à chaque fois que je cherchais à investir dans le marché boursier ou à identifier les actions les plus rentables », précise M. Shezi, ajoutant que « avant que l'argent ne prenne la forme de pièces et de billets, les vaches étaient une réserve de richesse ».

La société gère désormais des actifs d'une valeur d'un million de ZAR, et les actifs en question sont des vaches qui assurent un retour annuel supérieur aux actions de la Bourse de Johannesburg.

Afrique de l'Ouest

Esoko, une start-up créée à Accra, au Ghana, est une plateforme mobile qui met en relation de petits exploitants agricoles avec des marchés sur l'ensemble du continent africain. La société fournit d'une part du conseil aux agriculteurs – cours des marchés, prévisions météorologiques et astuces – pour les aider à accroître leur rendement et leurs bénéfices, et d'autre part des solutions aux entreprises – produits marketing, activités de suivi et approvisionnement de produits – afin de les mettre en relation avec les agriculteurs. La plateforme de technologie intègre les alertes SMS personnalisées et automatiques, des offres de vente et d'achat, un service de messagerie SMS groupée, un service d'enquêtes par SMS, des enquêtes Android (système d'exploitation) et bien plus encore. Green Energy Biofuels à Lagos, au Nigeria, souhaitait réduire le nombre de foyers ruraux encore dépendants de l'énergie biomasse pour la cuisine, un phénomène qui cause quelque



La cuisinière KIKE Green Cook de Green Energy Biofuels.

1,5 million de décès annuels dus à la pollution atmosphérique intérieure. L'entreprise fabrique et commercialise une cuisinière non polluante alimentée par un combustible propre sous forme de gel.

Ce bio gel, fabriqué à partir d'éthanol cellulosique dérivé de la jacinthe d'eau et de sciure de bois, est non seulement moins dangereux, plus propre et plus économique que le kérosène, mais aussi plus efficient. Il participe donc à la sécurisation de la cuisine de ces familles et à des économies énergétiques de l'ordre de 40 %.

La cuisinière KIKE Green Cook de Green Energy Biofuels a été testée avec succès par des ménages de différentes catégories sociales à Kumasi, au Ghana et dans la capitale, Accra, et est très appréciée au Nigeria. Elle a été testée au Brésil, en Afrique du Sud et au Kenya. Elle a également été approuvée par la Nigerian Alliance for Clean Cook Stoves (Alliance nigérienne des fabricants de cuisinières propres) et adoptée par de nombreux gouvernements. Qui plus est, elle est la cuisinière privilégiée dans plus de 10 états du Nigeria et testée dans de nombreux autres. La KIKE Green Cook compte à son actif deux millions de jours d'utilisation avec une sécurité et une performance inégalées.

DealDey, une start-up de e-commerce nigérienne prend le marché d'assaut. Un peu plus tôt dans l'année, cette plateforme d'achat en ligne à prix discount avait bénéficié d'un investissement de 5 millions de dollars US réalisé par Investment AB Kinnevik, bien décidée à défier les poids lourds que sont Jumia et Konga.

Promettant de devenir le plus important site de e-commerce en Afrique, DealDey table sur un développement fulgurant qui s'étendra à toutes les grandes villes du Nigeria, avant de s'attaquer au Ghana, puis au reste du continent. Le site déploie également de nouveaux services à un rythme effréné avec le lancement en septembre de deux nouvelles plateformes : PromoHub, sur laquelle les commerçants proposent des offres promotionnelles, et LYF, une plateforme transactionnelle, de listing d'entreprises et de rapports d'activité, qui recense d'ores et déjà 20 000 entreprises.

GoMyWay s'attaque, quant à elle, à la congestion du trafic et aux émissions de carbone en encourageant le co-voiturage dans la ville la plus peuplée d'Afrique. GoMyWay cherche à mettre en relation les passagers de Lagos et les automobilistes qui se rendent à la même destination, et ce afin de créer un réseau de transport pensé par et pour les usagers de la route. Lancée un peu plus tôt cette année à Lagos, l'application prévoit de s'étendre à l'Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana.

Afrique du Nord

Une start-up marocaine, DabaDoc, a mis au point une application qui permet aux utilisateurs de trouver un médecin en ligne et de prendre rendez-vous. Lancée à Casablanca en 2014, la start-up s'est développée en Algérie et en Tunisie en 2015, avec plus de 2 000 docteurs inscrits sur la plateforme. Récemment DabaDoc a également été lancée en Afrique du Sud et au Nigeria, en droite ligne avec sa stratégie qui prévoit un développement sur le marché panafricain.

Cette start-up a permis un réel changement pour les villes et les communautés, aidant les habitants à accéder à une meilleure assistance médicale. Cette initiative a d'ailleurs valu à DabaDoc une reconnaissance bien méritée, la start-up ayant été sélectionnée parmi 10 start-up de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) pour participer au programme d'entrepreneuriat Aspen-Blackstone, dans la Silicon Valley.

En Egypte, la start-up Yaoota basée au Caire exploite un moteur de recherche commercial qui permet aux consommateurs de comparer les produits et les prix pratiqués par différents magasins en ligne. Lancée en juillet 2014 et dans un premier temps totalement autofinancée, Yaoota permet aux internautes de naviguer parmi les sites et les produits en ligne de plus en plus nombreux en Egypte, de comparer les prix et d'acheter directement auprès du commerçant retenu. En octobre, la start-up bénéficiait d'un financement de 2,7 millions de dollars US – le plus gros investissement jamais réalisé en faveur d'une start-up égyptienne à ce jour – provenant du groupe KBBO d'Abu Dhabi afin de faciliter son développement en Afrique et au Moyen-Orient.

Au Caire toujours, RecycloBekia est l'une des premières entreprises de la région à proposer un recyclage écologique des déchets électroniques. Elle récupère les composants électriques indésirables, les démonte, les trie et les recycle. Ayant démarré avec un capital de 1 000 dollars US seulement en 2011 et une équipe d'étudiants de l'université de Tanta – une ville en Egypte – la société possède désormais quatre entrepôts et revend des déchets électroniques pour un montant annuel de 2,4 millions de dollars US. •



Des villes nouvelles et intelligentes pour une urbanisation durable en Afrique

Le développement des villes intelligentes dans le cadre de celui des villes nouvelles qui émergent un peu partout en Afrique, offre des alternatives crédibles à la prise en charge des défis posés par l'urbanisation galopante que connaît le continent. L'enjeu, c'est aussi et surtout de favoriser l'adaptation des villes africaines au changement climatique pour un développement durable et une croissance maîtrisée.

Par Yacouba Barma Aboubacar

C'est un fait sur lequel s'accordent autorités, experts et élus locaux en matière de lutte contre le changement climatique. La bataille en faveur du climat sera gagnée ou perdue dans les villes qui accueillent désormais plus de 50 % de la population mondiale. C'est le cas particulièrement en Afrique où, d'après les prévisions d'ONU-Habitat, 600 millions d'Africains seront des citadins en 2025 et, à l'horizon 2050, 60 % des 1,5 milliard de citoyens du continent habiteront dans les centres urbains. C'est un boom démographique sans précédent qui s'accompagnera de l'amplification des défis pour les gouvernements mais aussi pour les élus locaux en matière de logement, d'alimentation et surtout de prestations de services de base comme l'accès à l'eau, les transports, l'approvisionnement en énergie ou la gestion des déchets. Or ces villes qui accaparent 64 % de la consommation





Photo principale : Une rue de Rabat. Ci-dessus et à droite : La Conférence des Villes intelligentes sur le thème « Smart cities : comment les nouveaux enjeux liés à l'énergie modifient-ils les villes et leur gouvernance ? »

d'énergie des pays du continent sont responsables de près de 80 % des émissions de CO2.

Dans le contexte de la réalisation de l'Agenda 2030 en matière d'objectifs de développement durable mais aussi et surtout de la mise en œuvre de l'Accord de Paris de 2015 pour le climat, l'un des enjeux prioritaires qui se posera en matière de gestion urbaine, c'est permettre l'adaptation des villes au changement climatique. Confrontés à ces défis de développement durable et de croissance urbaine maîtrisée, les gouvernements et autorités locales réfléchissent dès lors aux solutions les plus efficaces et surtout adaptées aux réalités du continent en matière de transition énergétique. L'objectif, c'est surtout celui de l'édification de villes résilientes où il faudra minimiser les coûts de fonctionnement, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en énergie, tout en les inscrivant dans la durabilité en limitant les effets induits par le changement climatique. L'une des solutions qui semble faire consensus dans l'atteinte des objectifs, c'est le développement des « villes nouvelles » ou « smart cities ».

Villes nouvelles et intelligentes

C'est un constat qui ne fait aucun doute : ces dernières années, on assiste en Afrique à un développement lent mais progressif et soutenu de villes nouvelles destinées à décongestionner les grands centres urbains mais aussi et surtout à prendre en charge l'urbanisation galopante que connaît le continent. En ce sens, l'implantation des « cités intelligentes » dans le cadre de l'émergence de ces villes nouvelles s'avère comme l'une des solutions permettant de limiter l'approvisionnement en énergie, tout en économisant

“

L'objectif, c'est surtout celui de l'édification de villes résilientes où il faudra minimiser les coûts de fonctionnement, notamment pour ce qui est de l'approvisionnement en énergie tout en les inscrivant dans la durabilité en limitant les effets induits par le changement climatique.

”

leur coût de fonctionnement et en réduisant les effets des changements climatiques. C'est dans ce contexte que les initiatives de villes nouvelles se multiplient tant à l'international qu'en Afrique, et s'emparent des enjeux de la transition énergétique tout en appelant de nouvelles formes de gouvernance. Elles répondent aux défis, notamment économiques, des nouveaux modes de consommation et de production énergétique. « Smart meters », « smart grids », « smart buildings » : autant de composantes de la ville de demain sur lesquels il va falloir réfléchir dès aujourd'hui. Ce sujet était au centre d'une conférence le 23 novembre dernier à Rabat au Maroc. Cette rencontre sur l'urbanisme et l'énergie a été organisée à l'initiative de Sciences Po Executive Education en partenariat avec l'Association marocaine des anciens de Science Po (Alumni Maroc). Elle a réuni des dirigeants et hauts cadres de l'administration, des villes, des industries énergétiques, du secteur des télécommunications et du secteur financier. Sous le thème, « Smart cities : comment les nouveaux enjeux liés à l'énergie modifient-ils les villes et leur gouvernance ? », il s'agit du premier événement du genre organisé par l'Institut d'études politiques (IEP) avec le soutien de la Caisse marocaine

de dépôt et de gestion (CDG), l'un des acteurs majeurs du Royaume en matière de politiques de l'habitat et de l'urbanisme depuis près de soixante ans. « La transition énergétique dans le monde dépend essentiellement des réponses des villes nouvelles aux défis du développement urbain et de la croissance démographique », a ainsi souligné à cette occasion, Sophie Méritet, professeur affilié à Sciences Po Paris. Selon l'experte, le concept de « villes intelligentes » est d'une importance capitale pour le continent africain, en raison du rôle que peuvent jouer des villes dans la gestion de la croissance des pays africains, à la lumière des défis actuels tels que l'accroissement de la mobilité, l'accès aux énergies, la gestion des déchets et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le concept de « smart cities » ou « villes intelligentes » commence à séduire de plus en plus en Afrique au regard des opportunités qu'il offre en matière de prise en charge des défis prioritaires des autorités centrales et locales, et en matière de développement durable mais aussi de croissance urbaine maîtrisée.

Selon Sophie Méritet, « ce sont des villes modernes et connectées qui permettent de mettre en œuvre des infrastructures communicantes et durables pour améliorer le confort des citoyens tout en étant plus efficaces et en respectant l'environnement ». Cette approche va ainsi au-delà de la définition jusque-là mise en avant de « ville nouvelle », laquelle n'est que le « recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pour améliorer la qualité des services urbains et permettre de réduire leurs coûts ».

“

Ce sont des villes modernes et connectées qui permettent de mettre en œuvre des infrastructures communicantes et durables pour améliorer le confort des citoyens tout en étant plus efficaces et en respectant l'environnement.

”

Des investissements pour l'adaptation

Le développement des villes nouvelles et intelligentes inaugure ainsi de nouvelles opportunités en matière de développement durable et de croissance urbaine. C'est pourquoi les experts et acteurs associatifs plaident auprès des autorités pour qu'ils inscrivent leur politique de développement dans une démarche « intelligente » car les villes sont aussi les moteurs par excellence de la croissance économique. Avec environ 85 % du PIB mondial en 2015 engendré par les villes, leur part considérable dans l'émission des gaz à effet de serre n'occulte pas le fait qu'elles sont les premières victimes à subir de plein fouet les effets induits par les changements climatiques. Avec leurs populations denses, leur concentration d'infrastructures et leurs vastes surfaces bitumées, les villes sont particulièrement vulnérables aux inondations, aux tempêtes brutales et aux autres impacts climatiques, spécialement près des côtes et sur les rivières. C'est ce que relève un rapport du Groupe international des experts sur le climat (GIEC), cheville ouvrière des négociations en faveur du climat, qui a ainsi plaidé pour que les investissements en infrastructures qui seront réalisés dans les villes dans les quelques prochaines années permettent de bâtir des villes à la fois à faible émission de carbone et résistantes au climat. « Les villes peuvent prendre la bonne voie en adoptant un développement plus compact et efficient, en augmentant la productivité économique, en améliorant la qualité de l'air et la santé publique, en réduisant la pauvreté et en relevant la sécurité », fait ainsi observer un expert de la Banque africaine de développement. Dans ce sens, une telle approche est de nature à plaire aux investisseurs et à diminuer le coût des infrastructures et des services publics. C'est un enjeu important à prendre en compte ; l'émergence de villes intelligentes en Afrique sera aussi une question d'investissement et donc de financement. « Tout dépend de l'aspect financier car il faut avoir les moyens financiers pour investir »,

“

D'après ces expériences dans les différents pays, on voit souvent qu'il y a une ville qui a déjà mis en place des services intéressants et qui va juste ajouter la connectivité à Internet.

”

reconnaît ainsi Sophie Méritet qui avance comme alternative pour les autorités « des investissements à travers des partenariats publics-privés ». Initiatives africaines pour des expériences intelligentes

En matière de construction de villes intelligentes tenant compte des enjeux de l'heure, plusieurs pays africains ont franchi le pas et cela depuis quelques années. Au Maroc, par exemple, la dynamique a commencé il y a près de deux décennies dans le sillage de la politique mise en œuvre par les autorités et qui vise à assurer « un meilleur aménagement de l'espace et une bonne gestion du territoire à travers le désengorgement des grandes métropoles afin d'éviter leur étouffement, tout en prenant compte de leur évolution dans le futur ». C'est ce qu'a mis en exergue à la conférence de Rabat, le président d'Alumni Maroc, Ismail Hariki. Selon cet expert de la question, la problématique des « cités intelligentes » s'inscrit au cœur des défis que connaît le Maroc dans le développement des villes nouvelles et de la « vague ininterrompue d'exode rural, qui nécessite la synergie de toutes les compétences et du savoir-faire dans ce domaine afin de gérer cette mobilité dans les meilleures conditions ».

Les expériences se répandent désormais un peu partout dans le pays comme c'est le cas sur le continent avec



des villes qui tentent déjà l'expérience smart dans des villes nouvelles. C'est le cas par exemple au Kenya qui a pris exemple sur la ville américaine de Palo Alto pour lancer, en 2013, la construction de la ville technologique de Konza, qui est annoncé comme une Silicon Valley à l'africaine. Située sur le site qui accueillait naguère un ancien ranch à 60 kilomètres de la capitale Nairobi, la smart city kenyane qui s'étalera sur plus de 2000 hectares va jaillir de terre dès 2017. Konza City, surnommée également « Silicon Savannah » c'est-à-dire « la Silicon Valley qui a jailli de la savane », accueillera entre autres, un campus universitaire de 1500 étudiants, des industries de fabrication de matériaux d'assemblage, des hôtels et des zones résidentielles. Afin d'accompagner le développement de la smart city, le gouvernement kenyan a mis en place une autorité locale dédiée pour faire de la nouvelle ville un hub d'externalisation des affaires, du développement de logiciels, de centres de données, de centres de reprise après sinistre et de centres d'appels. L'implantation de multinationales spécialisées dans le domaine comme Google, Samsung, Microsoft ou encore IBM, offre déjà des perspectives prometteuses pour Konza City. L'expérience fait également des émules dans d'autres pays où des villes sont en train de faire le grand saut vers le smart en misant sur l'innovation

et surtout la technologie. C'est le cas par exemple d'Abidjan en Côte d'Ivoire avec son expérimentation des transports connectés, Brazzaville avec son incubateur d'entreprises ou encore Kigali avec sa 4G square, un centre de services Internet. « D'après ces expériences dans les différents pays, on voit souvent qu'il y a une ville qui a déjà mis en place des services intéressants et qui va juste ajouter la connectivité à Internet. Cela constitue un début mais il faudrait pouvoir jouer sur les infrastructures pour mettre en place des bâtiments intelligents dont certains sont consommateurs d'énergie et d'autres des producteurs d'énergie pour équilibrer et atteindre l'efficacité énergétique », fait remarquer Sophie Méritet.

En matière d'adaptation énergétique dans le cadre de la promotion des villes intelligentes, plusieurs initiatives, portées notamment par la CGLU et CGLU-Afrique, accompagnent le processus dans plusieurs villes africaines grâce à des alliances avec des partenaires financiers et techniques comme l'ONU-Habitat ou d'autres structures. C'est le cas avec le « Compact des maires », annoncé lors du Sommet sur le climat en 2014 et auquel participent huit villes africaines à savoir Dakar et Lagos ainsi que six villes sud-africaines : Le Cap, KwaDukuza, Nelson Mandela Bay, Tshwane, Durban et Johannesburg. Les villes intelligentes prennent donc de plus en plus l'initiative et, lors de la dernière décennie, les villes sont apparues comme une véritable force d'action pratique. Comme le rappelle une récente étude de la Banque africaine de développement (BAD) présentée en marge de la COP 22, quelque 228 villes ont adopté des cibles de réduction de GES s'élevant à 30 gigatonnes de CO₂ (GtCO₂) d'ici à 2050, quantité équivalente aux émissions combinées de la Chine et de l'Inde. Parmi les initiatives portées dans ce cadre, le C40 Cities Climate Leadership Group, créé il y a dix ans, est le point focal de la coopération. Trois des mégapoles africaines – Lagos, Johannesburg et Addis-Abeba – se sont engagées activement dans le groupe, et Dar es-Salam, Nairobi et Le Cap y ont un statut d'observateur. Une autre initiative lancée en 2013, « 100 villes résilientes », aide les villes à devenir plus résilientes aux défis physiques, sociaux et économiques qui marquent une part grandissante du 21^e siècle. Six villes africaines en sont membres : Accra (Ghana), Arusha (Tanzanie), Dakar (Sénégal), Durban (Afrique du Sud), Enugu (Nigeria) et Kigali (Rwanda).

“

En matière d'adaptation énergétique dans le cadre de la promotion des villes intelligentes, plusieurs initiatives, portées notamment par la CGLU et CGLU-Afrique, accompagnent le processus dans plusieurs villes africaines grâce à des alliances avec des partenaires financiers et techniques comme ONU-Habitat ou avec d'autres structures.

”

La prise en compte des réalités africaines comme gage de réussite

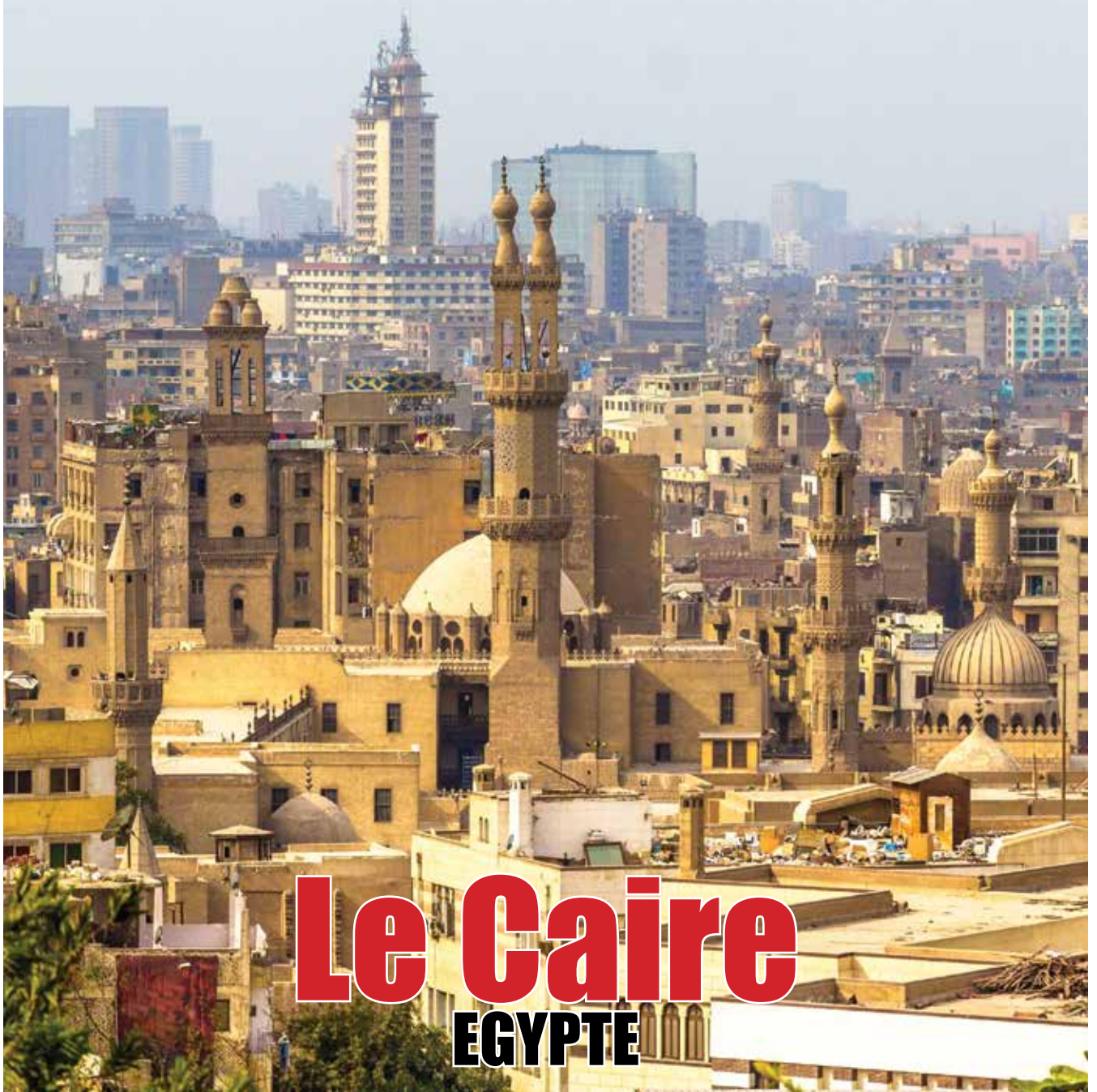
L'émergence des villes nouvelles et le développement des cités intelligentes offrent certes de nouvelles opportunités en matière de croissance urbaine mais il ne faudrait pas occulter certains défis qu'il va falloir prendre en compte pour réussir la transformation. Ainsi, dans le filon des villes intelligentes, la tentation serait de dupliquer des modèles préexistants, pensés en dehors des modes de vie et de consommation des pays africains.

« La force de l'Afrique sera de ne pas chercher à imiter ce qui se fait mais d'être innovant et créatif. J'en appelle à l'innovation, à l'inventivité. Il faut que le continent se serve des expériences qui ont été tentées partout mais sans les calquer. L'Afrique doit bien étudier les forces et les faiblesses de chaque expérience et prendre les caractéristiques propres de chaque pays pour voir émerger des villes qui s'inscrivent dans leur environnement », conseille ainsi Méritet. Selon elle, vouloir rendre les villes africaines plus « intelligentes », c'est bien, les penser pour l'Afrique est encore meilleur d'où des écueils à éviter.

Ainsi, pour une implantation de villes intelligentes africaines, « la priorité pour l'Afrique sera de penser ses villes en prenant en compte des priorités comme l'accès à l'eau, le logement, l'urbanisme. Mais la priorité la plus importante sera d'inscrire ces villes dans la mobilité et l'efficacité énergétique en pensant un urbanisme de moindre consommation ». D'autres parts, le défi ne se pose seulement en terme d'aménagement ou de construction de cités intelligentes mais aussi d'adaptation à tout ce que cela va induire non seulement en matière de gouvernance locale mais aussi de changement sur les différents modes de vie des citoyens.

La problématique de l'adaptation à ce niveau sera de parvenir à sensibiliser, éduquer et préparer les habitants à vivre dans ces nouvelles villes tout en respectant et en préservant ses règles. L'adaptation sera donc doublement au cœur de la durabilité de la ville intelligente africaine. C'est le principal enjeu mais aussi le défi stratégique pour le continent et particulièrement pour ses villes de demain. •

Rendons hommage à nos villes africaines



Le Caire
EGYPTE

Nairobi

Bientôt une « ville intelligente »

Nairobi prend de plus en plus d'initiatives qui feront d'elle l'une des villes d'Afrique les plus axées sur la technologie. Les services essentiels qui constituent la base des revenus du gouvernement du comté ont d'ores et déjà été numérisés tandis que des technologies modernes sont mises en place dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des sports.

Par Kennedy Abwao

La ville de Nairobi a introduit un système de paiement électronique pour la quasi-totalité des services publics mais les autorités peinent à numériser la collecte des déchets, la gestion du système de transport motorisé de la ville et la gestion des services environnementaux.

Secteur des transports

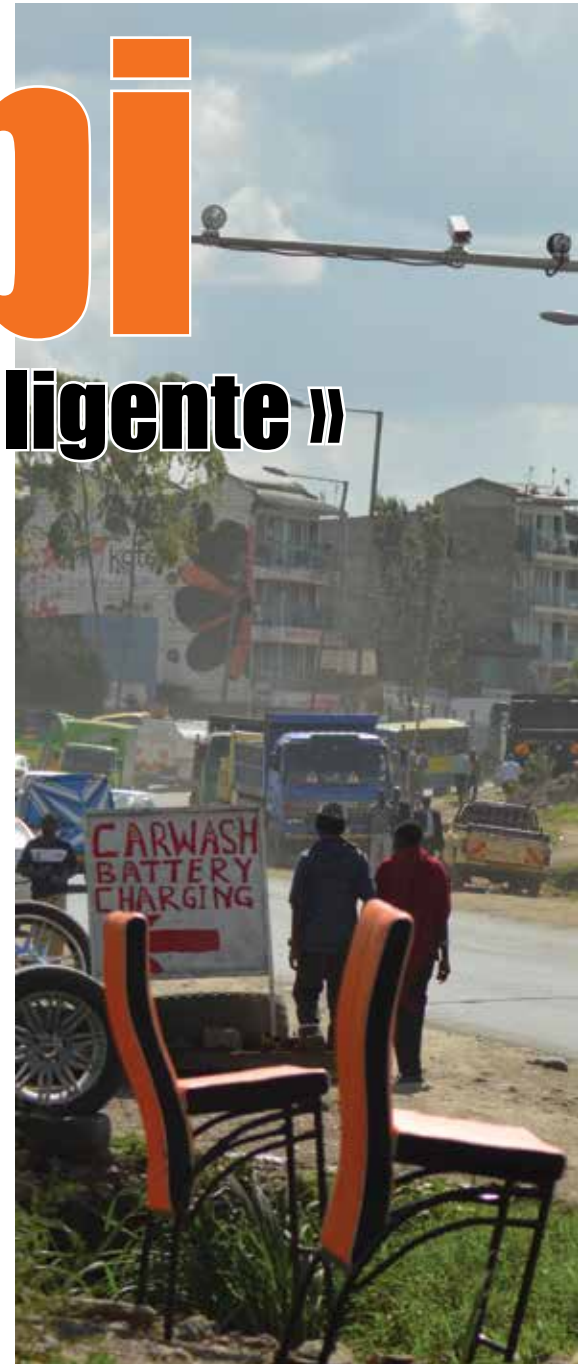
Les résidents de Nairobi peuvent à présent utiliser leur téléphone mobile pour payer les frais de parking quotidiens ou mensuels dans le quartier d'affaires de la ville. D'autre part, le gouverneur du comté de Nairobi, Evans Kidero, espère que l'adoption d'un système de gestion des transports intelligent électronique à Nairobi réduira les encombrements de 30 à 40 pour cent – la mise en place du système de gestion des transports a créé de grands embouteillages avant que la ville ne connaisse un répit après la fermeture de points d'entrée et de sortie le long de grands axes qui a permis d'améliorer la circulation.

Le gouverneur Kidero explique que

son gouvernement a prévu d'installer le système de transport intelligent en utilisant une technologie permettant de gérer la circulation depuis un centre de contrôle. De là, les agents de circulation surveillant les routes pourraient émettre des ordres sur des zones nécessitant une attention.

La numérisation des services progresse dans le comté de Nairobi. La plus grande partie des services routiers en cours de numérisation sont actuellement mis en œuvre dans le cadre de l'initiative International Business Machines (IBM) Smart Cities lancée en 2011.

L'initiative Smart Cities propose des solutions pour surmonter des défis liés à l'urbanisation telles qu'une distribution d'électricité à technologie efficace pour une meilleure gestion de l'énergie et des systèmes d'égouts efficaces, mais il reste des obstacles à surmonter pour atteindre le statut de Ville intelligente. IBM a proposé d'utiliser les projets Smart Cities pour améliorer l'utilisation de la technologie



dans la gestion de la circulation, de l'approvisionnement en eau et des mécanismes d'intervention d'urgence depuis un centre de commande. Le plan est également mis en œuvre dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Éducation

Nairobi prévoit d'introduire l'éducation numérique comme outil d'apprentissage dans tous ses centres



éducatifs pour la petite enfance. « Nous sommes prêts à déployer les TIC dans l'éducation l'an prochain. Nous avons terminé la formation des enseignants dans ce but. Nous nous sommes déjà conformés aux exigences », précise un conseiller éducatif des autorités du comté de Nairobi.

Gregory Mwanangongo, membre du comité du comté chargé de la Planification économique, a souligné que le maillon le plus faible de

l'utilisation de la technologie était l'absence de connexion Internet dans la plupart des centres et bureaux du comté.

Défis liés aux TIC

Le Plan de développement annuel du comté de Nairobi 2015/2016, élaboré par le responsable chargé de la Planification, mentionne l'absence d'une Politique de technologie de l'information et des communications

(TIC), indispensable pour accélérer l'adoption de la technologie afin d'assurer une meilleure délivrance des services.

Daniel Ngari, Directeur des Services sociaux, explique que son service utilise un système de cartographie/modélisation numérique avancé pour gérer les centres de loisirs, les complexes sportifs, les travailleurs sociaux aidant les handicapés et

d'autres prestataires de service au sein du comté de Nairobi. « Nous n'avons pas encore atteint le niveau d'utilisation que nous souhaitons mais nous progressons. D'autres départements dans notre secteur, qui couvre l'éducation, la santé et les services comme les marchés, ont déployé davantage de technologies numériques », ajoute M. Ngari.

Le produit de technologie numérique le plus utilisé à Nairobi, l'e-jijipay/JamboPay, a beaucoup fait parler de lui. En raison de ses faiblesses techniques, il n'a pas toujours permis au gouvernement du comté de recueillir les recettes plus rapidement. JamboPay, qui propose une plateforme de paiement électronique appartient à Web Tribe Limited. La société perçoit 4,5 pour cent des recettes provenant des frais de parking, location, permis commerciaux, taxe foncière et services de pompiers.

Le comté de Nairobi a voulu mettre en œuvre les programmes Smart Cities en incorporant ses directives de planification pour la construction de logements et en installant un système de gestion des déchets électroniques. Il prévoit toujours d'améliorer l'utilisation de l'informatique dans



Cette page et page suivante : Le personnel et les sites qui ont inspiré la création de Zidi dans le but d'améliorer l'efficacité dans les domaines où les technologies sont les plus nécessaires.

ses fonctions d'audit, en acquérant des logiciels d'audit et en installant une connexion Internet dans tous les bureaux du comté.

Santé

« On peut résister au changement mais pas à la technologie », affirme M. Moka Lantum, un pharmacien diplômé de Harvard qui a quitté son emploi à New York pour aider à établir des centres médicaux dans les villages au Kenya. Ses innovations technologiques ont permis aux citoyens d'accéder à des services de santé à des prix plus abordables. M. Lantum, Directeur associé de Microclinic Technologies, une société de conseil qui développe des logiciels adaptés aux hôpitaux publics et privés, estime que si l'on n'utilise pas davantage les nouvelles technologies pour améliorer les soins de santé, plus de patients souffriront de négligence ou décèderont.

« Nous avons décidé, grâce à la technologie, de supprimer les obstacles qui empêchaient les gens de se rendre à



“
 Nous avons décidé, grâce à la technologie, de supprimer les obstacles qui empêchaient les gens de se rendre à l'hôpital. Nous avons réalisé que nous avons besoin de créer de la demande en matière de services médicaux par le biais d'un service efficace, et pour aider les femmes qui ne pouvaient pas accéder aux hôpitaux.”

l'hôpital. Nous avons réalisé que nous avons besoin de créer de la demande en matière de services médicaux par le biais d'un service efficace, et pour aider les femmes qui ne pouvaient pas accéder aux hôpitaux », poursuit M. Lantum. « Pour améliorer les liaisons du dernier kilomètre dans les services de santé, il nous faut des systèmes ». Microclinic Tech a valu à Nairobi une reconnaissance internationale lors des Trophées World Smart Cities 2016. L'événement s'est déroulé pendant le Smart City Expo World Congress qui s'est tenu à Barcelone, en Espagne en novembre.

Microclinic Technologies a su mettre en œuvre des initiatives de pointe qui ont permis de surmonter des défis urbains au profit des résidents. La société s'est vue décerner le Trophée Innovative Global South Award, en reconnaissance de son Système informatique pour la santé, très utile pour la santé publique.

« Quand nous avons voulu aider à la réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM), nous avons constaté qu'aucun pays d'Afrique n'allait atteindre les objectifs en matière de santé et nous en avons tiré des leçons », raconte M. Lantum.

« Les ODM allaient dans le mauvais sens. Les objectifs pour le développement de la santé maternelle me mettaient mal à l'aise. Nous voulions que les femmes puissent accoucher à l'hôpital, en bénéficiant d'une assistance. Mais les femmes ne pouvaient pas accéder aux hôpitaux parce qu'elles devaient payer les services. »

C'est sous un arbre de la Clinique Kasongo à Muhoroni, dans l'ouest du Kenya, dont le terrain a été donné par une dame du village de 70 ans, méprisée pour ne pas avoir eu d'enfant, que M. Lantum a pensé à une solution. Il a alors réalisé que, plus il investirait, plus il donnerait. « C'est de là que nous avons décidé de créer des



Dr Moka Lantum

logiciels pour les hôpitaux, offrant des solutions de comptabilité, de gestion des stocks, afin de soulager le fardeau des professionnels de la santé. Nous nous sommes rendus compte qu'ils consacraient trop de temps au travail administratif et ne pouvaient plus bien s'occuper des patients ».

La technologie logicielle baptisée Zidi est destinée aux établissements de santé publics pour améliorer leur capacité à fournir des soins de santé. L'innovation visait à réduire le coût des médicaments et de la logistique liée au transport de patients sur de longues distances pour voir un spécialiste. Le

«
Quand nous avons voulu aider à la réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM), nous avons constaté qu'aucun pays d'Afrique n'allait atteindre les objectifs en matière de santé et nous en avons tiré des leçons.
»



logiciel Zidi permet aux hôpitaux de gérer les rendez-vous avec les patients, la rédaction des rapports médicaux, les stocks, les dossiers et les ressources humaines. L'objectif du logiciel Zidi était aussi d'augmenter le nombre de patients à Muhoroni ; les hôpitaux qui utilisent le logiciel ont attiré davantage de patients en raison de l'amélioration des services.

« Zidi a contribué à la naissance de 20 000 bébés, soit 5 par jour, et l'hôpital accueille 259 patients par mois. Grâce à notre nouveau système informatique, nous avons pu obtenir davantage de ressources. Ce sont des ressources que nous n'aurions pas si la clinique ne possédait pas cette technologie », ajoute M. Lantum.

Le ministère de la Santé kényan a utilisé le logiciel Zidi pour améliorer ses stocks médicaux. Le logiciel est utilisé par l'agence publique, la Kenya Medical Supplies Agency (KEMSA), qui approvisionne les hôpitaux publics. Le logiciel a été installé dans 28 établissements de santé publics et 60 établissements de santé privés au Kenya, dont trois établissements publics à Nairobi. Plus d'un million de personnes par an profitent de ces services.

« Avant de créer le logiciel, je me suis rendu dans une trentaine d'établissements de santé publics. Certains n'avaient pas de patients. C'était décourageant de voir des hôpitaux de 30 lits manquant d'infirmières, d'autant plus que les infirmières présentes passaient au moins 60 jours par an à rédiger des rapports administratifs. Elles avaient peu de temps à consacrer aux patients. »

À Nairobi, la Marura Nursing Home située dans les bidonvilles de Mathare, est l'un des établissements qui utilisent le logiciel Zidi pour gérer les ordonnances, la comptabilité, les dossiers, les rendez-vous et les finances. « Nous avons vu beaucoup d'améliorations depuis ; nous avons connecté tous nos systèmes », explique l'un des directeurs. La Marura Nursing Home reçoit 6 000 patients par mois.

Le gouvernement du comté de Nairobi estime que l'absence d'un système informatique pour la santé entrave la transformation de la ville mais les concepteurs logiciels expliquent que les réglementations actuelles relatives aux achats dans les hôpitaux publics empêchent les petites et moyennes entreprises de participer aux appels d'offre en raison des lourdeurs bureaucratiques et des paiements exigés pour obtenir les offres publiques.

« Nous savons que des lois strictes sont nécessaires pour régir les achats et l'utilisation des fonds publics. Toutefois, les lois sur les achats ont été conçues pour l'achat des matières premières. Nous achetons encore de la technologie comme des matières premières. Mais la technologie est comme un virus. Elle crée de la valeur pour ceux qui l'utilise », assure M. Lantum. « Nous avons besoin de réformes claires du système de l'achat des biens et services. Nous devons veiller à ce que la technologie soit abordable. »

Des technologies dans le secteur de la santé

Le gouvernement du comté de Nairobi prévoit d'acheter des produits de santé et de nouvelles technologies à utiliser dans le secteur des soins de santé, dont le système informatique. Il compte aussi réformer la gestion des établissements de santé. Les gouvernements de

comté kényans ont repris la gestion des établissements de santé publics suite à la décentralisation des services réalisée sous la constitution kényane de 2010.

Le comté de Nairobi veut donner la priorité à l'utilisation des technologies et outils adéquats pour l'amélioration des soins de santé, à la lutte contre la violence liée aux encombrements et aux blessures sur la route, à l'amélioration des interventions d'urgence et à l'achat des technologies pour améliorer la délivrance de services. Néanmoins, l'absence d'une politique des TIC établie entrave la réalisation de ces objectifs. Le gouvernement du comté dénonce également la médiocrité du leadership au sein du secteur de santé.

Les sociétés de technologies espèrent que les réformes permettront au gouvernement du comté de Nairobi d'acheter des systèmes informatiques pour la santé. « Les politiques Smart Cities sont freinées par les lois qui exigent que toutes les données sur la santé des patients soient stockées à l'hôpital – des lois qui datent de l'époque où ces données étaient consignées sur format papier », précise M. Lantum.

Les établissements de santé équipés du logiciel Zidi reçoivent actuellement 5000 patients par jour. L'utilisation de Zidi a permis d'apporter des

“

Les politiques Smart Cities sont freinées par les lois qui exigent que toutes les données sur la santé des patients soient stockées à l'hôpital – des lois qui datent de l'époque où ces données étaient consignées sur papier.

”





médicaments à des patients qui auraient dépensé en moyenne 60 \$ pour se rendre de l'île de Lamu à Mombasa afin de voir un spécialiste. Les patients souffrant d'hypertension à Lamu peuvent consulter gratuitement un médecin à Mombasa, ce qui leur évite trois jours de voyage pour aller à Nairobi.

« Grâce aux initiatives Smart Cities, nous gérons mieux les revenus ; nous dispensons des formations et des services aux patients par le biais des soins automatisés », ajoute M. Lantum. « Le gouvernement veut adopter le numérique mais ne possède pas les systèmes ».

Circulation et sécurité

Le comté de Nairobi veut utiliser la technologie pour améliorer la circulation et la distribution d'électricité.

La gestion de la circulation et de la sécurité représentent des défis majeurs à Nairobi. Les responsables

du comté affirment que l'utilisation de systèmes de paiement électronique et de plateformes géospatiales, qui utilisent des cartes, ont aidé à gérer les mouvements de populations et à mieux planifier en vue d'améliorer les services.

Nairobi espère déployer des logiciels de suivi des véhicules et de gestion de flotte afin d'améliorer le transport des ordures vers les décharges. « D'autre part, il est important que les gens comprennent comment la technologie aide à se préparer aux catastrophes et à se redresser », soutient Pius Masai, Directeur adjoint de la National Disaster Management Unit, division de la police nationale chargée de la gestion des catastrophes à Nairobi et au Kenya.

Le Centre de commande de la police nationale à Nairobi reçoit des images en direct transmises à 195 commissariats à Mombasa et Nairobi pour assurer la sécurité, révèle M. Masai.

« Nous utilisons des caméras déployées à travers le pays et nous observons tout depuis notre centre de commande. Il est ainsi facile de détecter les problèmes. Sans la sécurité, les investisseurs ne viendraient pas à Nairobi », conclut M. Masai.

Conclusion

Dans l'ensemble, Nairobi est sur la bonne voie pour devenir une ville intelligente. Elle doit traduire davantage cette volonté en actions concrètes. Il est possible de transformer la ville, surtout au rythme auquel les gens affluent dans cette superbe ville, en quête d'opportunités.

La ville doit mettre en place les initiatives plus rapidement, reconnaître les innovations, les expérimenter et les adapter aux besoins locaux.

Nairobi est sur le point de devenir une ville intelligente. Il lui faut à présent franchir le pas qui lui permettra d'être vraiment une ville intelligente.

Nairobi utilise des technologies intelligentes pour des projets d'eau et d'assainissement

Jonathan Mueke, gouverneur adjoint pour le gouvernement du comté de Nairobi, s'entretient avec Kennedy Abwao.



« Nous avons transféré tous nos services clés sur des plateformes numériques, et nous avons mis en place des distributeurs automatiques pour vendre de l'eau. Comme annoncé par le gouverneur, ceci a beaucoup contribué à la réduction du coût de l'eau pour les ménages pauvres. »

« Ce système est automatisé grâce à l'utilisation de téléphones portables. La compagnie des eaux et des égouts de Nairobi, qui est entièrement détenue par le gouvernement du comté de Nairobi, a mis en place des compteurs que les utilisateurs peuvent facilement lire. Ces derniers envoient la mesure relevée à la compagnie des eaux de Nairobi avec leur téléphone. La compagnie peut ainsi interagir davantage avec ses clients, et ses relations publiques se sont considérablement améliorées. Nous n'avons pas aussi bien réussi l'automatisation de nos systèmes d'égouts, mais ils utilisent dorénavant le flux gravitationnel pour atteindre leur destination. Ce type de technologie

a contribué à réduire le nombre de conduites d'égouts bloquées et les déversements d'eaux usées dans la ville. »

« Les bidonvilles de Matharé sont maintenant équipés de distributeurs automatiques et les habitants peuvent acheter des cartes qui, quand elles sont insérées dans le distributeur, leur permettent de récupérer la quantité d'eau qu'ils ont achetée. »

« Nous sommes ravis car nous allons disposer de 117 000 nouveaux raccords pour l'approvisionnement en eau. Nairobi manque d'eau. Nous devons donc la rationner et en fournir aux résidents trois fois par semaine. Pour rendre nos services plus abordables et accessibles aux ménages pauvres, nous allons bientôt libérer des fonds de développement de quartier que les membres de la communauté seront invités à classer par ordre de priorité. En outre, la Banque mondiale nous a déjà accordé une subvention de 4 millions

de dollars pour des raccords d'eau et d'égouts subventionnés. »

« Nous avons commencé le processus d'abandon des latrines à fosse dans les systèmes d'égouts, très dangereuses et responsables de 60 pour cent de tous les cas d'hospitalisations, en faveur de toilettes numériques. Nous utilisons à présent une partie de la subvention d'un million de dollars qui nous a été accordée par la Banque mondiale pour remplacer les latrines à fosse par des installations de toilette modernes. »

« Nous introduisons également les distributeurs d'eau qui utilisent la technologie pour rendre la vie des gens moins difficile. Comme indiqué précédemment, la mise en place de ce système réduira les pertes d'eau et permettra aux ménages pauvres d'économiser. Actuellement, une famille doit dépenser 60 dollars par mois pour acheter cinq jerrycans d'eau. Ce nouveau système permettra de baisser le coût de l'eau à 10 dollars par mois. » •



Sommet sur le climat pour les dirigeants locaux et régionaux, COP22



Discours d'ouverture : Président de CGLU - M. Parks Tau

Par Yacouba Barma Aboubacar

Le nouveau président de l'organisation CGLU, Parks Tau, a prononcé le discours d'ouverture au Sommet sur le climat de la COP22 pour les dirigeants locaux et régionaux. Après avoir remercié les participants et le gouvernement de Marrakech pour leur accueil, Parks Tau a souligné l'importance du rôle de la gouvernance locale dans l'engagement du monde envers le programme sur le changement climatique. J'ai le privilège de m'adresser à vous aujourd'hui au nom des responsables des gouvernements locaux et régionaux issus de toutes les organisations qui ont contribué à notre mobilisation au fil des ans. On ne soulignera jamais assez l'importance de nos efforts conjoints. Nos associations et nos réseaux doivent absolument travailler main dans la main. Cette collaboration nous donne une visibilité sans précédent et nous permet également de démontrer notre véritable potentiel.

Nous nous trouvons, chers amis, à un moment historique, et nous avons une responsabilité historique. La sensibilisation aux effets du changement climatique n'a jamais été si forte ; jamais auparavant le monde n'avait connu une telle volonté politique et jamais auparavant les programmes internationaux de développement n'avaient convergé de façon aussi significative. Nous n'avons jamais été si unis.

Notre organisation a toujours préconisé la cohérence de tous les programmes internationaux et le renforcement des liens entre eux. Nous avons toujours affirmé que le programme climatique n'a de sens que s'il est lié au programme de développement. Cette simple affirmation, qui semble très bien acceptée aujourd'hui, n'était pas évidente il y a quelques années à la COP15.

Nous devons comprendre que tous les programmes sont universels et que les systèmes actuels de production et de consommation devront être redéfinis pour assurer la réhabilitation écologique des systèmes planétaires et pour relever les défis persistants des inégalités sociales croissantes et de la protection de la diversité culturelle.

Comme convenu lors de nos réunions à Bogotà le mois dernier :

1. Le contexte actuel doit être considéré comme une occasion à ne pas manquer qui nécessite des engagements audacieux, avec une attention particulière sur la correction des inégalités.
2. Les gouvernements locaux et régionaux devront assurer un rôle central dans le processus d'élaboration des politiques publiques, et traduire les idéaux normatifs en politiques concrètes.
3. Les réponses apportées dans les agglomérations et territoires urbains

ouvriront la voie à des solutions globales.

Ceci nécessitera en premier lieu d'agir au niveau local et au niveau des pays : gouverner en partenariat, en vue de co-crée des villes et des territoires qui adaptent les modes de production et de consommation pour assurer un avenir durable, et qui partagent et protègent les biens communs.

En deuxième lieu, il faudra agir au niveau international pour transformer le rôle des gouvernements locaux dans l'élaboration des politiques internationales.

Le rôle des gouvernements locaux

En raison des liens de plus en plus étroits entre les défis mondiaux et locaux, les gouvernements locaux et régionaux jouent désormais un rôle plus important dans la réglementation du tissu urbain et des territoires, mais manquent souvent de ressources pour relever ces nouveaux défis.

Selon les experts, les montants globaux des investissements nécessaires pour réaliser les ODD et respecter l'Accord sur le climat devraient être en moyenne triplés au cours des 15 prochaines années. De plus, comme l'a reconnu le Secrétaire général de l'ONU, la majeure partie de cet effort d'investissement devrait se faire au



niveau local. Mais nous n'avons pas les moyens de le faire.

Les besoins financiers

Il nous faudra redéfinir les cadres de décentralisation fiscale permettant une répartition plus équitable des ressources nationales. Nous devons favoriser l'autonomie fiscale pour augmenter les impôts et recueillir une partie de la valeur ajoutée des terres que les investissements locaux ont contribué à créer.

Notre recherche montre que, dans les pays à revenu élevé, où plus de 30 % des ressources nationales sont affectées aux administrations locales, leur contribution aux investissements publics nationaux atteint 49 %. À l'inverse, les pays à faible revenu, où les ressources des gouvernements locaux représentent moins de 8 % des ressources nationales, leur contribution aux investissements nationaux n'est que de 7,3 %.

Nous savons donc que peu de nouveaux partenariats seront possibles, et que la restructuration de nos modèles de durabilité ne sera pas réalisable à moins de changer la répartition des

ressources nationales.

Les besoins en matière de politique

Il nous faudra également revoir les cadres de décentralisation et permettre aux emprunts de préfinancer l'investissement. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas attendre les réformes structurelles. Nous demandons donc des solutions qui combinent le renforcement des capacités à long terme et l'accès immédiat au financement. Nous devons mobiliser la communauté internationale pour mettre en œuvre de nouveaux instruments destinés à relever ce défi, comme par exemple des mécanismes de financement commun ou de garantie.

Il est paradoxal que, dans un contexte d'économies mondiales de haut niveau, moins de cinq pour cent vont aux investissements urbains. Nous devons trouver un moyen de canaliser ces économies vers le niveau local et, à cet égard, le rôle de l'APD et du financement climatique est essentiel pour tirer parti des investissements. Nous ne pouvons pas appréhender

le financement de la lutte contre le changement climatique hors des cadres politiques et des contextes économiques généraux.

Les besoins en matière de gouvernance

Une nouvelle architecture de gouvernance mondiale est nécessaire pour permettre aux gouvernements locaux et régionaux d'être représentés au-delà des marges des conférences sur le climat.

Comme nous l'avons fait remarquer ces dernières années, la communauté internationale peut compter sur nous et notre organisation pour contribuer aux processus et à la mise en œuvre au niveau mondial. Nous nous attendons cependant à ce que des mécanismes de consultation structurelle surveillent la mise en œuvre des programmes mondiaux. Ce sera la seule façon d'assurer la réalisation du Programme 2030 et le respect de l'Accord de Paris.

Enfin, les efforts déployés par les villes, les régions et nos réseaux pour réduire les émissions doivent faire partie intégrante des mécanismes de reporting nationaux et doivent être soutenus financièrement et politiquement par ces mécanismes.

Je suis convaincu que les étapes importantes qui ont été franchies dans le cadre de nos initiatives spécifiques, à savoir la Convention mondiale, l'Alliance des villes pour le leadership du financement climatique des villes (CFFLA), le Protocole d'accord sur le leadership climatique mondial (Under2MOU), le Pacte des États et Régions, le Plan d'adaptation au niveau des régions (RegionsAdapt), la feuille de route climatique et l'Assemblée mondiale universelle des autorités locales et régionales donneront des résultats sans précédent.

Nous le sentons tous, chers amis ; c'est le moment ou jamais d'agir et, pour aider le changement, nous devons être en mesure de montrer à nos collectivités de quoi nous sommes capables. Unissons nos forces, soyons audacieux et provoquons un réel changement. Merci. •



Une nouvelle dynamique pour la CGLU Afrique

En marge des travaux de la COP 22 à Marrakech, la CGLU Afrique a tenu une série de rencontres statutaires au cours desquelles une série de textes ainsi que plusieurs résolutions ont été adoptées.

Par Yacouba Barma Aboubacar

La dernière Assemblée générale extraordinaire de la CGLU Afrique, qui s'est déroulée le 13 novembre à Marrakech en marge de la COP22, a débouché sur l'adoption des nouveaux statuts. C'est à l'unanimité que les membres des cinq régions du continent qui ont pris part à la session statutaire se sont prononcés en faveur des textes révisés de l'organisation. « Aujourd'hui avec l'implication de tous les responsables locaux, nationaux, régionaux, l'adoption au cours de cette assemblée générale de nos statuts et de notre règlement intérieur constitue une étape importante dans cette quête de redynamisation de notre organisation continentale. Cela s'est fait dans un processus de concertation qui est à saluer », s'est ainsi réjoui le Président de CGLU Afrique, Khalifa Sall, maire de Dakar. L'Assemblée a également adopté plusieurs importantes résolutions qui ont été également validées par la plénière. Il s'agit notamment de l'institutionnalisation du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA) au sein de la présidence de CGLU Afrique. La Présidence comprend désormais six (6) membres dont cinq (5) membres élus, un (1) pour chacune des cinq (5) régions d'Afrique et la Présidente de REFELA, qui agira en qualité d'ex officio. Le processus de la création effective du poste de secrétaire général adjoint au sein de l'organigramme de la CGLU Afrique a été également entériné par l'Assemblée générale extraordinaire avec l'adoption du texte définitif de l'appel à candidatures pour le recrutement d'un fonctionnaire qui sera commis à cette fonction.

Cette Assemblée générale extraordinaire de la CGLU Afrique a clôturé toute une série de rencontres statutaires de l'organisation tenues en marge de la COP22. Il s'agit notamment de la 15e session du Comité exécutif, le 11 novembre, la 8e session du Conseil panafricain de CGLU Afrique, le 12 septembre 2016, ainsi que les premières rencontres des Autorités traditionnelles d'Afrique. Lors de ce dernier événement, qui s'est tenu les 11 et 12 novembre, l'Association des autorités traditionnelles d'Afrique pour une gouvernance locale dynamique et durable a été portée sur les fonds baptismaux et a élu son premier président en la personne de Sa Majesté Mfumu-Difima Ntinu, de l'Alliance nationale des autorités traditionnelles de la République démocratique du Congo. L'Association a profité de cette occasion pour également adopter sa feuille de route en matière de lutte contre le changement climatique.

A la suite du REFELA qui a également adopté une déclaration en faveur du climat, l'Alliance des autorités traditionnelles



d'Afrique a réaffirmé son engagement ainsi que celui de ses membres à promouvoir la mise en œuvre de l'Accord de Paris et à œuvrer pour un développement durable. Pour revenir à la 15e session du comité exécutif de la CGLU Afrique, il faudrait noter que les discussions et échanges ont porté sur plusieurs sujets d'actualité majeurs de la vie de l'organisation et spécifiquement des enjeux pour les villes et territoires dans le cadre des négociations sur la feuille de route de la mise en œuvre de l'Accord de Paris ainsi que les autres objectifs de l'Agenda mondial pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). A cette occasion, Fouad El Omari, Président de l'Association marocaine des présidents des conseils communaux (AMPCC), membre de la CGLU-A, a estimé que les maires africains devaient saisir l'occasion de la COP22 pour défendre l'intérêt des villes dans la lutte contre les changements climatiques. Il s'est par ailleurs félicité du renforcement du rôle de l'Afrique au niveau de la gouvernance locale mondiale avec l'élection du Sud-Africain Parks Tau à la présidence de CGLU. De son côté, le président de CGLU

L'Afrique est à la tête de l'organisation mondiale. Nous devons faire en sorte qu'en Afrique, le mouvement local soit plus assis et plus considéré.

Afrique, Khalifa Sall, a fait savoir que ce Comité exécutif se tenait à un moment important de la vie du mouvement local mondial. « L'Afrique est à la tête de l'organisation mondiale. Nous devons faire en sorte qu'en Afrique, le mouvement local soit plus assis et plus considéré » a-t-il plaidé avant de féliciter à son tour Parks Tau, ainsi que Mme Rose Christiane Ossouka Raponda, maire de Libreville, élue vice-présidente mondiale de CGLU pour l'Afrique. •



La CGLU apporte son appui à l'administration locale des villes africaines

Dans le cadre de l'accompagnement de l'administration des collectivités locales du continent en matière de capital humain et de formation des compétences, la CGLU Afrique a organisé, du 17 au 19 novembre à Casablanca, deux réunions au profit des directeurs financiers et des secrétaires généraux des villes et territoires membres de l'organisation. L'occasion pour les membres du Africa Finet de poursuivre ses actions et pour Africa ManageNet, le nouveau réseau des secrétaires généraux de la CGLU Afrique, de préciser sa feuille de route.

Par Yacouba Barma Aboubacar

Casablanca, la capitale économique du Royaume du Maroc a abrité du 17 au 19 novembre, deux événements majeurs de la CGLU Afrique au profit de l'administration des villes et territoires du continent. Le premier événement, c'est la réunion annuelle du Réseau des directeurs financiers de CGLU Afrique, Africa Finet, qui a été lancé en 2013. Pour sa dernière rencontre à Casablanca, Africa Finet s'est déroulée sous le thème des « Partenariats public-privé (PPP) ». Il s'agit d'une session de renforcement des capacités des directeurs financiers des collectivités locales au cours de laquelle les opportunités qu'offrent ce nouveau mécanisme de financement et de partenariats en vogue un peu partout dans le monde, ont été mises en exergue. Les PPP présentent en effet une alternative aux collectivités locales surtout en Afrique parce qu'ils permettent une plus grande et meilleure mobilisation de ressources financières. Ils sont aussi importants dans le cadre de l'amélioration des prestations en matière de services publics puisqu'à travers les PPP, les collectivités locales peuvent bénéficier d'un accompagnement technique adapté pour la réalisation de grands projets infrastructurels comme la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux ou de centres culturels et sportifs. Le réseau Africa Finet a profité de cette rencontre annuelle pour tenir, le 19 novembre, son assemblée générale au cours de



laquelle il a adopté plusieurs textes statutaires notamment son bilan annuel. Les membres du réseau ont également défini la ligne éditoriale du second numéro de la Revue Africaine des Finances Locales dont le but est d'évaluer les progrès en matière de décentralisation financière. In fine, l'objectif est la mise en place d'un référentiel de bonnes pratiques en matière de décentralisation financière en Afrique.

Naissance du réseau Africa ManageNet

Le 17 novembre, le Réseau des secrétaires généraux de CGLU Afrique, Africa ManageNet, a tenu sa première rencontre sur le thème « Evaluation des coûts du transfert des compétences ». A l'initiative de la CGLU Afrique, les participants ont suivi des formations sur les processus d'évaluation des

À travers les PPP, les collectivités locales peuvent bénéficier d'un accompagnement technique adapté pour la réalisation de grands projets infrastructurels comme la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux ou de centres culturels et sportifs.

coûts de compétences afin d'appuyer le transfert des ressources aux collectivités territoriales, dans le cadre d'un dialogue sur le partage des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités territoriales. L'objectif principal de l'atelier est le renforcement des ressources financières des collectivités territoriales par une meilleure connaissance du coût des compétences transférées.

Les participants ont ainsi été outillés à travers des cas pratiques avec la présentation des études de cas réalisées au niveau de plusieurs pays notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Tchad. Au sortir de cette réunion, les secrétaires généraux du réseau Africa ManagetNet ont tenu leur première assemblée générale constitutive dans laquelle ils ont adopté les grandes lignes de leur feuille de route d'ici le prochain « Sommet Africités 8 » prévu en décembre 2018 à Brazzaville au Congo.

Les deux événements ont enregistré la participation de plus de 160 hauts

responsables des gouvernements locaux d'Afrique en provenance de 31 pays. Pour la CGLU Afrique, les principaux objectifs visés à travers cette initiative tiennent d'abord au renforcement de l'influence des gouvernements territoriaux et locaux par le biais de la structuration et l'organisation des cadres supérieurs panafricains de leurs administrations. Il s'agit ensuite de renforcer la mise en réseau de ces cadres supérieurs afin de leur permettre de constituer une communauté de professionnels qui s'appuient mutuellement, notamment en matière d'échanges de savoir-faire ou de bonnes pratiques.

Enfin, les sessions de formation qui accompagnent ces rencontres visent à permettre une mise à niveau de ces professionnels sur les dernières innovations ou connaissances, les nouvelles méthodes et les outils concernant la planification et la gestion des territoires, la fourniture des services aux populations et la gouvernance.

Dans le cadre de la mise en œuvre

de ces programmes, la CGLU Afrique bénéficie du soutien de certains partenaires comme l'Union européenne ainsi que le ministère marocain de l'Intérieur.

Selon les explications du secrétaire général de la CGLU Afrique, l'importance de la formation et de la mise en réseau des professionnels relevant de l'administration municipale, réside dans le fait qu'ils sont les premiers assistants des élus et surtout des maires ou présidents des gouvernements locaux en plus d'être au contact quotidien avec les doléances des citoyens.

Après les directeurs financiers en 2013, les secrétaires généraux cette année, la CGLU Afrique entend étendre ses actions en 2017 à l'endroit des directeurs techniques et en 2018 pour les chargés de communication et responsables des relations publiques. Par la suite, le projet sera généralisé à l'ensemble des autres responsables des services stratégiques des administrations locales. •





Entretien avec **Jean-Pierre Elong Mbassi**, Secrétaire général de CGLU-Afrique

La bataille en faveur du climat se jouera dans les villes

Par Yacouba Barma Aboubacar

A la COP 22, la CGLU-A a mené plusieurs activités pour sensibiliser la communauté internationale sur les défis qui se posent aux villes et territoires d'Afrique. Comment avez-vous préparé ce rendez-vous de Marrakech et quelles sont les priorités que vous aviez mises en avant ?

Comme en 2015 à Yamoussokro à la veille de la COP 21, nous avons aussi tenu cette année une pré-COP des collectivités territoriales qui s'est déroulée à Cotonou en amont du rendez-vous de Marrakech et a réuni plus de 1000 représentants des villes et territoires africains membres de notre organisation. Nous avons réaffirmé nos positions et nous nous sommes entendus sur un certain nombre de choses dans le cadre de la dynamique mondiale pour la lutte contre le réchauffement climatique. A Paris, nous avons mis l'accent sur l'agriculture et les zones rurales qu'il importe de tenir en compte parce que l'agriculture nourrit l'essentiel des citoyens des pays africains et il vaut mieux pour ces derniers de mieux s'intéresser à ce secteur pour ne pas en négliger les véritables enjeux. A la COP 22, c'est sur un besoin essentiel et urgent pour le continent que nous avons mis l'accent. Il s'agit de l'accès à l'énergie car, pour le moment, cela reste un problème crucial en Afrique avec en moyenne 3 % de la consommation mondiale alors que notre population représente plus de 15 % de la population mondiale. Or il ne peut pas y avoir d'industrialisation et, de manière générale, de transformation économique en Afrique sans l'amélioration de notre niveau

d'accès à l'énergie. C'est un besoin urgent qui est ressorti de la rencontre préparatoire de Cotonou et que nous avons défendu à Marrakech pour qu'on ne nous dise pas qu'au nom de l'atténuation au changement climatique, nous ne pouvons pas avancer au rythme que nous voulons imprimer à la mise à niveau du continent en matière d'accès à l'énergie.

En dehors de ces priorités, quels sont les autres aspects des défis qui se posent aux collectivités territoriales africaines et que vous considérez comme stratégiques en matière de lutte contre le réchauffement climatique ?

Il faut savoir, et c'est la deuxième chose sur laquelle nous nous sommes entendus à Cotonou et que nous avons porté à Marrakech, que le changement climatique nous touche déjà de pleins fouets qu'il s'agisse de hausse des températures, d'inondations, ou en terme de recul des côtes et d'érosion des zones côtières. Il s'agit d'impacts qui détériorent déjà et fortement nos investissements. Donc, il faut que l'action pour l'Afrique en faveur du climat privilégie l'adaptation au changement climatique. Aujourd'hui, il n'y a que 14 % des fonds climats qui sont dirigés vers l'adaptation au changement climatique et dans cette portion, seuls 4 % vont en Afrique, ce qui n'est pas normal. C'est d'ailleurs pourquoi le troisième point qu'on a défendu, c'est qu'il nous faut une fenêtre dans les fonds verts annoncés par la communauté internationale. Dans ce cadre, nous revendiquons que, sur les

100 milliards de dollars que les pays développés et autres bailleurs de fonds se sont engagés à mobiliser chaque année d'ici 2020 afin d'accompagner les pays en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, 50 % au minimum soient consacrés à l'adaptation. La porte d'entrée de l'Afrique pour la lutte contre le changement climatique, c'est l'adaptation. Le continent ne produit pas beaucoup de gaz à effets de serre mais souffre déjà trop des répercussions induites par le réchauffement climatique. Ensuite, nous voulons faire en sorte que les projets portés par les collectivités locales soient éligibles et, à cet effet, nous demandons la mise en place d'un guichet unique et spécifique

“

A la COP 22, c'est sur un besoin essentiel et urgent pour le continent que nous avons mis l'accent. Il s'agit de l'accès à l'énergie car, pour le moment, cela reste un problème crucial en Afrique avec en moyenne 3 % de la consommation mondiale alors que notre population représente plus de 15 % de la population mondiale.

”

pour les collectivités dans le cadre de la mise en place du fonds vert. Enfin, la quatrième et dernière chose, c'est que d'ici l'opérationnalisation du fonds vert en 2020, c'est qu'il y ait un plan de renforcement des capacités des collectivités territoriales d'Afrique pour qu'elles sachent préparer les dossiers éligibles au fond vert et à tous les mécanismes de la finance climat.

Le financement constitue justement un préalable pour la concrétisation des objectifs contenus dans l'accord de Paris et qui a été au cœur des négociations à Marrakech. Est-ce que vous estimez avoir été suffisamment entendu sur cette question ?

Notre objectif, c'est justement que l'accès au financement soit affirmé car ce n'est pas encore effectif et, à Marrakech, nous n'avions vraiment pas discuté de cet aspect. Mais l'enjeu principal, c'est que nous ne rations pas cette nouvelle opportunité. Je rappelle que le protocole de Kyoto avait prévu un mécanisme de développement propre et que l'Afrique n'a pas bénéficié jusque-là de plus de 3 % des fonds mobilisés. Nous ne voulons pas revivre cette fois-ci la même aventure avec le fonds vert et les nouveaux instruments mis en œuvre dans le cadre de la « finance-climat ». En marge des activités de la COP 22, j'ai rencontré un des principaux négociateurs du continent, le malien Seyni Nafo, qui nous a rassurés et confirmé que nous nous en sortons bien. Il y aura assez de fonds pour financer les programmes et les opérations en faveur des villes et territoires mais à condition que nous soyons mieux organisés, c'est-à-dire que nous agissions collectivement pour présenter des projets éligibles.

Il y a comme un sentiment que beaucoup reste à faire pour accéder à ces financements et accompagner les efforts des villes et territoires d'Afrique. Pourtant l'importance stratégique du rôle de ces entités a été bien mise en évidence à la COP 22 même par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon...

C'est une évidence et tout le monde est d'accord sur le rôle des villes y



compris les Etats. Il faut dire que 60 % des émissions de gaz à effet de serre sont le fait des villes et donc la bataille en faveur du climat sera gagnée ou perdue dans les villes et territoires. Mais affecter les ressources nécessaires pour qu'on entreprenne cette lutte de manière efficace est une autre histoire.

C'est justement pour cette raison que, lors de la pré-COP 22, nous nous sommes entendus pour faire porter la voix des villes et territoires africains et, à Marrakech, les deux champions de haut niveau pour le climat ont entendu nos messages et l'ont porté aux chefs d'Etat. Ce que nous voulons maintenant, c'est

que les engagements ne se traduisent plus en termes de discours mais en moyens concrets.

N'est-ce pas justement par manque d'organisation adaptée de la part des villes et autres collectivités territoriales qui n'ont pas pu défendre leurs doléances ?

Je pense que notre responsabilité et, c'est d'ailleurs ce que l'on fait déjà, est de nous organiser au niveau de chaque collectivité territoriale pour que tous les investissements que nous réalisons soient « climato-compatibles ». Prenons par exemple le secteur de la construction. L'édification des bâtiments dépensiers en énergie devrait être systématiquement interdite afin de prioriser l'efficacité énergétique. C'est ce que nous avons commencé à faire de nous-mêmes puisque nous avons adhéré à la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie. Cette convention va aider les collectivités et territoires locaux à mettre en place des plans climat. Nous avons actuellement 5 pays qui sont engagés dans des projets pilotes qui vont servir de test et nous estimons que d'ici trois à quatre ans, il faudrait que nous atteignons 300 collectivités qui soient embarquées dans ce processus. Au niveau mondial, il en existe déjà 7 000. Donc, d'une certaine manière, nous sommes dans la vague mais les moyens nécessaires pour que nous passions à niveau manquent. Nous voulons que la communauté internationale comprenne que notre épargne instantanée ne nous permet pas de faire face aux besoins du moment.

Est-ce que les enjeux pour les villes secondaires sont réellement pris en compte dans le cadre des actions que vous menez ?

Ce n'est pas une question de choix mais de réalisme. Dans toutes nos activités ainsi que dans différentes structures, les villes secondaires sont bien prises en compte et jouent un rôle important. Je dois vous dire qu'en Afrique, les villes secondaires vont devoir accueillir le double de la population urbaine dans les prochaines années, d'où notre

insistance auprès des autorités étatiques et des partenaires sur la nécessité de les équiper avant qu'il ne soit trop tard. A notre niveau, cela se ressent dans toutes nos activités et nos programmes.

Comme par exemple dans le cadre de l'initiative « Cities Alliances » qui vous accompagne. Quel bilan justement tirez-vous de la mise en œuvre des actions annoncées dans le cadre de cette alliance des villes ?

Le travail réalisé jusque-là est assez remarquable comme en témoignent les résultats sur le terrain. A travers cette initiative, nous avons d'abord abordé la question des bidonvilles afin que cette problématique et tout ce qui est lié ne disparaissent ou ne soient pas occultés de l'agenda des autorités locales ou étatiques. Il faut savoir que 80 % des citoyens africains habitent dans des quartiers informels, c'est-à-dire spontanés, et sans le minimum en matière d'équipement. Nous estimons que la plupart des plans de développement que nous élaborons ne prennent pas en compte ces populations. Donc nous avons tout fait pour que la question des bidonvilles demeure une préoccupation des autorités locales. Nous avons également mené des actions pour que les déguerpissements de ces quartiers soient réduits et même stoppés dans certains pays. Parallèlement, nous avons aussi lancé un programme à travers lequel les autorités locales collaborent avec les habitants des bidonvilles pour que la restructuration des quartiers spontanés ou informels devienne la règle et non plus les déguerpissements. Ensuite nous avons amené les pays à comprendre l'intérêt d'avoir des politiques urbaines inclusives où la place des jeunes, des femmes, des handicapés soit mieux considérée dans la gestion des villes. Dans ce sens, « Cities alliances » a lancé des programmes-pays avec cinq (5) premiers bénéficiaires, à savoir l'Ethiopie, l'Ouganda, le Ghana, le Burkina Faso et le Mozambique. Grâce à notre intervention, ces pays ont compris l'intérêt de mener des politiques urbaines agressives et de faire en sorte que la transformation économique s'appuie sur les dynamiques urbaines.

“

Il faut dire que 60 % des émissions de gaz à effet de serre sont le fait des villes et donc la bataille en faveur du climat sera gagnée ou perdue dans les villes et territoires. Mais affecter les ressources nécessaires pour qu'on entreprenne cette lutte de manière efficace est une autre histoire.

”

Revenons à présent sur l'élection, il y a quelques mois à Bogota, d'un Africain - le Sud-Africain Parks Tau - comme président de la CGLU. Quelle appréciation faites-vous de cette consécration et quelles perspectives ouvre-t-elle pour le continent ?

L'élection de l'ancien maire de la ville de Johannesburg à la tête de la CGLU est une fierté pour nous et pour toute l'Afrique et cela à plus d'un titre. Nous avons fait campagne et nous avons largement gagné avec un grand écart de voix en faveur de notre candidat. Cela prouve que le monde est assez arrivé à maturité pour que l'Afrique soit à la tête d'une organisation d'envergure mondiale aussi importante que la CGLU. Cela prouve que l'heure de l'Afrique est arrivée, d'autant plus que notre continent est la dernière frontière en matière d'urbanisation, en matière de croissance, bref en matière de développement. Il nous appartient à présent de relever ce défi et nous comptons tout mettre en œuvre pour y réussir afin que l'Afrique en sorte honorée de ce mandat qui, pour nous, va au-delà de la symbolique. •

Entretien avec **Madame Célestine Ketcha Courtès**, Maire de Bangangté et Présidente du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA)

Les femmes maires au cœur de l'action

Par Yacouba Barma Aboubacar

Vous venez de participer à la COP 22 qui s'est déroulée à Marrakech au Maroc et qui a été annoncée comme celle de l'action. En tant que maire d'une ville africaine, quel bilan tirez-vous de cette participation ?

Merci de l'opportunité que vous m'offrez de dresser le bilan de ma participation à la COP 22 à la tête d'une délégation de 45 femmes maires des cinq Régions d'Afrique avec une représentativité camerounaise dans ce beau et magnifique pays africain, le Maroc. J'y ai été conviée en ma triple qualité de Présidente du Réseau des femmes élues locales d'Afrique, Présidente de son antenne camerounaise le REFELA-Cam, et Maire de la Commune de Bangangté qui, soit dit en passant, a adhéré au Pacte mondial des maires pour le climat en 2015. Je tire un bilan très positif de ma participation à ces trois niveaux pour plusieurs raisons. D'abord, sur le plan de la visibilité des villes africaines, permettez-moi de féliciter les organisateurs de cette COP africaine, en particulier Sa Majesté le Roi du Maroc, pour la grande affluence enregistrée, et qui s'est imposée comme la 3e du genre à avoir drainé autant de monde après Paris et Copenhague. Nous avons saisi ce prétexte pour accroître la visibilité du Réseau des femmes élues locales d'Afrique et placer les femmes maires au cœur du débat, au cœur de l'action. Ensuite, et c'est lié, nous avons présenté les contributions majeures des Femmes dans l'adoption et l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris de 2015 et le rôle clé qui est le leur dans la mise en œuvre de cet accord historique. C'était lors de la Conférence de presse « Femmes pour le Climat » (WOMEN4CLIMATE), avec Madame Anne Hidalgo, Présidente de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), du C40 et Maire de Paris, en compagnie de quelques femmes maires membres du Cities 40 (C40). J'ai démontré que la femme africaine était au cœur de toutes les activités qui influencent le climat. Puis, à l'occasion du Sommet des élus locaux et régionaux pour le climat de Marrakech qui a rassemblé plus de 1100 participants dont 114 pays représentés par plus de 780 élus locaux et régionaux, l'Afrique des territoires a été mise à l'honneur avec des élus locaux et régionaux de 50 pays et 11 Etats insulaires. J'ai porté la voix des élus locaux et régionaux de la planète pour dire notre engagement et nos attentes sur la question climatique qui doit être adressée collectivement. Nous avons à l'issue de nos travaux adopté une feuille de route dite de Marrakech qui prévoit deux actions phares : pour 2017, le lancement d'une campagne mondiale



pour la localisation de la finance climat et, pour 2020, la mise en place d'un cadre d'action mondial pour la localisation de la finance climat. Enfin, pour la Commune de Bangangté, j'ai pu apprécier la reconnaissance qui a été faite à l'une de nos meilleures pratiques de développement durable à savoir les latrines écologiques qui permettent de récupérer les urines et fèces en vue de leur transformation en intrants agricoles. Un projet monté à partir d'une coopération décentralisée tripartite France-Commune de Bangangté-Etat du Cameroun.

Il a été beaucoup question du rôle des villes dans la lutte contre le changement climatique et la concrétisation de l'accord de Paris. Quelles perspectives ouvrent les décisions prises à la COP 22 pour les villes africaines ?

Vous savez à Marrakech, les élus locaux et régionaux africains étaient préoccupés de ce que les engagements volontaires des Etats aboutissent à un niveau de réchauffement climatique au-dessus de trois degrés, ce qui, aux dires des experts du GIEC, aboutirait à une catastrophe. A la COP de Paris l'an dernier, nous nous sommes associés à la proposition d'une feuille de route qui prévoyait entre autres, une réduction de 3,7 gigatonnes par an aboutissant à une limitation du réchauffement climatique de la planète plafonnée à un

degré et demi dès 2050. Si le principe du financement est acquis, les débats achoppent en revanche sur comment financer les solutions climatiques, voire comment accéder à ces financements innovants. L'une des perspectives heureuses pour les villes africaines est la mise en place, d'ici 2020, d'un cadre mondial pour la localisation de la Finance Climat, qui permettra de renforcer le pouvoir d'action des territoires et de les soutenir dans la préparation et le financement de leurs projets d'atténuation, d'adaptation ou simplement de lutte contre les changements climatiques. Mais avant d'y arriver, plusieurs villes africaines ont obtenu des appuis pour leurs initiatives climat. C'est le cas du Réseau des femmes élues locales d'Afrique du Cameroun (REFELA-Cam) que je préside, et qui, en marge de la COP 22, a procédé le 11 novembre 2016 à la signature d'un important Mémoire d'Understanding relatif à la mise en œuvre d'un vaste projet d'énergie durable (ENERBA) avec l'ADEME et la Présidente de la COP 21, Madame Ségolène Royal, par ailleurs ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie de la République Française. C'est un projet qui va permettre à terme l'électrification aux énergies renouvelables de 19 communes camerounaises dirigées par des femmes maires comme têtes d'exécutif. J'en profite pour remercier leurs Excellences Paul Biya du Cameroun, François Hollande de France, M. Jean-Louis Borloo de la Fondation Energies pour l'Afrique, et Mme Anne Hidalgo, Présidente de l'AIMF.

Comment les villes dites secondaires dont celle que vous dirigez peuvent-elles jouer un rôle dans la promotion socioéconomique en tenant compte des enjeux liés à l'urbanisation galopante en Afrique et ses nombreux défis ?

Les villes jouent déjà un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement à l'échelle locale. Quel que soit leur taille ou leur niveau, elles ont le devoir d'agir en mettant en place une véritable approche territoriale du développement pour adresser ces défis pluriels. Et la question de l'urbanisation, qui a été reconnue à Habitat III pour la première fois comme un enjeu majeur pour la planète, celle de la promotion socio-économique, méritent d'être abordées et traitées y compris dans le cadre des partenariats sud-nord, sud-sud, voire en intercommunalité.

Sur la base de votre expérience, en tant que femme et maire, quels sont les principaux défis qui se posent pour vous dans la gestion des affaires d'une ville ?

En règle générale, le but d'un Maire est de répondre aux attentes des populations. Et dans ma commune, les défis sont nombreux au rang desquels la promotion de la bonne gouvernance, de la parité homme-femme, de la démocratie et du développement local et durable à la base. Mais nous sommes beaucoup plus attendus sur des challenges en lien avec la délivrance des services publics de base tels que l'accès à l'eau et à l'assainissement, à l'électricité, à la mobilité durable ainsi qu'à la promotion d'une véritable citoyenneté locale ; étant entendu que la décentralisation ressort d'une

politique publique qui vise à permettre aux populations à la base de s'impliquer dans la gestion de leurs propres affaires, les affaires locales.

Vous êtes également la présidente du REFELA, quelles sont les actions que vous entendez mener dans le cadre de vos activités afin de promouvoir votre association ?

Nous avons adopté un plan d'action triennal stratégique qui couvre la période 2016/2018 et qui prévoit de focaliser les activités de REFELA autour de trois axes principaux : le renforcement du réseau, de sa visibilité et son influence ; le lancement et la mise en œuvre de campagnes ; le développement de partenariats et la recherche de financements. Nous avons significativement évolué depuis notre élection à la présidence du réseau mais il reste encore pas mal de défis que nous devons relever.

Lors du dernier sommet de la CGLU à Quito, c'est un Africain, Parks Tau, qui a été élu au poste de Président de la CGLU. Quel regard portez-vous sur cette élection et qu'attendez-vous du nouveau bureau mis en place ?

D'abord je suis heureuse d'avoir été mandatée par mes pairs du continent pour mener un lobbying en faveur de son élection. Il fallait qu'un Africain prenne la tête de cette institution pour mieux porter les préoccupations de nos territoires au niveau international au vu des nombreux défis auxquels ces villes font et feront face et donner un signal fort à l'opinion mondiale et aux observateurs de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui se veut l'Agenda des femmes, l'Agenda de l'Afrique. Pour votre information, je fais moi-même partie du nouveau Conseil mondial des Maires et mes attentes sont celles des femmes élues locales du continent africain à savoir, faciliter la mise en place des programmes et des partenariats en direction des collectivités locales africaines. Nous espérons trouver des soutiens supplémentaires pour la mise en œuvre notamment, du Plan d'action triennal 2016-2018 du REFELA qui tient particulièrement à cœur les femmes élues locales d'Afrique.

Nous sommes convaincus que le mandat de Park Tau sera celui de l'action, celui de la raison donnée à l'objectif 11 des 17 ODD mais aussi celui de la confirmation de la capacité des Associations des Maires en général et de CGLU en particulier, d'accompagner la délivrance du service public à travers les partenariats stratégiques signés. Nous nous engageons à lui apporter tout notre soutien pour la réussite de sa mission. •

“

Il fallait qu'un Africain prenne la tête de cette institution pour mieux porter les préoccupations de nos territoires au niveau international.

”

Les TIC révolutionnent le transfert d'argent Sénégal



Au Sénégal et principalement dans la capitale, il est rare de faire 10 mètres sans apercevoir un kiosque Orange Money ou un point multiservices « Wari » ou encore « Touba Transfert », « Joni Joni ». Beaucoup de jeunes diplômés surtout ceux en Banque-Finances se sont convertis en caissiers ou prestataires de ces boutiques de transfert d'argent à cause du fort taux de chômage. Malgré certains défis liés notamment à la sécurité de ces derniers et des clients, le secteur reste prospère, avec 14 services de transferts d'argent au Sénégal.

Par Idrissa Sane

L'activité de transfert d'argent rapide est une politique de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) pour résoudre le problème du faible taux de bancarisation au sein des pays de l'espace, selon le secrétaire général, chargé de la communication du Réseau national des prestataires du transfert d'argent (Renapta) du Sénégal, Sérigne Gaye. Ce taux aujourd'hui tourne autour de 10 % et l'objectif de l'Uemoa est d'arriver à une inclusion financière afin que chaque membre de la population puisse jouir du développement des technologies, du mobile et de l'Internet. La pénétration du mobile est actuellement de 204 %, un taux très fort au Sénégal. « Même dans les coins les plus reculés du pays, il y a le téléphone. On utilise ces technologies pour une inclusion financière rapide pour les toutes les populations », a-t-il estimé.

Ainsi, Wari a été le produit lancé sur le marché sénégalais en 2008 pour assurer un service de transfert d'argent rapide aux côtés des services de transfert internationaux tels que Western Union, Money Gram, etc. disponibles surtout au niveau des banques. « Wari a innové ; il a amené quelque chose de facile, d'accessible qui permet à une personne de pouvoir envoyer de l'argent en toute sécurité et surtout en cas d'urgence. Celui qui a innové reste dans la mémoire des gens. Il y a eu beaucoup d'avancées ; le secteur est

devenu quelque chose de très viable et ça a vraiment créé une accélération. Les flux financiers sont très soutenus, en termes d'échanges. Cela a permis un boom économique considérable », a expliqué le chargé de communication du Renapta.

Des milliers d'emplois créés

Actuellement, le Sénégal compte 60 000 points services. En termes d'emplois, chaque point utilise, selon Sérigne Gaye, au minimum 4 à 5 personnes. « Si on multiplie ce nombre par le total des points on se rend compte que le nombre d'emplois créé est conséquent. Ces gens sont payés entre 50 000 et 100 000 francs CFA. Cela joue un rôle important dans l'économie du pays en termes de transfert d'argent, de flux, de la facilité des échanges, sachant qu'ici, la circulation de l'argent est quelque chose de très important contrairement à l'Europe où la plupart des gens utilisent les cartes bancaires comme moyen de paiement », a-t-il précisé.

Au Sénégal, vu le faible taux de bancarisation, il y a la prédominance du cash qui fait que, d'après ce prestataire de point multiservices, si l'on dispose d'un outil numérique qui permet de faire transiter l'argent d'un point à un autre avec toutes les garanties de sécurité et de rapidité, cela peut avoir un intérêt important. Ces transactions ont permis de renforcer le pouvoir d'achat surtout des gens qui sont à la campagne, d'après M. Gaye, vu que les envois se font beaucoup plus des villes vers les campagnes. « Les retraits dans les villes se font également parce que, d'un quartier à un autre, les gens s'envoient de l'argent », a-t-il souligné.

Il existe 14 services de transferts d'argent au Sénégal. Mais, de plus en plus, on constate des désagréments dans le secteur qui touchent aussi bien les clients que les prestataires. Vu le volume et le nombre d'utilisateurs qui ont augmenté, l'insécurité s'est installée dans le système. Les clients et même les prestataires voient parfois leur compte vidé, selon le Sg du Réseau des prestataires, et certains clients interrogés l'ont également souligné. « Nous avons dénombré trois risques

liés à ce phénomène. Il s'agit notamment de la négligence humaine au niveau des points, du piratage informatique avec les hackers et du back-office, avec les concepteurs du système », a-t-il souligné. C'est ce qui a conduit à la création de leur réseau en 2012. L'objectif était d'aider à assainir le secteur qui commençait à se développer. « C'est ainsi qu'on a senti le besoin de créer un cadre d'expression et de sauvegarde de nos intérêts. Vu que c'est un secteur économique, il y a l'enjeu économique qui fait que chacun veut tirer son épingle du jeu. Avec cette situation, les acteurs concernés, à savoir, les banques, les opérateurs techniques et les prestataires n'étaient pas sur la même longueur d'onde », a-t-il affirmé.

Plus de rapidité et de sécurité pour les clients

Avant l'arrivée de Wari, en 2008 les services utilisés pour transférer de l'argent étaient Western Union, Money Gram, etc., qui n'étaient pas disponibles dans certaines zones du Sénégal. Dans les endroits les plus reculés, les ressortissants envoyaient de l'argent à leurs proches via les voitures horaires. Pour assurer ce service, les chauffeurs réclamaient au moins 500 francs CFA sur chaque somme de 5000 francs CFA.

« Auparavant, quand j'envoyais de l'argent du village pour mes parents ou ma femme, j'attendais notre horaire qui venait tous les jeudis. Et même cet horaire n'allait pas jusqu'au village ; c'est l'horaire de l'arrondissement, donc j'appelais mes frères pour qu'ils aillent attendre là-bas. Parfois, il pouvait ne pas venir à temps à cause d'une panne et si c'était une urgence, ça faussait tout. En plus tout le monde était au courant que tu envoyais de l'argent », a expliqué Kéba, la soixantaine, chauffeur de taxi, que l'on a rencontré à la gare-routière de Colobane. Selon cet originaire de Kaolack (centre du Sénégal) depuis l'arrivée du service de transfert d'argent, il envoie de l'argent à ses femmes plus facilement sans que personne ne soit au courant.

« Les services de transfert d'argent facilitent vraiment les transactions financières. Ils nous permettent d'effectuer des transactions sans effectuer de déplacement. Cela permet



“

C'est un service que j'apprécie vraiment, parce qu'il nous facilite les choses.

Mais le problème, c'est le réseau. Parfois, vous voulez effectuer une opération et, arrivé à un point service, on vous dit qu'il n'y a pas de réseau.

”

de gagner du temps et de faciliter le travail. Quand je répare des voitures pour des gens que je connais, après avoir établi la panne, je leur demande de m'envoyer l'argent avec ces services pour que je puisse acheter le matériel qu'il faut. C'est vite fait », a renchéri un jeune mécanicien Libass Thiam, la trentaine, rencontré dans les rues du quartier HLM. « Mais si ce sont des gens en qui je n'ai pas confiance, je me déplace pour récupérer l'argent moi-même. Parfois, ils disent qu'ils vont envoyer l'argent après le travail et ils ne le font pas », a-t-il ajouté.

A quelques pas de lui, Mbaye Diouf attend la ligne 62 pour se rendre à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Interrogé sur les services de transfert d'argent, il soutient : « C'est quelque chose que j'apprécie vraiment, parce que cela nous facilite les choses. Mais le problème, c'est le réseau. Parfois, vous voulez effectuer une opération et, arrivé à un point service, on vous dit souvent qu'il n'y a pas de réseau. Parfois, on a une urgence et on ne sait pas quoi faire », a-t-il regretté.

Par rapport à la disponibilité du réseau qui retarde ou bloque parfois les transactions que certains usagers ont déplorée, M. Gaye avait par ailleurs précisé : « Il y a deux choses. Il peut y avoir un problème de disponibilité au niveau des points et, pour des raisons peut-être commerciales, l'agent au guichet ne dit pas qu'il n'a pas d'argent. Mais, il y a un autre problème purement technique lié au réseau qui s'affole à un certain moment. Quand on veut faire des envois, on nous signale que le code est erroné ». •

Piratage des comptes

Les caissiers dévoilent les astuces des arnaqueurs



Les personnes mal intentionnées utilisent toutes les stratégies pour vider les comptes des caissiers. Ces derniers ont mis à nu leurs subterfuges.

« Notre principal souci, ce sont les arnaqueurs. C'est pourquoi on est obligé de demander des cartes d'identité aux usagers quelle que soit l'opération à effectuer. Mais, parfois certains clients ne le comprennent pas bien ; ils vous demandent pourquoi, pour un simple envoi, ils doivent donner leur pièce d'identité. Alors que ce n'est qu'une question de sécurité. Pour le cas de Wari, on nous l'exige », se désole Daba, caissière d'un point multiservices à Grand Dakar.

Pour le compte Orange Money, c'est plus délicat, selon cette jeune diplômée en Banque-Finance. « Les arnaqueurs nous appellent en se faisant passer pour des agents de la Sonatel, ils nous bombardent de questions jusqu'à ce qu'ils aient accès à notre code secret. Avant même que l'on s'en rende compte, ils ont déjà vidé notre ton compte », a-t-elle expliqué d'un air désespéré.

Pour Daba, les arnaqueurs sont « très persuasifs ». « Lorsqu'ils sont devant vous, vous faites ce qu'ils vont dire sans discuter. Avant-hier, un client que je connais bien m'a joué un tour. Il m'a envoyé un code Joni Joni en disant c'était un ami qui lui avait envoyé de l'argent, et qu'il n'y avait pas ce service là où il était. Donc, comme c'est quelqu'un que je connais, je lui ai transféré l'argent, la somme de 100 000 francs CFA à distance avec le service Orange Money. C'est après l'opération que j'ai été informée qu'il avait volé le code. Mais je ne pouvais rien faire parce qu'il avait déjà retiré l'argent », a-t-elle expliqué.

Diplômée en Banque-Finances, Daba, comme la plupart de ses amis a trouvé qu'il était beaucoup plus facile de trouver du travail dans le secteur du transfert d'argent que dans une banque. Mais elle n'est pas la seule à souligner ce problème d'arnaque. Gérante depuis un an d'un kiosque Orange Money, situé en face de la station service dans l'allée des HLM, face à l'intersection de la mosquée Massalikoul Djinan, Bernadette Sarr va plus loin : « Les superviseurs nous conseillent de ne pas décrocher les téléphones avec lesquels on effectue les transactions. Si vous recevez un appel, dès que vous décrochez, ils vident votre compte. Ils utilisent également un autre système. Ils viennent à deux, devant le kiosque, au moment où l'on parle avec l'un, l'autre vous interrompt et vous demande de décrocher votre téléphone. Si vous prenez le téléphone, c'est comme s'ils vous jetaient un sort. Vous ne pouvez rien leur refuser ».

Malgré quelques défis à relever, le transfert rapide d'argent reste une activité soutenue au Sénégal. •

Le « **leapfrogging** » des villes africaines vers un monde plus intelligent

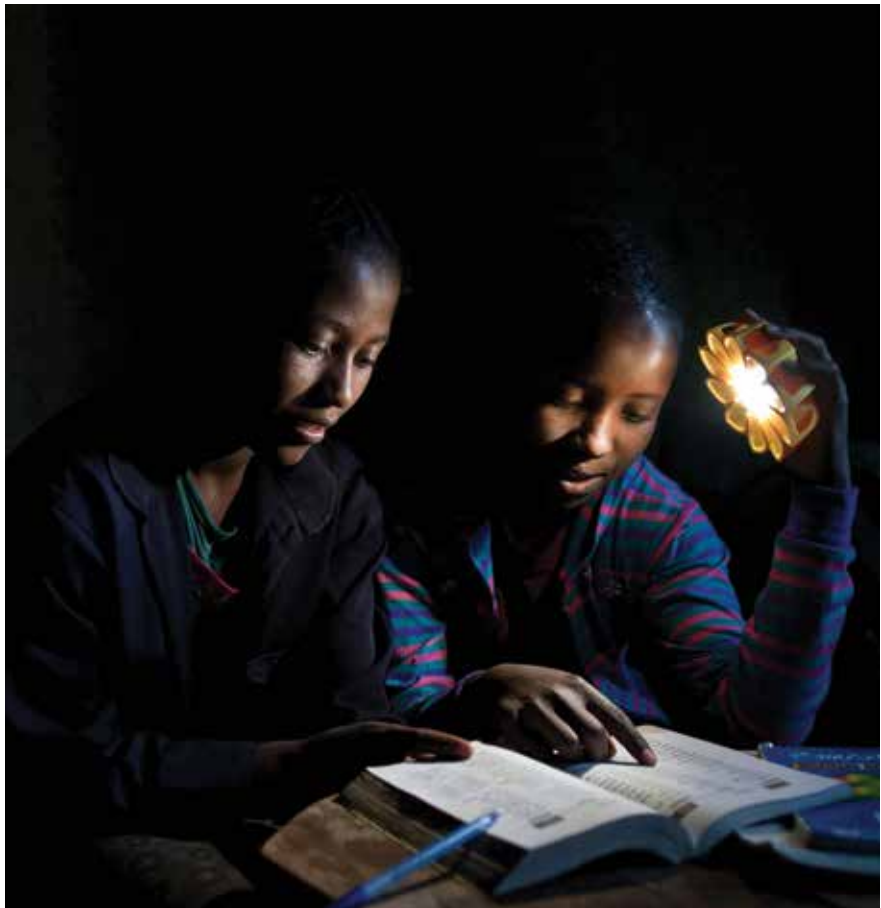
De Carlo Ratti,

Architecte et ingénieur, directeur du MIT Senseable City Lab et associé fondateur de l'agence de design et d'innovation Carlo Ratti Associati.

De nos jours, les villes évoluent rapidement : dans un monde d'urbanisation rapide, le concept de villes intelligentes - ou « senseable cities » comme nous préférons les appeler - commence à faire surface. Ce phénomène est simplement la manifestation d'une tendance technologique plus large : l'Internet entre dans les espaces où nous vivons et devient l'Internet des Objets. De ce fait, de nombreux aspects de la vie urbaine se transforment rapidement : de l'énergie à la gestion des déchets, de la mobilité à la distribution de l'eau, de l'urbanisme à la participation des citoyens. Quel rôle pourrait jouer ce paradigme dans le développement des nations émergentes, comme dans le continent africain ?

Au cours des dernières années, l'Afrique a connu plusieurs exemples surprenants de « leapfrogging » ou saute-mouton technologique - un phénomène qui permet à ceux qui étaient à la traîne de devancer ceux qui auparavant étaient en tête, en sautant des phases de développement traditionnelles. Les réseaux de téléphonie mobile en sont un exemple classique : la plupart des pays africains n'ont pas, dans l'ensemble, connu l'ère filaire et sont directement passés au sans-fil.

En conséquence, les portables sont souvent utilisés de façon ingénieuse et novatrice - un usage plus sophistiqué que ce que nous observons en Europe ou aux États-Unis. De plus, dans les pays où les services publics de type « descendants » tels que l'électricité, l'eau et la collecte des déchets ne sont pas fiables (ou n'existent pas), des solutions sectorielles et localisées se dessinent. L'Afrique est l'un de ces lieux où, si l'on donne suffisamment de pouvoir aux individus, des choses inattendues peuvent se produire d'une manière ascendante.



'Little Sun', la petite lampe solaire portable conçue à l'origine pour les Éthiopiens sans accès à l'électricité, créée par Olafur Eliasson, est devenue un projet international qui a transformé la vie de millions de personnes.

Le leapfrogging technologique, combiné à l'action ascendante, pourrait ouvrir la voie à une nouvelle ère d'urbanisation à travers l'Afrique. Certaines tendances intéressantes sont présentées ci-dessous.

Collecte de données pour le changement social

Les logiciels Open Source pour la collecte d'informations, la visualisation et la cartographie interactive peuvent jouer un rôle positif et même déclencher des changements sociaux. Le projet Ushahidi, initialement développé par Juliana Rotich et son équipe pour cartographier les cas de violence signalés au Kenya après les troubles post-électorales de 2008, s'est



Le projet pilote Droneport, conçu par Foster & Partners, doit être lancé cette année au Rwanda et achevé d'ici à 2020. La société a pour ambition que chaque petite ville d'Afrique ait son port de drones d'ici à 2030.

déployé dans le monde entier et représente maintenant l'une des plateformes de ce type les plus utilisées. C'est un signe qu'une innovation initialement développée en Afrique peut ensuite s'étendre à travers le monde.

Mobilité et congestion routière

La situation démographique explosive dans de nombreuses villes africaines a entraîné de graves problèmes de mobilité. Prenez Nairobi : ses routes ont été développées pour un peuplement de 350 000 personnes, mais elles desservent maintenant plus de trois millions d'habitants. En conséquence, Nairobi est devenue l'une des villes les plus encombrées du monde. Twende Twende est un service de téléphonie mobile qui a été mis au point dans le centre de recherche d'IBM établi dans la capitale kenyane. Twende Twende, qui signifie « allons-y » en Swahili, prend des images capturées par des caméras bon marché existantes et applique des algorithmes de flux de trafic routier pour estimer le flux de circulation. La solution ne nécessite pas de construire des routes coûteuses, mais utilise à la place des caméras déjà présentes dans la ville pour aider à fluidifier la circulation.

Une innovation omniprésente

Dans notre monde d'« innovation omniprésente », l'Afrique ne peut que bénéficier du renforcement de ses écosystèmes de startups. iHub, un espace communautaire ouvert - moitié vecteur pour les investisseurs et les capitaux-risqués, et moitié incubateur - est un projet intéressant qui met à disposition des jeunes entrepreneurs un espace où ils peuvent bénéficier de programmes de mentorat, de la connectivité Internet et de la possibilité de financement par l'intermédiaire de liens avec la communauté internationale de capital-risque.

Manque d'infrastructures

Dans plusieurs parties de l'Afrique, le décalage se creuse entre la croissance démographique et les infrastructures. Comment surmonter ce problème ? Encore une fois, le leapfrogging pourrait donner des idées. Le projet Droneport pourrait repousser les barrières géographiques telles que les montagnes, les lacs et les rivières non navigables sans

nécessiter d'infrastructures physiques de grande envergure, en délivrant des fournitures médicales et urgentes dans des régions éloignées et sur une grande échelle, avec un impact immédiat en Afrique en termes de vies sauvées. Bien que l'extensibilité de cette idée reste à vérifier, elle est cependant prometteuse.

Partage de l'économie

L'Ouganda possède un paysage dynamique de start-up et de technologie. Yoza, une application Android développée localement, aide les utilisateurs à trouver des services de blanchisserie en utilisant des technologies comme la localisation et les évaluations sociales pour mettre en relation les fournisseurs de services et les clients. Peu de blanchisseuses ont des smartphones pour accéder à l'application, mais Yoza les appelle sur leur téléphone habituel pour les enregistrer et les affecter à des tâches, ce qui aide aussi bien les clients que les lavandières.

Énergie éthique

L'électricité est l'une de nos infrastructures essentielles pour le développement. La disponibilité de l'éclairage en soirée donne aux gens plus de temps pour lire ou étudier, ou encore travailler sur un projet personnel après la tombée de la nuit. Ce besoin a motivé plusieurs projets. Pendant sa durée de vie initiale de trois ans, la lampe solaire Little Sun d'Olafur Eliasson peut fournir 10 fois plus de lumière qu'une lampe à pétrole et à une fraction du coût.

Le projet iShack est une entreprise sociale qui fournit aux habitants des bidonvilles un service d'électricité solaire facturé en fonction de leur utilisation. Il utilise l'électricité solaire pour montrer comment les bidonvilles peuvent être progressivement modernisés de manière durable et socialement équitable. Il fournit ainsi ce service à plus de 1500 clients qui paient une redevance mensuelle pour assurer la durabilité opérationnelle à long terme. Le service énergétique alimente l'éclairage, les télévisions, et le chargement des téléphones portables et peut fournir une énergie supplémentaire pour des lecteurs de DVD et musique ou des radios. Il offre ainsi un abri adéquat aux personnes vivant dans les communautés les plus pauvres du pays. •

Abidjan

L'émergence d'une ville intelligente

Abidjan est-elle une ville intelligente ? À cette question, quatre Abidjanais sur cinq répondraient qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit.

Par Kingsley Kobo

Le concept de ville intelligente est encore méconnu des Abidjanais, qui habitent pourtant une ville de plus en plus connectée. Les experts soulignent tout de même que la transformation avance très lentement.

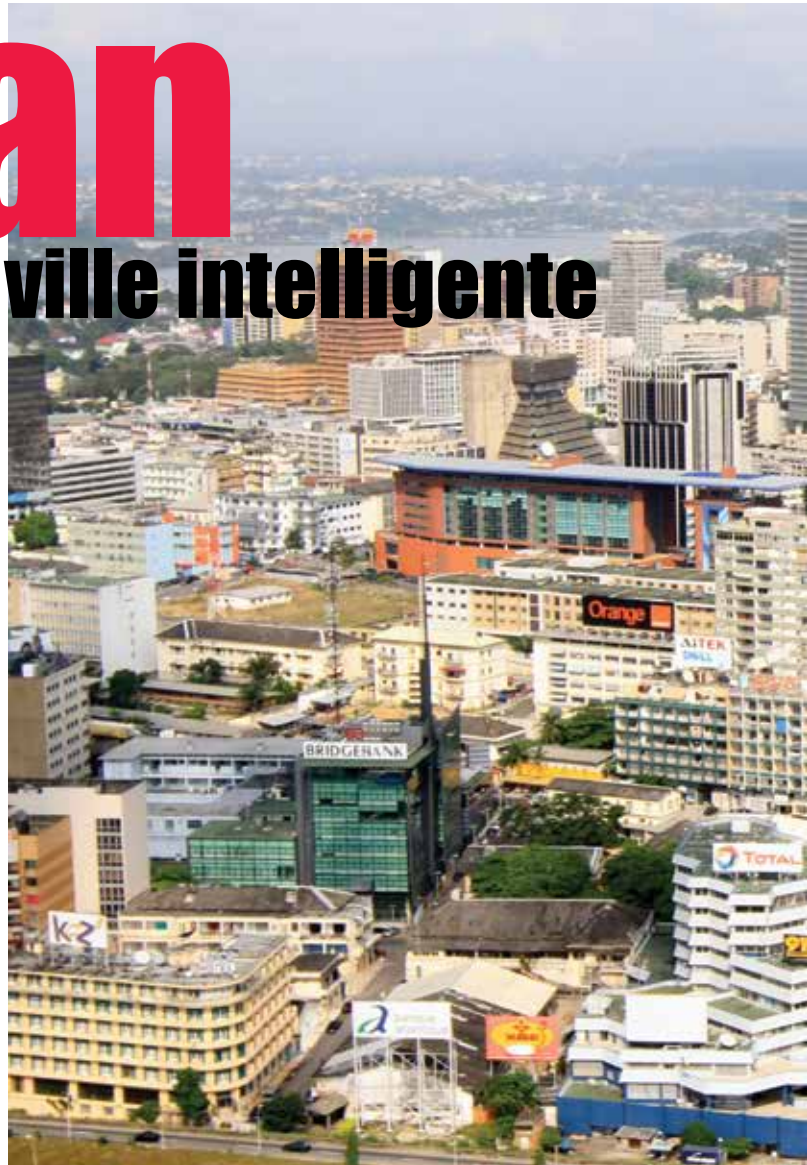
Les technologies de l'information et des communications ont modifié les attitudes d'une grande partie de la population de la ville, estimée à 4,7 millions d'habitants, ainsi que la qualité des services délivrés. Loin est le temps où les retraités se rendaient à la banque avec une natte en raphia pliée sous le bras pour s'asseoir par terre pendant les queues interminables.

Aujourd'hui, les habitants peuvent envoyer et recevoir de l'argent depuis leur téléphone mobile, et même payer les frais de scolarité. Ceux qui savent bien utiliser l'Internet peuvent consulter les résultats d'examen de leurs enfants avant même que ceux-ci soient revenus de l'école. Certaines écoles ont installé des applis qui envoient des messages automatiques aux parents quand leur enfant entre en classe ou quitte l'école.

La ville se numérise sans que les habitants ne s'en rendent véritablement compte et il n'y a pas de retour en arrière possible ! À la fin du conflit post-électoral en 2011 qui a coûté la vie à 3000 personnes, le nouveau gouvernement ivoirien a mis en œuvre plusieurs projets dans le secteur des TIC destinés à moderniser la ville et réduire les engorgements dus aux déplacements des populations qui ont fui les zones de guerre pour s'installer à Abidjan.

Jeter les bases d'un développement numérique

Un réseau de 7000 km de fibres optiques réalisé par la société chinoise Huawei Technologies sera déployé pour améliorer la connectivité Internet entre la ville et le reste du pays afin de permettre la concrétisation du plan ambitieux des autorités – la mise en place d'une administration électronique grâce à laquelle les citoyens obtiendront tous les services dont ils ont besoin. Au lieu d'avoir à se rendre à leur lieu de naissance pour obtenir un extrait d'acte de naissance, un titre foncier ou



un document fiscal par exemple, les citoyens pourront les retirer à Abidjan après vérification électronique.

Les TIC ont également permis au gouvernement de repérer plus de 5 000 fonctionnaires fraudeurs qui touchaient un traitement mensuel depuis des dizaines d'années. L'État a ainsi pu économiser 20 millions \$ par an, selon le ministère de la Fonction publique. « On peut dire que la fonction publique ivoirienne est en grande partie numérisée. Outre le fait que le concept de ville intelligente est encore méconnu des Abidjanais, qui habitent pourtant une ville de plus en plus connectée. Les experts soulignent tout de même que la transformation avance très lentement.

Les technologies de l'information et des communications ont modifié les attitudes d'une grande partie de la population de la ville, estimée à 4,7 millions d'habitants, ainsi que la qualité des services délivrés. Loin est le temps où les retraités se rendaient à la banque avec une natte en raphia pliée sous le bras pour s'asseoir par terre pendant les queues interminables.



Copyright:

Aujourd'hui, les habitants peuvent envoyer et recevoir de l'argent depuis leur téléphone mobile, et même payer les frais de scolarité. Ceux qui savent bien utiliser l'Internet peuvent consulter les résultats d'examen de leurs enfants avant même que ceux-ci soient revenus de l'école. Certaines écoles ont installé des applis qui envoient des messages automatiques aux parents quand leur enfant entre en classe ou quitte l'école.

La ville se numérise sans que les habitants ne s'en rendent véritablement compte et il n'y a pas de retour en arrière possible ! À la fin du conflit post-électoral en 2011 qui a coûté la vie à 3000 personnes, le nouveau gouvernement ivoirien a mis en œuvre plusieurs projets dans le secteur des TIC destinés à moderniser la ville et réduire les engorgements dus aux déplacements des populations qui ont fui les zones de guerre pour s'installer à Abidjan.

Jeter les bases d'un développement numérique

Un réseau de 7000 km de fibres optiques réalisé par la société chinoise Huawei Technologies sera déployé pour améliorer la

connectivité Internet entre la ville et le reste du pays afin de permettre la concrétisation du plan ambitieux des autorités – la mise en place d'une administration électronique grâce à laquelle les citoyens obtiendront tous les services dont ils ont besoin. Au lieu d'avoir à se rendre à leur lieu de naissance pour obtenir un extrait d'acte de naissance, un titre foncier ou un document fiscal par exemple, les citoyens pourront les retirer à Abidjan après vérification électronique.

Les TIC ont également permis au gouvernement de repérer plus de 5 000 fonctionnaires fraudeurs qui touchaient un traitement mensuel depuis des dizaines d'années. L'État a ainsi pu économiser 20 millions \$ par an, selon le ministère de la Fonction publique. « On peut dire que la fonction publique ivoirienne est en grande partie numérisée. Outre le fait que cela accélère la délivrance de services, la numérisation permet de détecter des fraudes qui passaient inaperçues autrefois », explique Pascal Mian, consultant en TIC et rédacteur technique âgé de 44 ans et résidant à Abidjan.

« Je ne peux pas dire que le système soit parfait ni que les citoyens soient satisfaits de tous les services publics. Mais il faut bien commencer quelque part. Si nous voulons qu'Abidjan devienne une ville véritablement intelligente, je pense que les autorités doivent imposer le concept et réaliser une campagne de sensibilisation. Il y aura des chances alors que les gens y adhèrent. »

Des dizaines de séminaires et d'ateliers sur les villes intelligentes ont lieu chaque année en Côte d'Ivoire, principalement à Abidjan. Certains sont organisés avec l'aide de partenaires étrangers, d'autres par des ONG locales et des autorités municipales. Ils ciblent les jeunes, qui s'intéressent aux TIC et finissent par adopter facilement les solutions proposées.

Les jeunes et l'avenir

« Les jeunes sont l'avenir de notre ville et de notre pays ; ils sont aussi l'avenir de la culture des villes numériques. Si nous parvenons à exploiter leur intérêt en informatique, je pense que nous gagnerons la bataille », affirme Marieme Sylla, concepteur Web et développeur d'applis, qui a travaillé sur plus de 60 projets, dont des solutions électroniques pour l'environnement et l'agriculture. « Mais il faut leur faire connaître et accepter les changements dans leur société, et les impliquer. On trouve aujourd'hui dans la plupart de nos écoles des salles multimédias, qui inspirent des innovations dans notre secteur de l'éducation – là où tout doit commencer ».

La plus grande université du pays, l'Université Félix Houphouët Boigny à Abidjan, accueille aujourd'hui 65 000 étudiants, soit deux fois plus que la capacité prévue. Pour soulager les universités, les autorités mettent en place l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI), qui permettra à des milliers d'étudiants d'avoir accès aux mêmes cours que ceux qui sont présents sur le campus.

L'État a subventionné 100 000 ordinateurs portables et une connexion Internet pour 100 000 étudiants de l'UVCI. Les étudiants pourront suivre des cours de chez eux, interagir avec d'autres étudiants en ligne et sur le campus et envoyer des copies d'examen. « Nous avons également accès à une vaste



bibliothèque numérique et nous pouvons consulter des cours à venir. L'unique problème consiste à ne pas se laisser distraire par les réseaux sociaux ou son environnement physique. Mais, je pense qu'il s'agit d'une bonne initiative, qui évite d'être confronté à des problèmes de logement et de prendre des transports », confie Ludovic Asamoah, étudiant en économie à l'UVCI.

Les étudiants ne sont pas les seuls à bénéficier de la révolution numérique. Chaque habitant de la ville devrait posséder un ordinateur doté d'une connexion Internet, selon un nouveau programme mis en place par l'Agence nationale du service universel des télécommunications/TIC (ANSUT), un organisme parapublic créé en 2012.

« Notre objectif est de faire en sorte qu'au moins 500 000 foyers soient équipés d'un ordinateur avec accès Internet d'ici cinq ans », précise Euloge Soro-Kipeya, directeur de l'ANSUT. « La culture numérique ne pourra pas se généraliser si les citoyens n'ont pas accès à des équipements TIC adéquats. Le taux de pénétration du téléphone mobile est satisfaisant (105,48 pour cent, selon l'ARTCI, l'organisme de réglementation du secteur), et beaucoup d'utilisateurs naviguent sur Internet depuis leur téléphone. Toutefois, les ordinateurs sont importants pour que les citoyens puissent accéder aux services publics qui sont de plus en plus numérisés ».

Des services bancaires numériques

Il n'y pas si longtemps encore, il fallait se rendre à la banque et faire la queue au guichet pour vérifier le solde d'un compte bancaire à Abidjan. Il fallait dépenser environ 1 \$ et attendre entre 30 minutes et une heure – souvent plus – avant de pouvoir obtenir un papier indiquant le solde du compte. Beaucoup de choses ont changé grâce aux TIC. Les clients peuvent à présent consulter leur solde sur un téléphone mobile ou un ordinateur, transférer des fonds d'un compte à l'autre, commander des chèquiers, et déposer de l'argent pour utiliser des services mobiles.

Avec un taux de pénétration bancaire toujours très faible en Côte d'Ivoire – à 16 pour cent selon les chiffres officiels –, les opérateurs de téléphonie mobile exploitent la réticence des gens à utiliser les services financiers traditionnels, réputés inaccessibles. La banque mobile est en plein essor et crée des emplois. On trouve dans chaque rue d'Abidjan entre cinq et 10 guichets automatiques bancaires. Les commerçants, les salariés et même les étudiants épargnent et retirent de l'argent via les services de banque mobile, accessibles depuis leur téléphone ou leur tablette.

« Il y a beaucoup moins de papiers à remplir qu'à la banque pour ouvrir un compte ou retirer de l'argent. Il suffit de taper les montants, de confirmer et la transaction est effectuée. Les services de banque mobile ont conquis les gens en raison de leur simplicité et de la proximité des agences », affirme Yeo Franck, qui gère huit agences de paiement mobile à Abidjan. Le pays d'Afrique de l'Ouest compte aujourd'hui 6,7 millions d'abonnés mobiles. Le secteur affiche une croissance régulière de 5 pour cent par mois, selon l'ARTCI. Des guichets permettant

aux utilisateurs des services bancaires mobiles de retirer de l'argent ont été installés à Abidjan. Au lieu d'insérer une carte comme dans les distributeurs classiques, l'utilisateur tape un code sur un écran tactile et retire les fonds. De très nombreux commerces, supermarchés, pharmacies, stations-service, hôtels, restaurants, bars et boîtes de nuit de la ville acceptent aujourd'hui les paiements mobiles. « Je ne porte plus d'argent sur moi. Je vérifie que mon compte mobile est suffisamment approvisionné et je paie avec mon téléphone mes achats, mes repas, les boissons, etc. Même les prostituées acceptent aujourd'hui les paiements mobiles. « Bienvenue dans le nouveau monde numérique », s'exclame Sylvain Koulu, entrepreneur du bâtiment âgé de 32 ans.

Commerce électronique

La ville connaît un véritable engouement pour le commerce électronique. Des dizaines de boutiques électroniques vendent tout un éventail de produits – vêtements, appareils électroniques, décorations d'intérieur, téléphones, ordinateurs, livres et consoles. Les prix compétitifs incitent les consommateurs à adopter ce mode d'achat. « Les Abidjanais utilisent de plus en plus le commerce électronique. Les gens commandent depuis leur téléphone et se font livrer à leur domicile. Au lieu de payer des frais de transport pour se rendre au marché ou dans un centre commercial, ils recherchent ce qu'ils veulent sur les sites Web, commandent et paient à l'aide de services mobiles ou en espèces lors de la livraison », décrit Victorien Beda, journaliste indépendante et blogueuse, qui suit l'évolution du commerce électronique à Abidjan depuis 2012.

Certains magasins électroniques ajoutent d'autres services, dans le secteur du tourisme par exemple, à leur offre classique. En réalisant des achats électroniques, on peut en même temps louer une voiture et réserver un hôtel. On peut aussi, depuis son téléphone, louer ou acheter une maison, commander dans un fast-food ou un restaurant local pour se faire livrer à domicile, et réserver une salle pour une fête ou un mariage.

Santé et transport

Tous les opérateurs mobiles proposent des applis de pharmacie de nuit, qui actualisent automatiquement les coordonnées des pharmacies de garde pendant la semaine dans la ville. Au lieu d'acheter un journal ou d'aller voir les affichages pour trouver les pharmacies de gare, vous avez la réponse au bout des doigts.

Les transports profitent aussi de la numérisation des services. Plusieurs applications, sites Web ou même blogs, informent en temps réel sur la circulation routière afin de permettre aux utilisateurs d'éviter les embouteillages lors des heures de pointe. « Quand je quitte le travail, la première chose que je fais en entrant dans ma voiture, c'est consulter mon téléphone pour savoir quelles sont les routes les moins encombrées. Les applis signalent également les accidents et précisent s'il est risqué ou non de conduire suivant les conditions météo », explique Eric Ouattara, banquier. « Je fais les mêmes vérifications le matin avant de partir au travail. » La géolocalisation qui utilise la technologie GPS pour surveiller les voitures était rare il y



a quelques années. Une femme m'a raconté son histoire avec son mari qui avait installé le dispositif dans sa BMW pour pouvoir retrouver la voiture en cas de vol. Elle ne savait pas qu'elle était aussi surveillée.

« C'était le week-end et j'étais sortie voir des amis en ville. L'une de mes amies m'a demandé de la conduire à un hôtel pour rencontrer un client. Nous nous sommes installées pour prendre un verre mais, avant que j'aie pu terminer mon premier verre, mon mari est apparu en criant : « Que fais-tu ici ? Tu as laissé les enfants à la maison et qui es-tu venir voir à cet hôtel ? », raconte Vino Mobio. « J'étais très choquée. Comment pouvait-il savoir que j'étais là ? Il m'a expliqué ensuite qu'il surveillait mes déplacements en ville à l'aide du dispositif de géolocalisation. »

Les TIC pour la sécurité

En août dernier, le gouvernement ivoirien a conclu un contrat d'une valeur de 70 millions \$ avec la Banque d'import-export Afreximbank pour financer un système de surveillance vidéo utilisant les TIC pour couvrir l'ensemble de la ville d'Abidjan. Le projet vise à améliorer la sécurité, diminuer la criminalité urbaine et surveiller la circulation dans la ville.

Un programme de surveillance vidéo lancé en 2012 ne couvrait que les zones stratégiques de la ville. Mais, suite à une attaque terroriste qui a coûté la vie à 19 personnes dans la ville touristique de Grand-Bassam, près d'Abidjan, les autorités ont décidé de déployer un système de surveillance global à Abidjan – la plus grande ville du pays, qui abrite le palais présidentiel, le parlement, les ambassades et le plus grand port.

Lors des élections présidentielles de 2015 et du recensement réalisé en 2014, des solutions numériques ont été utilisées pour faciliter la tâche des électeurs, des recenseurs et des agents chargés de la collecte des données. Les tablettes et les smartphones ont permis d'identifier, d'enregistrer et de transférer les données.

Toutefois, les TIC doivent encore gagner la confiance de la population, qui craint de perdre facilement en ligne de l'argent, des informations précieuses ou même des documents, et estime que les transactions réalisées manuellement sont plus fiables.

« La ville est en phase de transition entre les méthodes traditionnelles et la révolution numérique. La confiance totale n'est pas là même si les gens apprécient la souplesse d'utilisation. Les gens se méfient encore, mais je pense que la nécessité du changement va bientôt l'emporter sur les craintes », conclut Victorien Beda. •



Les hubs technologiques d'Afrique



Alors que le continent africain, jusqu'alors en marge, s'intègre à l'économie mondiale, la technologie joue un rôle de plus en plus important. Stimulant l'évolution des affaires, des investissements et de la modernisation, un écosystème informatique émerge – de plus en plus d'entrepreneurs, de sociétés technologiques et de centres d'innovation apparaissent sur le continent.

Par Mpinane Senkhane

Environ un tiers des 54 pays d'Afrique affiche une croissance du PIB annuelle supérieure à 6 %, ce qui en fait le deuxième continent derrière l'Asie en termes de croissance économique. L'Afrique est aussi le deuxième marché mobile au monde (après l'Asie), et de plus en plus de gens adoptent les smartphones.

Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, qu'une grande partie de la croissance économique des villes d'Afrique provienne d'investissements dans les technologies et que des startups émergent dans presque toutes les grandes villes. Des smartphones aux drones pour le transport des marchandises, la technologie a le potentiel de transformer l'avenir des villes.

Dans le rapport sur les tendances 2016 de Native VML, Estelle Verdier-Watine, Directrice générale de Jovago.com affirme : « L'Afrique est de plus en plus perçue comme la nouvelle frontière pour les investisseurs et la croissance économique mondiale. Cette tendance est alimentée par une économie en plein essor, l'adoption de technologies et la présence de marchés inexploités et de consommateurs ».

On a vu rapidement émerger en Afrique des hubs technologiques, constitués principalement de jeunes Africains possédant un sens aigu des affaires. Les grandes villes aspirent à devenir des pôles technologiques ; c'est pourquoi nous voyons des villes comme Le Caire, Accra, Lagos, Nairobi ou Le Cap investir dans le développement d'innovations technologiques.

« Toutes les startups dans la région du

Cap, en Afrique du Sud, développent de la propriété intellectuelle, créent des emplois et stimulent l'économie de la région », constate Tim Harris, PDG de Wesgro, l'agence de promotion des investissements, du commerce et du tourisme de l'ouest du Cap. « Nous possédons des modèles qui répliquent l'économie de partage internationale, mais adaptés aux besoins locaux. Ces sociétés créent des emplois pour les jeunes, contribuant à réduire les inégalités et le chômage ».

Le Cap est l'une des villes d'Afrique qui se transforme en pôle technologique, et cela peut avoir des répercussions importantes sur la création d'emplois et la délivrance de services. « Un nombre importants de startups ne résoudra pas les problèmes de l'Afrique mais c'est un avantage pour la ville où elles s'installent », estime M. Harris.

La Silicon Valley de l'Afrique

Pour la deuxième année consécutive, l'Intelligent Community Forum a désigné Nairobi, la capitale kényane, comme la première ville africaine intelligente. Nairobi était la seule ville africaine à figurer sur la liste des 21 villes sélectionnées dans le monde en 2015. Ces dix dernières années, l'économie kényane a affiché une croissance enviable, dont une partie a été attribuée aux investissements du pays dans la technologie et l'innovation.

Beaucoup pensent que le succès de M-Pesa – une appli mobile de transfert d'argent et de services financiers créée au Kenya – est à l'origine de l'engouement pour la technologie en Afrique. M-Pesa a contribué à faire de Nairobi le pôle technologique du continent. Le succès de M-Pesa a modifié

les mouvements d'argent et l'interaction économique au Kenya, et a conduit au développement progressif des petites entreprises au Kenya.

En 2015, dans un rapport intitulé 'M-Pesa et l'essor du marché international de la banque mobile', Forbes a révélé qu'environ 43 pour cent du PIB kényan passait par M-Pesa « avec plus de 237 millions de transactions entre individus ».

Considérée comme la Silicon Valley de l'Afrique, Nairobi incarne les merveilles de la technologie en Afrique. La ville compte d'innombrables startups et de hubs technologiques comme iHub, une communauté d'innovation technologique qui a donné naissance à de nombreuses entreprises et créé plus de 1300 emplois. Entre 2002 et 2010, la valeur des exportations technologiques du Kenya est passée de 16 millions \$ à 360 millions \$, et Bloomberg a précisé en 2014 que le « secteur technologique représentait environ 8,4 pour cent du PIB du Kenya ».

En 2008, le cofondateur d'Ushahidi, Erik

“
On a vu rapidement
émerger en Afrique
des hubs
technologiques,
constitués
principalement de jeunes
Africains possédant un
sens aigu des affaires.
”

Hersman, a créé le centre d'innovation iHub à Nairobi après avoir pris conscience de la nécessité de créer un « point de rencontre pour les technologues, les investisseurs et les sociétés technologiques ». iHub a influencé le mouvement des incubateurs en Afrique, donnant naissance à de multiples hubs technologiques à travers le continent. « iHub est le pôle d'innovation pour la communauté technologique ; il réunit des entrepreneurs, des concepteurs et des investisseurs, et veut jouer le rôle d'épicentre de l'industrie technologique en plein essor au Kenya », assure M. Hersman.

iHub, tout comme l'Enterprise Kenya Initiative, fondé sur le même concept, a pour objectif d'accompagner les startups locales.

Outres ces succès marquants, le Kenya a achevé en 2010 le projet du câble en fibre optique sous-marin baptisé The East African Marine System (TEAMS). TEAMS a amélioré le haut débit en Afrique de l'Est et a conduit à la création de l'Autorité des technologies de l'information et des communications au Kenya. La disponibilité du Wi-Fi a joué un rôle central. Aujourd'hui, le Wi-Fi gratuit est disponible presque partout à Nairobi, grâce à une initiative de l'État en partenariat avec Safaricom, le premier

opérateur de télécommunications du Kenya.

Dirigé par Bob Collymore, Safaricom a été créé en 1997, en tant que filiale à 100 % de Telkom Kenya. La société est parvenue à augmenter considérablement le nombre de ses abonnés en 2012, en étant la première société est-africaine à proposer la technologie 3G. Récemment, l'opérateur de téléphonie mobile britannique Vodafone a acquis une participation de 40 pour cent dans la société.

Révolution numérique au Rwanda

Portant les traces du génocide, le Rwanda a éprouvé des difficultés à se redresser mais, aujourd'hui, la nation a su se détacher d'un passé caractérisé par les divisions ethniques, la corruption et le sous-développement. La capitale Kigali permet de fonder une économie totalement différente dominée par une révolution technologique qui fait du Rwanda un pays à revenu moyen.

En 2000, le gouvernement rwandais a lancé la Vision 2020, un programme lancé par le Président Paul Kagamé, qui vise à faire de ce pays agraire une économie fondée sur les connaissances. La diminution de la pauvreté permettrait de réduire les problèmes de santé et d'unifier le pays.

Cette campagne audacieuse qui transforme le pays est particulièrement

Impact Hub, Kigali



“
La capitale Kigali permet de fonder une économie totalement différente dominée par une révolution technologique qui fait du Rwanda un pays à revenu moyen.
”

visible à Kigali, qui abrite plusieurs hubs technologiques comme K-Lab, Think, The Office et Impact Hub Kigali.

Impact Hub Kigali, qui fait partie du réseau international Impact Hub Network, lancé en 2015, est un incubateur qui héberge aujourd'hui des dizaines d'entreprises, centres d'entreprises sociales et labos d'innovation.

« Notre ambition est d'aider à la création d'entreprises qui emploieront des milliers de personnes et feront du Rwanda le pays le plus développé et le plus écologique d'Afrique », a affirmé le cofondateur Ara Nashera. Son associé Jon Stever a précisé que le pôle était fondé sur l'accessibilité, la collaboration, les valeurs communautaires et la durabilité.

Ces hubs ont permis à des sociétés aujourd'hui florissantes d'émerger. Pour répondre aux besoins de la classe moyenne en plein essor, l'initiative Smart Kigali a été lancée en 2013, faisant de la capitale la première ville d'Afrique de l'Est proposant des zones Wi-Fi gratuites aux citoyens.

Grâce à ces initiatives, la région est à l'avant-garde de la révolution numérique en Afrique. Estelle Verdier-Watine de Jovago souligne : « L'Afrique de l'Est est l'une des régions du monde à la croissance la plus rapide, avec une croissance annuelle du PIB supérieure à cinq pour cent. Cela contribue à l'émergence d'une vaste classe moyenne. Selon Standard Bank, la classe moyenne subsaharienne va doubler dans les 15 prochaines années ».

Des startups primées

Ayant fait le pari de devenir un pôle régional des TIC et de stimuler l'économie du Ghana, Accra, la capitale, a fait appel au fabricant technologique RLG pour la construction d'un centre technologique de 10 milliards \$. HOPE City devrait employer quelque 50 000 personnes.

Le secteur des TIC ghanéen est dominé par des startups comme Nandi Mobile, spécialisé dans la technologie mobile, et Mobile Technology for Community Health in Ghana (MoTeCH). En 2013, les deux sociétés ont remporté le World Summit Award, né d'une initiative mondiale visant à promouvoir les meilleures applications numériques du monde. Le Ghana est l'un des pays qui compte le plus grand nombre d'utilisateurs Internet, soit plus de cinq millions.

« Lagos ne nous rattrape pas ; nous pourrions bien rattraper Lagos »

...a déclaré l'auteur Rem Koolhaas.

Des experts prévoient que la population de Lagos – estimée à 17,9 millions d'habitants – doublera d'ici à 2050, créant une pression énorme sur les ressources du pays. Une croissance rapide du secteur informatique aiderait considérablement la ville.

On appelle souvent Yaba, un quartier de Lagos, la Yabacon Valley, par analogie avec la Silicon Valley. Ce quartier s'impose comme le pôle technologique du pays, regroupant des centaines de banques, d'établissements éducatifs, de sociétés technologiques et de startups. Il attire également des investisseurs et des médias du monde entier, comme le cybermarché mondial, OLX. Grâce à cette activité, de nombreuses sociétés



Yabacon Valley, Lagos



Casablanca Technopark

Le Caire incarne le secteur technologique égyptien, caractérisé par une pénétration internet de plus de 40 pour cent, 103 millions d'utilisateurs de téléphone mobile et une grande industrie du commerce électronique.

technologiques souhaitent s'installer à Yaba.

« Tout le monde vient à Yaba, séduit par la dynamique qu'on y trouve », souligne Sim Shagaya, Président de Konga.

Le secteur technologique nigérian évoque aujourd'hui les entrepreneurs expatriés revenus en Afrique et le rôle du secteur informatique qui façonne les liaisons du continent. Véritable aimant pour les investisseurs qui souhaitent exploiter son vaste marché de plus de 90 millions d'utilisateurs d'internet,

Lagos a été sélectionnée comme ville test pour l'IBM Smarter Cities Challenge. Le géant informatique travaille aux côtés des autorités municipales pour trouver des manières d'améliorer les fonctions technologiques urbaines.

Les Africains de moins de 30 ans

La moitié de la population égyptienne est âgée de moins de 30 ans et très technophile. L'Égypte est donc l'un des pays les plus « numériques » du monde. Le Caire incarne le secteur technologique égyptien, caractérisé par une pénétration internet de plus de 40 pour cent, 103 millions d'utilisateurs de téléphone mobile et une industrie du commerce électronique qui se chiffre à environ 46,4 millions \$.

Bien que l'écosystème d'entreprises du Caire ne soit pas encore entièrement mûr, le niveau d'innovation et de croissance est impressionnant. Avec des startups comme Instabug – une appli signalant les bugs – qui se sont imposées sur la scène régionale et internationale, il n'est pas étonnant que le pays d'Afrique du Nord attire l'attention.

Instabug compte plus de 25 millions d'utilisateurs dans plus de 100 pays à travers le monde. La startup a également remporté plusieurs trophées et a levé

300 000 \$ en 2013. Avec ces innovations et des plateformes de marketing dans le cloud comme Simplex, les entreprises égyptiennes peuvent créer et partager facilement du contenu visuel avec les consommateurs. Ces deux sociétés sont issues de Flat6Labs, une entreprise d'investissement qui forme les équipes des startups et fournit des financements initiaux.

L'épicentre financier d'Afrique en devenir

Le Maroc n'est jamais revenu en arrière depuis qu'il a été le premier pays d'Afrique du Nord à adopter le 3G. L'industrie hi-tech marocaine a connu une croissance si rapide que le secteur a injecté plus de 500 millions \$ (4,9 milliards de dirhams) dans le PIB du pays en 2015.

Avec des projets comme le Technopark, il n'est pas surprenant que la capitale, Casablanca, devienne l'épicentre financier d'Afrique. La mission du Technopark est d'aider au développement de l'informatique au Maroc, en mettant l'accent sur la conception logicielle, la formation en ligne et la création d'entreprises dans les TIC. Il abrite 170 sociétés spécialisées dans les TIC et a créé plus de 1500 emplois.

Le Maroc a installé des points Wi-Fi gratuits dans toutes les grandes villes, pour ses 20 millions d'utilisateurs Internet, les hôpitaux, les universités, les gares et d'autres espaces publics.

Le géant hi-tech d'Afrique de l'Ouest

Le secteur technologique de Dakar a connu une progression fulgurante. Tout comme le Nigeria et le Kenya, le Sénégal a également aspiré à devenir la Silicon Valley de l'Afrique. Le pays s'est lancé dans un ambitieux projet, situé à quelque 40 km de Dakar.

Les travaux de construction du Parc des technologies numériques de Diamniadio, qui s'élèvent à 120 millions \$, ont débuté. Ils sont financés par l'État et la Banque africaine de développement. Le parc comprendra des centres d'enseignement supérieurs et des centres de données.

“

Le Maroc a installé des points Wi-Fi gratuits dans toutes les grandes villes, pour ses plus de 20 millions d'utilisateurs Internet, les hôpitaux, les universités, les gares et d'autres espaces publics. Le pays se développe rapidement.

”

« L'industrie des TIC se développe de plus en plus. Le hub technologique Bantalabs a ouvert des bureaux à Dakar – la société propose un développement Web open source, des services de conseil et des formations. Elle organise également des ateliers et des événements en Europe et en Afrique de l'Ouest », explique l'un des organisateurs des African Entrepreneur Awards.

CTIC Dakar, l'un des principaux incubateurs d'entreprises technologiques d'Afrique subsaharienne, accompagne les sociétés et startups technologiques à forte croissance. Il a soutenu plus de 60 entreprises, générant environ 5 millions \$ de revenus.

En 2015, 83 pour cent des Sénégalais possédaient un téléphone mobile, dont 40 pour cent étaient des smartphones. Représentant en moyenne 10 pour cent du PIB, les investissements du Sénégal dans les TIC sont largement supérieurs à ceux d'Afrique du Sud, du Kenya, d'Égypte, et sont supérieurs à la moyenne mondiale. Alors que de plus en plus de Sénégalais ont accès à l'Internet, le gouvernement s'efforce de répondre à la demande tout en développant le secteur et en stimulant l'innovation dans le pays.

Des formations innovantes

En Côte d'Ivoire, le secteur informatique est devenu plus dynamique ces dernières années, grâce à plusieurs hubs technologiques et startups installés à Abidjan.

Des startups s'emploient à créer des produits qui résolvent les problèmes spécifiques que rencontrent les Ivoiriens. Un magnifique exemple en est la Qelasy, la première tablette éducative africaine. L'entrepreneur ivoirien Thierry N'Doufou

a voulu combler le fossé numérique dans le système éducatif local. La solution a permis le transfert de l'ensemble du programme éducatif national au format numérique, accompagné de sons, d'animations et d'interactivité.

« Nous continuons d'aller à l'école comme nous le faisons il y a 100 ans ; le même cartable lourd, le même tableau noir avec la même craie », raconte Thierry N'Doufou. Aujourd'hui, l'État a introduit la tablette sur mesure à quelques écoles publiques tandis que des projets pilotes ont été mis en œuvre dans des écoles privées en Côte d'Ivoire et au Maroc.

De plus en plus de personnes utilisent l'Internet en Côte d'Ivoire. Les chiffres récents indiquent un chiffre de cinq millions. Selon des statistiques de l'État, le nombre de cartes SIM est passé de 18,1 millions en 2012 à 19,3 millions en 2013, avant de monter en flèche pour atteindre 22 millions en 2014.

La ville dorée

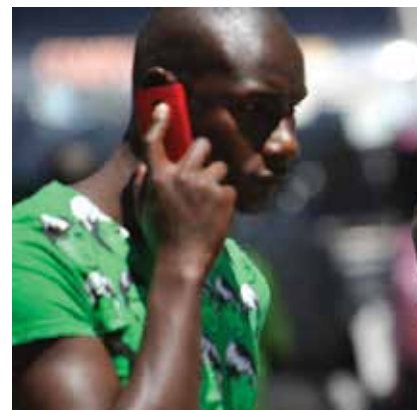
D'un point de vue technologique, Johannesburg est le moteur de l'Afrique du Sud et compte le plus grand nombre de hubs technologiques du continent – plus de 20, dont JoziHub.

« Nous privilégions une culture d'ouverture et d'innovation – proposant un espace permettant de partager les idées, collaborer et explorer les possibilités qu'apportent les changements sociaux et technologiques qui transforment notre continent.

En plus d'offrir un environnement de travail stimulant, nous donnons à nos membres l'accès à un réseau d'innovateurs, ainsi qu'à des activités et des événements qui peuvent être

une source d'inspiration », explique le Responsable des connexions de JoziHub, Mbali Hlongwane. Le Wi-Fi gratuit se généralise peu à peu à Johannesburg ; la municipalité s'est engagée à déployer 1000 points Wi-Fi supplémentaires dans un avenir proche. Dans le cadre de son programme Smart City, la ville a lancé le projet Braamfontein Wireless Mesh, qui permet à tous ceux du quartier de recevoir 300 Mo de données par jour et par dispositif. Plus de la moitié des bibliothèques et des centres médicaux

des sept régions de la ville disposent déjà du Wi-Fi gratuit. L'utilisation du téléphone mobile a considérablement augmenté en Afrique du Sud au fil des années. Le nombre de téléphones mobiles actifs (plus de 66 millions) est à présent supérieur au nombre d'habitants (51,8 millions). La navigation Internet sur téléphone avoisine les 40 pour cent dans le pays. Environ 34 pour cent des utilisateurs réalisent des téléchargements sur les App Stores – signe que de plus en plus de gens possèdent un smartphone.



L'émergence du paysage technologique en Afrique

Du Nigeria au Kenya, en passant par le Rwanda et le Ghana, l'innovation technologique commence à influencer de multiples secteurs : l'énergie, la banque, les télécommunications, la santé, les transports et l'agriculture.

Il est évident que les startups profitent aussi à l'économie informelle. La Banque africaine de développement estime que 55 pour cent de l'activité économique d'Afrique subsaharienne est informelle ; cela représente un immense espace de commerce ne bénéficiant pas de services tels que les logiciels d'entreprise, les banques pour les petites entreprises, la logistique abordable ou l'accès Internet, et explique le succès phénoménal du modèle M-Pesa. Les possibilités sont infinies, d'autant plus que les taux de pénétration du haut débit et des smartphones continuent d'augmenter.

M-Pesa est devenu une étude de cas pour les paiements numériques internationaux. Ushahidi a été utilisé lors de l'élection présidentielle aux États-Unis en 2012. Le dispositif africain Wi-Fi BRCK à énergie solaire assure les connexions dans les zones sans Internet au Wisconsin. Uber expérimente de nouveaux modèles de services en Afrique que les chefs d'entreprise pourraient ensuite appliquer au niveau international. Les premières livraisons commerciales par drone devraient être réalisées sur le continent. La plupart des applications technologiques d'Afrique subsaharienne sont conçues pour apporter une solution à des défis locaux mais cela crée aussi des opportunités pour d'autres marchés.

Avec les exemples de l'Afrique du Sud, du Botswana et du Kenya, les gouvernements des autres pays d'Afrique sont encouragés à mettre en œuvre des plans et développer des infrastructures dans le domaine des TIC. Des pays comme l'Éthiopie, le Nigeria et le Ghana sentent la nécessité d'agir, conscients du succès et des avantages que les TIC apportent, comme cela a été le cas au Rwanda. La politique africaine a également profité des innovations technologiques urbaines ;

Ushahidi a joué un rôle dans les deux dernières élections du Kenya. La révélation de corruption du site de presse d'investigation numérique Sahara Reporters a conduit à la démission de hauts responsables du gouvernement nigérian. Les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook sont des outils très puissants pour la société civile.

Néanmoins, il existe un risque que ces initiatives ne puissent avoir accès à l'infrastructure technologique qui leur est nécessaire – une connexion haut débit abordable et une distribution électrique fiable par exemple. Il est incontestable que les villes africaines se développent, à des degrés divers. Elles bénéficient des technologies informatiques, de la gamme de produits plus vaste disponibles aux Africains, d'une plus grande souplesse de la production, d'un meilleur partage du marché, de la capacité à respecter les exigences réglementaires de l'État, de la baisse du coût de la main d'œuvre par unité produite, des moindres répercussions sur l'environnement, etc.

La technologie stimule l'innovation dans tous les secteurs et même de créer de nouveaux secteurs. Faire d'une ville un pôle technologique permet aux gens de mieux repérer les opportunités et contribue à réduire les obstacles à l'innovation et à l'adoption de nouveautés », affirme Olufunbi Falayi, qui dirige 'Passion Incubator' à Lagos.

« La technologie crée une dynamique très positive dans l'économie. Les entreprises et les villes utilisent les capitaux et les compétences. Les hubs technologiques apportent beaucoup », souligne le PDG de Wesgro, Tim Harris.

L'industrie technologique africaine continuera d'être employée pour résoudre des problèmes socioéconomiques qui datent de longtemps. Parallèlement, l'Afrique est bien placée pour devenir le prochain moteur économique du monde, malgré les difficultés économiques que connaissent certains pays. •

L'essor des villes « afro-smart »

Les villes intelligentes sont la dernière tendance en Afrique. Mais le discours public justifie-t-il vraiment notre enthousiasme ? **Jonathan Silver**, chercheur associé de l'Urban Institute, Université de Sheffield, et financé par la Fondation Leverhulme, pense qu'il faut faire preuve de circonspection.



La récente annonce d'IBM concernant l'établissement de son douzième laboratoire mondial à Nairobi s'inscrit dans la continuité d'une multiplication des nouvelles concernant les villes intelligentes (smart cities) en Afrique urbaine. On peut notamment citer l'inclusion de Durban et d'Abuja dans le « Smarter Cities Challenge » d'IBM, une pléthore de sommets et de conférences, et aussi la planification d'une série de nouvelles extensions urbaines intelligentes à la périphérie de grandes agglomérations telles qu'Accra et Kinshasa.

Ensemble, ces évolutions suscitent des revendications toujours croissantes sur le potentiel de l'urbanisme intelligent pour transformer l'Afrique urbaine en intégrant des technologies numériques dans les infrastructures en réseau, et offrir ainsi des économies de ressources, la compétitivité sur les marchés mondiaux, des villes plus sûres et en définitive beaucoup plus de contrôle sur l'environnement bâti et la vie quotidienne.

Une telle couverture s'appuie souvent sur ces futurs technologiques (techno-futures) qui donnent les moyens de sauter des étapes pour dépasser d'autres régions du monde grâce à des infrastructures et des technologies de nouvelle génération. Les images et descriptions de futurs intelligents dans des villes comme Rio, représentée dans d'innombrables images avec sa salle de contrôle, et de grandes villes du nord



La ville intelligente (Source: <http://bit.ly/1qzpK1Z>)

telles que Londres et New York sont omniprésentes et fermement ancrées dans l'imaginaire des décideurs et du grand public.

Pourtant, la notion d'intelligence en Afrique urbaine est jusqu'ici restée plus discrète (tout au moins au niveau mondial). Mais à mesure que les choses évoluent, la montée des villes afro-intelligentes demandera beaucoup plus d'attention de la part de ceux qui s'intéressent à l'urbanisation rapide et aux défis associés de pauvreté et de développement auxquels sont confrontées ces différentes villes. Car derrière les images largement diffusées d'habitants de bidonvilles utilisant des technologies mobiles pour améliorer leur vie quotidienne, la domination des grandes entreprises de TIC, un paysage urbain déchiqueté, la dépossession des terres et la titrisation de l'espace urbain laissent entrevoir le risque d'un avenir urbain intelligent plus compliqué.

Les start-ups high-tech branchées, les jeunes entrepreneurs connectés à l'échelle mondiale et les infrastructures à haut débit récemment configurées sont au cœur de la ville afro-smart ou du scénario de la « révolution numérique ». Dans des villes telles que Kigali, de nouvelles techno-cultures émergent et cherchent à partager la ville intelligente avec une plus grande proportion de la population à travers des smartphones bon marché et accessibles, des applications réussies dépendant du lieu et un intérêt croissant du public pour les technologies intelligentes mises au point par des développeurs et même des utilisateurs africains. Cette nouvelle génération d'innovateurs des villes intelligentes est de plus en plus connectée via des hubs et des incubateurs de technologies pour de nouvelles entreprises, avec des espaces tels que BantaLabs, à Saint-Louis, au Sénégal, ou encore Hive CoLab à Kampala, en Ouganda, qui offrent des



Konzo
Techno
City,
Kenya

centres de collaboration et traitent aussi bien les défis que les opportunités TIC spécifiques qui se présentent en Afrique urbaine.

En plus de cette vague intelligente, l'intérêt croissant des entreprises du secteur des TIC, de sociétés de conseil telles que Deloitte et de fonds d'investissement privé encourage les investissements et favorise l'orientation des politiques en faveur des villes intelligentes. Néanmoins, la présence d'entreprises de TIC mondiales dans toutes les villes africaines, et notamment les relations d'IBM avec Nairobi, posent des questions similaires à celles des zones urbaines d'autres régions du monde à propos des véritables bénéficiaires de la mise en œuvre des technologies intelligentes, des flux croissants de big data et de l'accessibilité à l'intelligence.

Ces logiques puissantes pour l'avenir des villes intelligentes s'affirment clairement dans l'éventail des projets de développement urbain entrepris dans l'ensemble du continent.

De nouvelles extensions d'infrastructures et de villes sont construites à travers tout le continent avec des promesses de vie urbaine intelligente qui visent cette catégorie émergente, mais on ne peut plus fugitive, qu'est la classe moyenne africaine. Il s'agit notamment de projets dans des villes existantes telles que Johannesburg, qui a conclu un partenariat avec BWired pour mettre

en place de nouveaux réseaux à haut débit à travers la ville.

En plus de reconfigurer l'espace urbain existant pour la ville intelligente, une multitude de nouvelles extensions urbaines, qui promettent aux résidents potentiels un avenir technologisé, axé sur les données, loin des rues apparemment chaotiques (et non connectées) d'autres quartiers de la ville, émergent et copient ces fameux hubs globaux nés de la démesure technicienne des villes intelligentes. La conception de tels développements de villes intelligentes dépasse donc souvent les villes existantes et leurs zones de bidonvilles. Konza Techno City, située à 60 km de Nairobi dans la nouvellement baptisée « Silicon Savannah » (telle une Silicon Valley issue de la savane) et Hope City, au Ghana, promettent toutes deux des emplois high tech, l'intérêt des entreprises internationales, des bâtiments à la conception avancée et une connectivité haut débit.

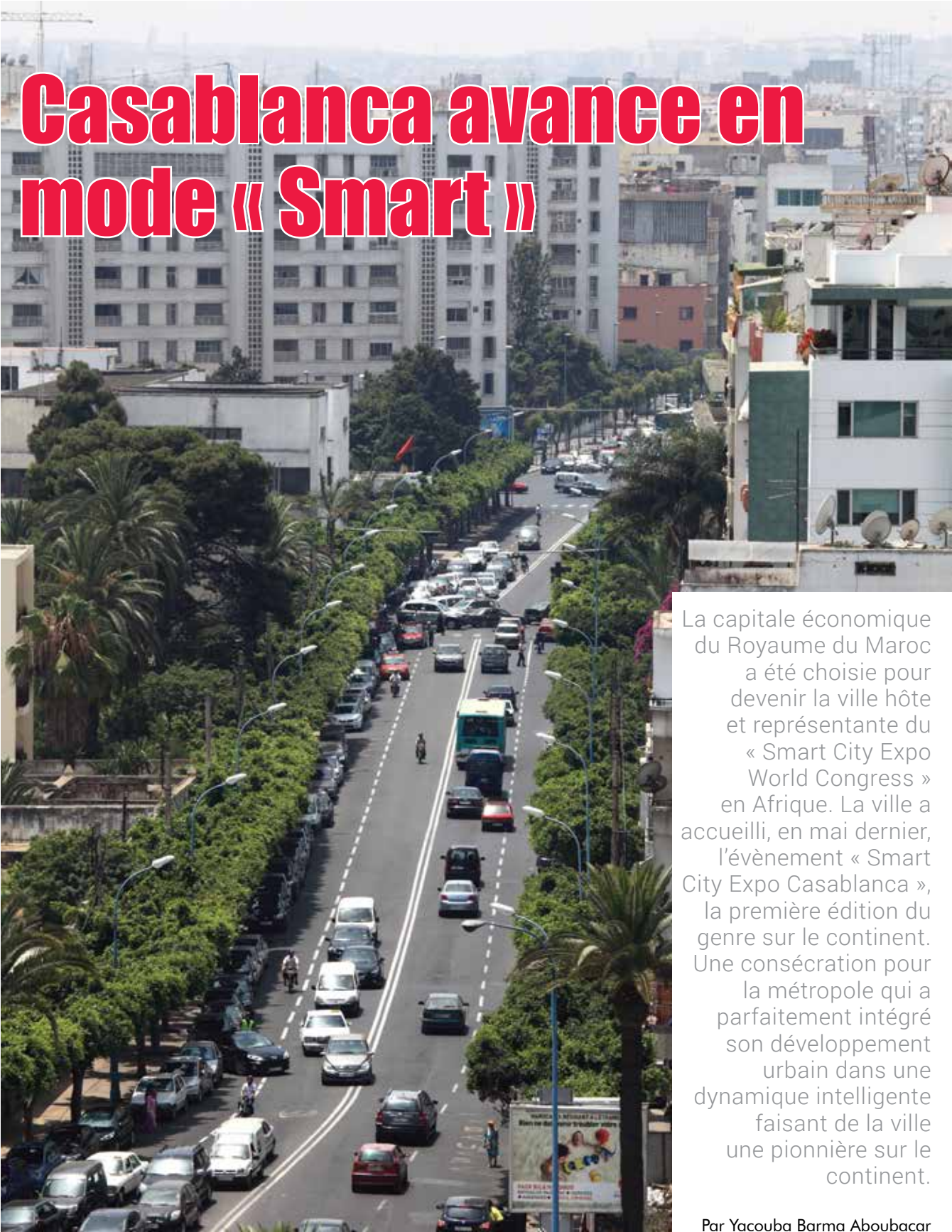
Pourtant, les problèmes liés à la réalisation de ces projets de développement urbain sont multiples et susceptibles de renforcer les inégalités entre des villes déjà divisées et contestées. Ainsi, La Cité du Fleuve, dans la RD du Congo, brillamment analysée par Filip De Boek, crée de nombreuses sources de tension imbriquées à Kinshasa, comme les querelles de possession des terres et les problèmes de spoliation foncière qui commencent à mettre à nu la rhétorique

de ces développements urbains. De telles extensions urbaines peuvent très bien offrir une vie intelligente aux citoyens, mais n'oublions pas que les communautés fermées de ces dernières décennies sont de nouvelles frontières pour l'accumulation du capital et révèlent des secteurs d'activité et certaines parties de la société qui se sont retirées de la ville et de la société au sens large pour former des enclaves ou des archipels de haute technologie.

La dernière mise en garde concernant l'urbanisme intelligent en Afrique doit porter sur la titrisation de l'espace urbain au moyen des nouvelles technologies, infrastructures et flux de données.

Les villes « afro-smart » jouent un rôle de plus en plus central dans les scénarios de futur urbain sur le continent. Les politiques, les rapports et le discours public tendent à projeter une vision optimiste des technologies intelligentes selon laquelle les big data et les infrastructures de TIC avancées, la connectivité et le nouvel espace urbain (tech) peuvent aider à transformer les paysages de la pauvreté et contribuer à la fameuse « Montée de l'Afrique ». La prudence et un certain recul sont certainement de mise pour les villes afro-smart, afin de questionner ces logiques et mieux comprendre les implications socio-spatiales de ces nouvelles formes d'urbanisme axé sur les données. •

Casablanca avance en mode « Smart »



La capitale économique du Royaume du Maroc a été choisie pour devenir la ville hôte et représentante du « Smart City Expo World Congress » en Afrique. La ville a accueilli, en mai dernier, l'évènement « Smart City Expo Casablanca », la première édition du genre sur le continent. Une consécration pour la métropole qui a parfaitement intégré son développement urbain dans une dynamique intelligente faisant de la ville une pionnière sur le continent.

Par Yacouba Barma Aboubacar

C'est une véritable consécration pour Casablanca, « la ville blanche », qui aura l'honneur d'accueillir, en mai prochain, le congrès 2017 de l'édition africaine de la « Smart City Expo World Congress ». L'évènement qui réunit annuellement les représentants d'administrations publiques, chercheurs et universitaires, experts et entreprises spécialisées dans le développement urbain des quatre coins du monde, s'est déjà tenu pour la première fois en Afrique en mai dernier. La capitale économique marocaine a été en effet distinguée par le « Smart City Expo World Congress » qui l'a sélectionnée comme ville hôte et représentante de l'évènement sur le continent. C'est dans ce cadre que la ville a abrité, les 18 et 19 mai dernier, la première édition du salon « Smart City Expo Casablanca », qui a réuni des centaines de responsables d'institutions publiques et de dirigeants d'entreprises publiques et privées pour des échanges sur les connaissances et des partages des meilleures pratiques en matière de développement de politiques urbaines innovantes et surtout intelligentes. En marge de l'évènement qui s'est tenu sous le haut patronage de Sa Majesté Mohammed VI, plusieurs activités ont été organisées, notamment l'exposition « Smart City Africa Casablanca », qui a été réservée aux professionnels, et qui portait sur la dynamique que connaît le continent en matière de développement de villes intelligentes, ainsi que « Smart City Connect Casablanca » qui a permis de vulgariser le concept de Smart City auprès du grand public. Le succès de cette première édition sous le thème « Ville ouverte, inclusive et innovante » a été tel qu'un rendez vous a été déjà pris pour la seconde édition qui se tiendra les 17 et 18 mai prochains, toujours à Casablanca.

Une dynamique intelligente pour faire face aux nouveaux challenges urbains

Le choix de la métropole met ainsi en lumière le choix de la ville de s'inscrire dans une dynamique intelligente dans le cadre de son développement urbain, une nécessité pour la métropole qui connaît une expansion fulgurante en matière de démographie mais aussi d'affaires. Ce développement qui, parfois, s'est traduit de manière anarchique, a engendré

de nouveaux défis pour les autorités nationales et locales, ce qui a imposé une nouvelle approche en matière de politiques urbaines. Casablanca, c'est en effet la ville la plus peuplée du Maroc avec ses 4,2 millions de citoyens et une densité estimée dans certains quartiers à près de 40 000 habitants par km². Son statut de capitale économique se justifie par sa contribution au produit intérieur brut (PIB) national qui est de plus de 25 % en raison d'une forte concentration d'activités économiques portées par l'installation de milliers d'entreprises nationales mais aussi de firmes internationales qui œuvrent dans plusieurs secteurs à forte valeur ajoutée comme le commerce, l'industrie ou les services. Casablanca accueille ainsi près de 46 % de la population active du pays. Ce dynamisme économique sans précédent, qui explique pourquoi la ville concentre près de la moitié (48 %) des investissements que reçoit le pays, a engendré une véritable pression démographique au niveau de la métropole avec de nouveaux challenges pour les autorités. Ces défis se posent en termes de gestion optimale du trafic routier, de gestion des déchets, de la prise en charge de la sécurité des personnes et des biens, de la délivrance de services de base notamment l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'eau et à l'électricité. Pour les autorités locales, l'un des premiers défis à avoir imposé une nouvelle gestion des services municipaux a été la délivrance à temps des documents administratifs, notamment les papiers d'état civil ainsi que les titres fonciers ou permis de construire.

C'est pour faire face à la prise en charge de ces défis qui ne font que s'amplifier d'année en année et au fil que la ville poursuit son expansion, que les autorités ont jugé utiles d'engager une nouvelle approche en matière de gestion urbaine. Surtout que dans le cadre de l'ambition du gouvernement, à l'initiative du Roi Mohammed VI, la ville est en train de s'ériger en véritable hub financier africain avec l'installation de Casa Finance City, une des plus grandes cités financières du continent qui accueille déjà près d'une centaine d'entreprises multinationales. La ville est ainsi amenée à connaître une nouvelle phase de son développement urbain,

ce qui va se traduire par l'amplification des challenges pour la Communauté urbaine de Casablanca (CUC) qui a lancé, en 2014, un programme de développement avec des actions prioritaires qui devront, à l'horizon 2020, transformer la ville en véritable métropole répondant aux standards internationaux en la matière.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de développement, la démarche intelligente qui permettra la transformation de l'agglomération en « smart city » s'est imposée d'elle-même sur le plan de l'adoption de nouvelles politiques publiques urbaines tant nationales que locales. Il faut dire que la ville a déjà mis en œuvre plusieurs expériences dispersées qui misent sur son potentiel dans le domaine du savoir ou des connaissances mais aussi des grandes firmes multinationales. Casablanca est aussi le premier pôle universitaire du Maroc et accueille des géants mondiaux des services informatiques (IBM, Dell, Google...) et des sociétés spécialisées en prestations de services municipaux, qui disposent d'une expérience avérée à l'international en matière de mise en œuvre de projets « smart ».

Le cluster E-médina pour faire de Casablanca une « smart city »

« Le chemin vers la ville de demain commence par la reconstruction de la ville, via une approche qui place l'habitant au centre de la planification de la gestion urbaine », avait annoncé le ministre responsable de la politique gouvernementale pour la ville et l'habitat. Pour les autorités municipales de Casablanca, cette feuille de route se traduit par l'urgence de s'assurer de la transformation et de l'optimisation des différents services et infrastructures de la ville pour répondre aux nouveaux besoins de ses habitants. Surtout à l'heure où l'augmentation du coût de la vie, engendrée surtout par celle de l'accès à l'énergie, fait amplifier les risques de tensions sociales. C'est ainsi que, capitalisant sur les quelques initiatives déjà mises en œuvre, la ville s'est inscrite dans une démarche de transformation intelligente avec comme principales ambitions, la mise en place de conditions favorables pour l'émergence de « Casablanca Smart City », la

promotion du concept et de la démarche ainsi que son appropriation par les habitants. C'est dans ce sillage qu'a été mis en place le cluster « E-Madina » (ville électronique), qui vise à « contribuer à la transformation de Casablanca en ville « plus intelligente » à travers une démarche pragmatique et réaliste. L'idée est de parvenir à créer et à développer un écosystème smart city pour faire émerger des initiatives de transformation de la ville en utilisant les technologies numériques et les ressources matérielles et immatérielles disponibles. La création du cluster « E-Madina » est née d'une initiative qui a émergé en juin 2013, au sein de la Fédération marocaine des technologies de l'information, des télécommunications et de l'offshoring (APEBI), laquelle a lancé un groupe de réflexion autour des villes intelligentes. De simple think thank, « E-Madina » s'est vite trouvé une vocation fédératrice en s'ouvrant aussi à des acteurs publics et privés non-informatiques, de différents secteurs d'activités, tous intéressés par la résolution des problématiques urbaines. Profitant d'un environnement favorable, la stratégie nationale de promotion des nouvelles technologies Maroc Numeric, le cluster s'est érigé en acteur majeur de la transformation numérique de la ville. Son rôle est, selon son président Lakhlifi Mohammed, de « fédérer l'ensemble des acteurs impliqués dans le développement de la ville de Casablanca autour de l'écosystème Smart City, ces villes qui misent sur un nouveau modèle de gestion urbaine fondé sur l'innovation et la technologie, et conduit par une société collaborative et intelligente ». La feuille de route de l'organe est désormais établie et consiste en cinq principaux objectifs bien définis. Il s'agit d'abord de créer et d'animer un écosystème smart city d'acteurs publics et privés ainsi que de faire émerger, développer et accompagner des projets intelligents pour Casablanca. Ensuite, de veiller au développement d'un savoir-faire et des compétences marocains dans les « smart cities ». Enfin, de soutenir la R&D et l'innovation dans le domaine des villes intelligentes ainsi que de conduire une veille stratégique et des benchmarks des meilleures pratiques en matière de « smart cities ». Afin de réussir sa mission, la direction du cluster « E-Madina », qui est l'instance en

“
Abdelaziz Omari, souligne à juste titre que « la révolution numérique de la ville est un processus quotidien qui doit commencer par les ressources humaines car il faudrait que les habitants et les élus soient d'abord intelligents pour que les villes le deviennent par la suite ».
”

charge de sa mise en œuvre, a adopté un modèle où le partenariat entre les différentes parties prenantes notamment public, privé et citoyen, est au cœur des activités et actions qui sont menées. « Ce modèle prend en compte l'importance des communautés connectées au sein de la ville et le rôle des habitants en tant qu'usagers, consommateurs, producteurs d'information et de données », explique-t-on au niveau du management du cluster. Le maire central de la capitale économique, Abdelaziz Omari, souligne à juste titre que « la révolution numérique de la ville est un processus quotidien qui doit commencer par les ressources humaines car il faudrait que les habitants et les élus soient d'abord intelligents pour que les villes le deviennent par la suite ». Aujourd'hui, c'est avec sa pleine implication que sont réalisés plusieurs projets dans le cadre de la mise en œuvre du « Schéma directeur numérique de Casablanca », une composante essentielle du Programme de Développement du Grand Casablanca (PDGC 2015-2020). Des projets comme l'Eco-ville nouvelle de Zénata ou Casanearshore témoignent actuellement de cette dynamique en mode « smart » de la ville.

Schéma directeur pour la transformation numérique de la métropole

La mise en œuvre du projet de modernisation de la capitale économique du Maroc, qui est portée par le PDGC 2015-2020, a décliné des orientations stratégiques et opérationnelles qui devront être supportées par « un système d'information agile, ouvert, contribuant à la création de la valeur et à l'amélioration de la qualité des

services aux citoyens et aux entreprises ». Dans le cadre de cette transformation qui implique d'importants changements, notamment en matière de systèmes d'information, les autorités de la ville ont lancé, en 2016, une étude destinée à élaborer un « Schéma directeur numérique de Casablanca ». Il s'agit en clair de définir les modalités et l'agenda de transformation de la ville en « smart city » d'ici 2020.

La réalisation de l'étude qui devrait prendre une année est menée par le cabinet marocain IT Consulting et l'européen IDate qui ont conjointement décroché le marché lancé par Casa Prestations, la société de développement local (SDL) relevant de la commune et qui est chargée du projet de transformation numérique et des systèmes d'information. Les résultats de l'étude qui sont attendus en 2017 vont tenir compte des réponses adaptées au concept smart en matière d'offre globale des démarches administratives et des procédures en mettant au centre des enjeux, les besoins des citoyens et des entreprises. Il en va de même pour l'objectif de dématérialisation des flux et des échanges avec les partenaires et l'interconnexion de tous les acteurs chargés de la gestion de la ville et de la production de services publics aux citoyens et aux entreprises. Le tout dans une démarche conforme au concept de Smart City.

Tous ces thèmes induisent des projets d'évolution des Systèmes d'Information (SI) et des services associés. « Un SI qui doit également être porteur d'innovations et utiliser toutes les technologies pour mieux communiquer et faciliter les démarches au quotidien à l'utilisateur et au professionnel ». Afin de mieux faire adopter la démarche

par les bénéficiaires, des actions à impact immédiats seront progressivement déployées selon Jamal Chaârani, le directeur général de Casa Prestations. Ces actions « quick-wins » qui sont destinées à améliorer le quotidien des populations concernent, entre autres, la dématérialisation des procédures administratives, l'intermodalité entre les différents moyens de transport (bus, tramway), la traçabilité des opérations de gestion des déchets, à l'efficacité énergétique ou à la gestion du trafic urbain. Des actions qui se basent sur les outils numériques comme levier à l'image du guichet électronique de services administratifs (Watiqa). Lancée officiellement par la municipalité le 8 juillet 2015, cette plate-forme de gestion électronique de l'état civil de la ville a bénéficié du soutien du ministère de l'Economie numérique et de Barid Bank, une banque publique de la place. Plusieurs autres projets inscrits dans la même démarche de transformation numérique de la ville vont être ainsi déployés comme le schéma d'aménagement numérique de la commune urbaine de Casablanca qui vise à diagnostiquer, et à établir des scénarios de modernisation et de développement. Dans le même cadre, des chantiers destinés au secteur des

télécommunications sont programmés afin de garantir un déploiement optimal de l'internet haut et très haut débit ainsi que de l'offre en matière de couverture par le réseau 4G, le wifi mais aussi la mutualisation des réseaux HD ou vidéosurveillance.

La réussite de ce vaste chantier sur une échéance de cinq années ne pourra évidemment se faire sans la conception d'un Système d'Information Géographique (SIG) global et intégré pour la ville et dont la mise en œuvre, notamment sur le volet de la gestion des données, « E-data », bénéficie déjà du soutien des trois opérateurs télécoms présents au niveau de l'agglomération ainsi que de l'accompagnement de l'Agence nationale de régulation des télécommunications.

Casablanca se donne ainsi cinq années pour s'intégrer véritablement dans la dynamique smart et selon le plan établi, « les différentes entités du Grand Casablanca seront accompagnées dans la mise en œuvre de leurs projets de transformation et d'informatisation, en favorisant les logiques économiques de mutualisation, de synergies et de partenariat avec les acteurs locaux, en matière d'acquisition de logiciels et d'équipements informatiques tout en contribuant au Projet « Casa Smart City ».

Reconnue pour sa vitalité et son dynamisme économique, la ville a été primée par le label « IEEE Smart City Initiative » sur la base d'un concept de ville intelligente, frugale, sociale et durable qui s'appuie sur la mise en place de partenariats publics-privés-populations permettant aux citoyens d'être de véritables acteurs dans la construction de la ville de demain. C'est la première ville d'Afrique à être sélectionnée par l'IEEE, une association mondiale d'ingénieurs comptant plus de 400 000 membres dans 160 pays. L'association a intégré, en janvier dernier, avec Kansas City, Casablanca au sein de son réseau « IEEE Core Smart Cities ».

Autant d'arguments qui justifient le choix de la ville comme vitrine de l'Afrique en matière d'adoption de la démarche « smart cities » et qui fera certainement des émules sur le continent où le concept prend de plus en plus de l'ampleur au vu des opportunités qu'il offre en matière de développement urbain durable, inclusif et surtout qui tient compte des défis engendrés par les nouveaux défis contemporains. •

Casablanca de nuit - vue de la Place des Nations Unies.





De nouvelles perspectives pour la promotion de la gouvernance du secteur public avec le dévoilement d'un nouveau nom et d'un nouveau bâtiment ultramoderne

La présidente de l'IMFO (Institute of Municipal Finance Officers), Mme Jane Masite, a officiellement dévoilé le nouveau bâtiment ultramoderne de l'Institut et annoncé son nouveau nom, le « Chartered Institute of Government Finance Audit et Risk Officers » (CIGFARO) aux membres, parties prenantes et amis de l'Institut qui étaient présents à l'inauguration du bâtiment en septembre 2016. Le nouveau CIGFARO se trouve à côté de l'aéroport international OR Tambo.

L'Institut a été fondé en 1927 et constitué en société le 28 septembre 1929 en tant qu'OBNL. En 1988, il a changé de nom pour passer de IMTA (Institute of Municipal Treasurers and Accountants) à IMFO. Au cours des sept dernières années, le mandat de l'Institut et sa portée se sont élargis pour répondre aux besoins de professions connexes, et couvrir, en plus du financement du secteur public, les auditeurs, les professionnels de la gestion du risque et les spécialistes du rendement.

Le dernier changement de nom a pour but de relever les nombreux défis à surmonter par le financement du secteur public et les praticiens de professions liées. L'Institut est constitué selon les conditions de l'article 21 de la loi sur les compagnies et représente une association « sans but lucratif ». Il joue un rôle important en tant qu'organisme professionnel pour la gestion des finances publiques et cherche à

contribuer davantage et de façon constructive au processus d'élaboration des politiques relatives aux finances publiques, aux audits internes et à la gestion des risques.

Avec CIGFARO, les agents des finances publiques, des audits et de la gestion des risques visent à former un organisme professionnel parlant d'une voix forte et unie pour promouvoir, faire progresser et protéger les intérêts professionnels de ses praticiens.

Au fil des ans, le professionnalisme de l'Institut a été reconnu par divers ministères comme le Bureau du vérificateur général, les départements d'autorités nationales, régionales et locales, le Trésor national, la SALGA et d'autres institutions municipales, y compris des partenaires du secteur privé.

Les nouveaux logo et bâtiment annoncent une nouvelle ère pour CIGFARO et amorcent un virage fondamental par rapport à son mandat initial, en cherchant à apporter dans les prochaines années davantage d'améliorations dans le secteur public, au-delà de l'administration locale et de ses entités, en :

- 1) Renforçant la capacité de ses membres avec le statut de membres agréés ;
- 2) Jouant un rôle professionnel significatif dans la gestion des fonds publics ; et en
- 3) Fournissant aux citoyens la plus haute assurance d'intégrité.

La vision de l'IMFO a toujours été d'élargir son champ d'action et d'aller au-delà des agents gouvernementaux et municipaux locaux en collaborant avec d'autres institutions pour faire avancer la gouvernance du secteur public et tenir compte de la capacité des dirigeants ; être continuellement capable de s'adapter ; et adopter d'autres systèmes de pensée. En outre, il était déterminé à demeurer pertinent et à mener son cheminement à bien tout en conservant son statut d'organisme professionnel reconnu par la SAQA et le gouvernement.

La Présidente Mme Jane Masite était heureuse de présenter les nouveaux nom et logo au nom du conseil. Cette dernière identité corporative sera évidente dans toutes les communications avec effet immédiat, et l'ancienne dénomination sera éliminée progressivement. Deux images institutionnelles vont donc subsister jusqu'à ce que nos clients et nos membres se soient familiarisés avec la nouvelle identité.

M. Abbey Tlaetsi, récemment nommé directeur général, aidera CIGFARO à concrétiser sa vision et sa mission. Nos membres, le Conseil, la direction et le personnel se réjouissent à la perspective d'un avenir mutuellement prometteur sous la nouvelle identité.

Votre interlocuteur habituel ou tout membre du conseil restent à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

Les détails relatifs à CIGFARO, exerçant sous le nom d'IMFO, sont disponibles sur notre site web à l'adresse www.imfo.co.za

Parks Tau s'exprime lors de la réunion annuelle de la SALGA

Un monde en rapide mutation

Parks Tau, Président de la SALGA (Association des municipalités de l'Afrique du Sud) a clôturé la conférence nationale de l'association en faisant des parallèles avec sa présidence de CGLU.

Le monde est dans un état de constante mutation et la mondialisation se traduit par des expériences similaires et communes. Dans le cadre de cette évolution, les enjeux locaux prennent un caractère global, avec des problèmes développementaux qui ne se cantonnent plus aux nations en développement. Parmi ces enjeux figurent les défis climatiques et environnementaux, ainsi que les inégalités sociales résultant de l'intensification de la migration et de l'urbanisation.

Il ne faut pas oublier les leçons tirées des objectifs OMD non réalisés. À cet égard, nous souhaitons souligner que le Nouvel agenda urbain ne doit pas être envisagé séparément des objectifs de développement durable et que des liens explicites doivent exister avec chacun des ODD. Le Nouvel agenda urbain ne concerne donc pas seulement l'ODD 11, car tous les ODD ont une dimension locale.

En bref, notre tâche consiste à habiliter les collectivités locales à répondre aux changements complexes et rapides du XXI^e siècle et à exploiter les opportunités connexes offertes et celles de la 4^e révolution industrielle pour moderniser une gouvernance axée sur le développement des populations.

En tant qu'exécuteurs et façonneurs de l'avenir, il s'agit d'un moment opportun pour nous réinventer en vue de nous adapter et de réagir à cet environnement en perpétuel changement. Je pense en particulier que nous avons une excellente occasion de lancer des modèles de développement et de transformation plus durables et plus équitables.

Pour répondre au nouveau paradigme du développement mondial, nous devons donc adopter une logique nouvelle et novatrice, soutenue par des institutions réactives et des moyens appropriés de mise en œuvre. Le défi à relever consiste à corréliser ces engagements mondiaux à des résultats concrets et palpables par nos populations, peu importe où elles vivent, dans des villages ruraux, des villes intermédiaires ou des cités.

Nous devons absolument empêcher les fissures géopolitiques qui troublent actuellement notre monde de se propager jusqu'à notre niveau. Il nous faut en tout cas montrer



l'exemple et servir de catalyseur pour l'unité sur le plan régional et mondial.

C'est là l'objectif de ma présidence du CGLU et je compte sur votre soutien pour respecter la promesse que nous avons faite au monde. Compte tenu de la diversité de l'expérience, du contexte et des réalités vécues par cette entité collective de membres et par certains partenaires, je suis convaincu que nos engagements mondiaux se traduiront par des résultats locaux tangibles. •

Gold City, au Ghana

Capitale culturelle et traditionnelle du Ghana, mais aussi capitale de la région d'Ashanti, Kumasi doit bénéficier d'un programme de rénovation sous l'égide d'United World Infrastructure (UWI), une société mondiale d'investissement et de développement qui est chargée de la création d'une nouvelle ville baptisée Ghana Gold City. Adjacente à l'une des plateformes commerciales de l'Afrique de l'Ouest, la nouvelle ville couvrira une superficie de 1125 hectares au total et bénéficiera d'une infrastructure répondant aux normes mondiales en matière de spécifications, d'efficacité énergétique et de redondance des services d'utilité publique.

Par Paa Swanzy

« Ghana Gold City établira de nouvelles normes régionales et internationales en tant que destination entièrement intégrée pour un mode de vie et de travail durable, ainsi que pour les loisirs », affirme Mostafa Salim, qui dirige les activités de développement de patrimoine immobilier et d'infrastructures chez UWI. « Comme nous mettons l'accent sur les technologies vertes et intelligentes, le transfert de technologies dans la région sera facilité, à l'appui des objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'Ashanti », ajoute-t-il. UWI veille à ce que soient mis en place des services de gestion urbaine de qualité pour ses nouveaux développements, en structurant des partenariats avec des prestataires de services locaux et internationaux. Le projet propose des offres innovantes, autonomes, qui s'inscrivent dans le modèle de groupement économique propre à UWI et possèdent ces caractéristiques :

- Des développements urbains

fonctionnant 24 h/24, pour vivre, travailler et se détendre.

- Chaque groupement est intégré dans le réseau économique de la région, agissant comme catalyseur de croissance.
- UWI cherchera des fournisseurs de premier plan dans le domaine des technologies vertes et intelligentes, afin d'instaurer des systèmes efficaces et soucieux de l'environnement pour les phases d'étude, de construction et opérationnelles de l'infrastructure.

La stabilité de l'environnement économique a joué un rôle capital dans l'essor du secteur immobilier au Ghana. « La situation politique stable du Ghana, l'économie en plein essor et des institutions gouvernementales efficaces – tout ceci favorise le succès de nouvelles activités et des entrepreneurs », assure Imran Markar, responsable des relations stratégiques avec les investisseurs institutionnels, les agences gouvernementales et les institutions financières chez UWI. « Il

y a un nombre croissant de citoyens ghanéens à la recherche d'opportunités d'emplois comme celles qui verront le jour avec le nouveau projet, ce qui fait de Ghana Gold City l'environnement idéal pour le modèle de groupement économique d'UWI. » Depuis un an et demi, UWI travaille sur les plans de développement en collaboration étroite avec les représentants locaux au Ghana.

Caractéristiques clés de Ghana Gold City :

- Plaque tournante commerciale
- Village marchand
- Village résidentiel
- Parc d'affaires à l'appui du pôle logistique et du port fluvial

Le Ghana est une destination attractive pour ses voisins enclavés, et c'est ce qui singularise ce projet. « Comme le Ghana est entouré de nombreux pays enclavés qui n'ont aucun accès ni à l'océan ni aux ports, toutes les marchandises débarquent au Ghana qui est devenu une plateforme de négoce pour l'Afrique de l'Ouest, » explique Salim. « Une zone réservée permettra de rationaliser le système de traitement des marchandises, pour que les négociants régionaux puissent gagner en efficacité. Une autre zone permettra aux grossistes de participer à la chaîne de valeur et d'acheter des marchandises à transporter. »

Gestionnaires de la zone métropolitaine

Selon des statistiques récentes, la ville avec

“

Comme nous mettons l'accent sur les technologies vertes et intelligentes, le transfert de technologies dans la région sera facilité, à l'appui des objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'Ashanti.

”

ses quelque 2,59 millions d'habitants est la plus peuplée du Ghana, suivie de près par la capitale, Accra.

En restant très discrets sur le projet, les directeurs de la zone métropolitaine de Kumasi pensent qu'il transformera la ville-jardin en destination de choix pour les services de port fluvial dans la région d'Afrique de l'Ouest. À son entrée en fonction, le PDG de l'Assemblée métropolitaine de Kumasi, Kojo Bonsu, s'est fixé comme objectif de développer Kumasi pour rivaliser avec des capitales comme Londres, ou Dubaï. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'envergure des projets routiers, d'approvisionnement en eau, d'infrastructures scolaires, de santé, ainsi que des marchés et autres projets de développement engagés, est impressionnante.

À titre d'exemples, l'ancien maire de Kumasi cite également le projet de réhabilitation du marché central de Kejetia, les marchés satellites à Asawase, Old Tafo et ailleurs. La phase 1 du projet du marché central de Kejetia fait intervenir des travaux de construction qui devraient être achevés en 2 ans, pour une enveloppe de 198 millions de dollars US, tandis que les 100 millions restants sont réservés aux deux phases suivantes de réhabilitation du marché central de Kumasi.

Alors que les embouteillages sur la route nationale Accra-Kumasi sont depuis plusieurs années un casse-tête majeur pour les urbanistes, l'arrivée du projet Ghana Gold City signifie que ces problèmes seront enfin résolus et répondra par ailleurs à la demande croissante d'accession à la propriété dans la zone métropolitaine de Kumasi et ses environs.

Les populations ont afflué en provenance des zones rurales – de la région d'Ashanti mais aussi de la partie nord du Ghana – à la recherche de conditions de vie plus favorables. Le projet Ghana Gold City sera le premier grand projet de développement urbain entrepris entre Kumasi et Accra. « Nous l'avons conçu en prenant en compte les besoins des Ghanéens de cette région », affirme Salim. « En vivant à



“

En vivant à Ghana Gold City, les employés feront chaque jour le trajet en 20 minutes pour se rendre au travail à Kumasi. Ceci réduira les embouteillages sur les grands axes et permettra d'améliorer la qualité de vie.

”

Ghana Gold City, les employés feront chaque jour le trajet en 20 minutes pour se rendre au travail à Kumasi. Ceci réduira les embouteillages sur les grands axes et permettra d'améliorer la qualité de vie. »

Ville verte

Les écologies urbaines d'UWI sont structurées en analysant les aspirations spécifiques à chaque communauté en matière de développement, afin de favoriser la croissance économique, le bien-être en général et la durabilité au niveau de l'environnement.

« Ville-jardin de l'Afrique de l'Ouest », Kumasi doit son surnom à son environnement verdoyant et serein – dans la ville et aux alentours, les fleurs, parcs et jardins et pelouses bien entretenues abondent. Bien qu'à cet égard Kusami ait perdu un peu de son charme au fil du temps, les urbanistes sont confiants que le projet Ghana Gold City sera un pas dans la bonne direction pour que la ville-jardin de l'Afrique de l'Ouest se réapproprie son environnement chatoyant. Dans le cadre d'une stratégie d'ensemble visant le bien-être des habitants, elle sera dotée d'espaces verts naturels qu'on pourra atteindre à pied en cinq minutes, où que l'on soit, ainsi que d'un réseau étendu d'itinéraires cyclistes et piétons. « Nous nous sommes engagés en faveur de villes vertes, plus intelligentes, où l'on vit mieux. Les itinéraires piétons et cyclistes permettront de réduire les émissions de carbone, de soulager les axes routiers, d'améliorer la sécurité routière et d'encourager des modes de vie plus sains », précise Salim.

Le projet rehausse également la barre pour les développements futurs, étant donné que son champ d'action et ses caractéristiques n'ont pas d'équivalent dans la ville. Comparé à d'autres projets de cette magnitude, Ghana Gold City d'UWI est unique en son genre. La durabilité y sera très affirmée à court, à moyen et à long terme, puisque le projet se focalise sur la technologie verte. La ville est prête à adopter une approche écologique et la réalisera grâce à l'engagement des autorités en place, des urbanistes et des gestionnaires de la zone métropolitaine et d'UWI.

La population

Les habitants manifestent beaucoup d'enthousiasme pour le projet Ghana Gold City. Les seules inquiétudes concernent la hausse du coût de la vie et le prix abordable d'accession à la propriété. Owoahene Tutu-Acheampong est fournisseur de pièces détachées d'occasion dans la base artisanale de Kokompe ; selon lui, le projet rendra la ville attractive, mais les gestionnaires municipaux et les promoteurs du projet doivent faire plus d'efforts pour que la population en bénéficie. Cependant, le directeur immobilier d'Arch Prime Consult, Derrick Owusu Achiaw, est d'avis que les autres projets qui voient le jour dans le secteur immobilier témoignent d'une ville en pleine croissance, prête à accueillir d'autres projets et que la population en sera l'ultime bénéficiaire.

Chaque composante de la construction s'intègre dans son environnement naturel et est conçue dans une optique de durabilité environnementale à long terme. L'environnement encourage un mode de vie sain en améliorant le bien-être de toute la communauté : installation d'espaces verts et parcs publics, création de lieux de rassemblement conviviaux et de zones piétonnières, mise en place de pratiques écologiques qui contribuent à maintenir un environnement propre au niveau de l'air et de l'eau.

Aspects culturels

Kumasi reste sans aucun doute l'épicentre culturel du Ghana, le royaume d'Ashanti incarnant le patrimoine traditionnel et culturel suprême de la ville et d'une grande partie de la région. Pour veiller à la qualité sans faille du projet Ghana Gold City et réaliser ses aspirations, à

savoir l'amélioration de la qualité de vie de ses résidents, UWI a élaboré des directives d'aménagement à l'intention des entreprises de projet qui conduiront le processus global de conception et de développement, incluant la préservation du patrimoine culturel d'Ashanti, la mise en place d'espaces naturels pratiques et des prestations d'initiatives de transport stratégique.

« Chaque espace contribuera à un sentiment d'appartenance communautaire et encouragera les rencontres à l'improviste entre étudiants, collègues, visiteurs et résidents. Nous favoriserons la croissance économique pour toute la région d'Afrique de l'Ouest grâce à Ghana Gold City, mais notre mission est en fin de compte de développer un projet qui bénéficie à la population du Ghana. »

Impact économique

UWI aborde chaque projet sur la base d'études appropriées et en planifiant pour obtenir l'impact économique le plus important et apporter la prospérité dans les zones rurales et urbaines. Elle épouse une approche qui consiste à acquérir, développer et gérer des systèmes d'infrastructure qui favorisent l'intégration économique, les investissements transfrontaliers et le transfert de technologies. Ceci fixe le chemin critique qui conduit à la construction de systèmes et processus efficaces, favorables aux investisseurs, tout en capitalisant sur certains programmes en vue d'une croissance durable. Au fur et à mesure qu'un groupement économique fait son apparition, il continue à attirer des investissements internationaux et institutionnels et des technologies de première classe. UWI encourage une plus grande participation des communautés à chaque étape du développement par le biais d'un dialogue participatif, allant de sondages en face à face jusqu'à l'utilisation de plateformes des réseaux sociaux. Grâce à ce processus, les groupements économiques parviennent à réaliser des objectifs communautaires spécifiques et mobilisent la région sur le plan économique, social et environnemental. Au fur et à mesure de leur maturation, la participation communautaire continue à être encouragée, et va main dans la main avec la formation continue et la création d'emplois. Le projet devrait être opérationnel d'ici 2020, dès que les travaux de l'infrastructure seront achevés. •

Agriculture urbaine au Bénin

un secteur en marge des technologies nouvelles

A Cotonou, métropole du Bénin, les éleveurs et cultivateurs vivent dans la précarité du fait du rétrécissement de l'espace dû à l'urbanisation, et au retard dans la modernisation des méthodes et techniques.

Par Thérèse Isseki



Les sites dédiés à l'agriculture urbaine cohabitent de plus en plus avec un voisinage beaucoup plus exigeant, et les acteurs qui optent pour l'élevage et la culture en milieu urbain n'arrivent pas encore à intégrer les méthodes modernes dans le processus de production.

Si, dans les villages, tout l'environnement immédiat peut être utilisé comme périmètre de culture, d'élevage ou de pêche, les méthodes et techniques d'élevage en milieu urbain sont plus exigeantes que celles dans les villages.

Les vastes espaces à l'air libre, les cabanes des campagnes, les restes d'aliments des hommes, tout ce qui facilite l'élevage familial ou commercial dans les campagnes, est troqué en ville contre des enclos

construits en matériaux définitifs, des aliments achetés dans les cabinets de vétérinaires et les supermarchés avec un dispositif de suivi et d'hygiène assez minutieux.

Ces nouvelles normes, Urbain Fanou, vétérinaire et éleveur s'y accroche, malgré la crise, en vue de conserver son investissement implanté au centre de Fidjrossè, une cité située à proximité de l'Aéroport international Cardinal Bernardin Gantin de Cotonou.

Ce vétérinaire en exercice depuis 20 ans cumule sa profession avec sa passion pour l'élevage.

Dans le bâtiment à deux étages censé lui servir de domicile, il cohabite avec sa « petite collection ». De l'extérieur, il est impossible de soupçonner l'existence

de ce type d'activité dans une bâtisse classée parmi les plus remarquables de sa rue. L'intérieur de cet immeuble laisse place à une autre réalité. Du rez-de-chaussée jusqu'au 2^e étage, sont construites différentes sortes d'enclos aménagés en fonction des besoins des différentes espèces animales à abriter.

Le premier locataire de l'immeuble, un gros caïman dont la mare est faite d'un gros tonneau en plastique semble, de l'avis du propriétaire des lieux, s'y être habitué depuis des lustres.

A quelques mètres de cette découverte un peu hors du commun, se dresse ce qu'on pourrait appeler « le palais des aulacodes ». Ce palais est fait de plusieurs enclos, selon les différentes espèces de ces rongeurs encore appelés

« rats des ruisseaux » et que les Béninois appellent communément « agoutis ».

Dans ce « royaume de l'espèce animale » situé dans un quartier parmi les plus chics de Cotonou, sont élevés plusieurs animaux, les volailles de toutes sortes, les ruminants et surtout quelques variétés rares que le propriétaire prend du plaisir à entretenir.

A l'étage, ce sont des enclos en matériaux définitifs qui servent d'abris aux poules pondeuses qui, pour la circonstance, sont voisines de l'unique biche de la collection dont la cage est à proximité du poulailler.

Bien qu'inachevé, ce « royaume des animaux » en plein cœur de la capitale économique béninoise prend de plus en plus forme et tend à répondre aux normes de l'élevage en milieu urbain.

Pour ce passionné d'élevage, « en vingt ans de pratique, les méthodes d'élevage à Cotonou ont beaucoup évolué. Les technologies et méthodes varient aujourd'hui en fonction de l'espèce à élever, du site d'élevage et de sa situation géographique ».

Prenant l'exemple de l'élevage des poules, le vétérinaire explique que les méthodes ont énormément changé ; le débecquage a été complètement révolutionné. Dans ce domaine, même les pinces font aujourd'hui place à d'autres appareils qui, non seulement servent aux mêmes choses, mais sont conçus de sorte à opérer le débecquage sans saignement.

Pour soigner les porcs, les vétérinaires utilisent de plus en plus le lasso (appareil qui permet de lui faire une injection, une prise de sang ou une opération légère). L'élevage des chiens ne fait pas exception à l'utilisation des nouvelles méthodes et technologies. « L'introduction progressive de l'arme hypodermique dans le traitement de ce fidèle compagnon de l'homme facilite la tâche aux vétérinaires », explique M. Fanou.

La seule difficulté se trouve dans l'adoption des technologies nouvelles et l'acquisition d'équipements modernes dont les prix sont souvent prohibitifs pour les « petits éleveurs », a confié M. Fanou.

Outre la cherté des méthodes et technologies nouvelles exigées en ville, Urbain Fanou estime que les défis de l'élevage en milieu urbain se concentrent autour de la gestion de l'espace qui



se rétrécit de plus en plus du fait de l'urbanisation, de l'hygiène et de la cohabitation avec un voisinage dont les goûts sont de plus en plus tournés vers les réalités occidentales.

Pour pallier les problèmes d'espace, d'hygiène et de grognes éventuelles des voisins, Paul Pognon, éleveur autrefois installé à Cadjèhoun, a opté pour la solution de la délocalisation de sa porcherie.

Initialement installés au troisième étage de sa maison dans l'un des plus anciens quartiers résidentiels de Cotonou, avec la volaille, les porcs qui constituaient l'essentiel de son patrimoine ont été délocalisés dans une ville secondaire à environ 15 km de la capitale économique.

Les chiens et quelques pigeons, beaucoup plus acceptés par l'entourage, ont pris leur place.

« A Calavi, il y a plus d'espace et je peux combiner les méthodes urbaines à d'autres méthodes moins coûteuses (...). Ce qui rend mon investissement plus rentable », confie-t-il.

La situation est plus critique au niveau des cultivateurs de la zone urbaine dont l'activité est pourtant vitale pour les populations de Cotonou et aux environs. A Cotonou, leurs activités sont actuellement réduites au simple maraîchage sur de petites portions de terres. Tout autour de la clôture du centre de maraîchage de Houéyiho, ils se contentent parfois d'une demi-parcelle et n'ont pas les moyens de s'abonner

“

...en vingt ans de pratique, les méthodes d'élevage à Cotonou ont beaucoup évolué. Les technologies et méthodes varient aujourd'hui en fonction de l'espèce à élever, du site d'élevage et de sa situation géographique.

”

aux nouvelles technologies adoptées depuis quelque temps dans le domaine, bien que ces nouvelles technologies soient porteuses de profit.

A Cadjèhoun, autour de la clôture du « Camp Guézo », le scénario est identique. Avec des espaces aussi réduits, les instruments utilisés n'ont pas beaucoup évolué : la houe, les arrosoirs, la daba restent encore d'actualité.

Selon Charles Bewa, responsable du Centre de maraîchage de Houéyiho, il y a eu quelques évolutions au niveau des techniques d'arrosage. Certains maraîchers, selon les moyens dont ils disposent, vont jusqu'à installer un système de raccord pour irriguer les

plants, mais ceux-ci ne sont pas légion. « Quand j'ai acquis ma parcelle en 1980, je n'utilisais que des arrosoirs mais, vers les années 1990 et 2000, on a commencé à utiliser des bassins et les arrosoirs pour le drainage après ; on a commencé par utiliser les raccords. Ce n'est pas qu'on a supprimé les arrosoirs, juste une question de moyens. La modernisation requiert beaucoup d'investissements que le jardinier béninois n'a forcément pas », a-t-il expliqué.

Ce centre s'étend sur 15 ha et est animé par 317 maraîchers regroupés en coopératives. Dans ce centre d'où partent tous les jours les produits distribués dans les marchés et les maisons de Cotonou, les animateurs ne se découragent pas ; ils espèrent que le jour viendra où ils pourront s'abonner aux nouvelles technologies dans leurs domaines et en récolter les bénéfices.

Agée d'environ 40 ans, Arlette M., installée depuis quelques années sur une portion de parcelles, est convaincue que « le soleil luit » (expression en langue locale qui traduit l'espoir) pour ses pairs et elle.

A défaut d'arrosoir, sa fille d'environ 15 ans, un seau sur la tête, s'active à puiser directement l'eau du marécage implanté au cœur du jardin, qu'elle déverse sur les plantes à l'aide d'un bol percé par endroits, pendant que la maman s'occupe du repiquage sur d'autres planches.

« Tous ces travaux que nous faisons à la main et à la daba peuvent se faire plus rapidement avec les machines et des instruments nouveaux ; quand ce jour arrivera, le jardinage cessera d'être une activité de pauvres ! », a-t-elle prophétisé avant de reprendre sa houe.

Au Bénin, l'agriculture urbaine et périurbaine, qui embrasse plusieurs domaines notamment la production végétale, animale, halieutique, et qui nourrit les migrants ruraux, les déflatés, les diplômés sans emploi, et autres salariés à faible revenu, demeure encore marginalisée et peine à se développer.

Selon des données du ministère en charge du secteur, « le niveau de production des cultures maraîchères a connu un accroissement de 79,10 %, en passant de 373 063 tonnes en 2013 à 668 156 tonnes en 2014 ».

En 2015, le pays s'est doté d'un plan stratégique de développement de l'agriculture urbaine et périurbaine visant non seulement à améliorer les performances de l'agriculture périurbaine et urbaine, pour la rendre capable de contribuer de façon durable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi de contribuer au développement économique et social des villes du Bénin et à la réduction de la pauvreté.

Ce plan s'articulera autour de plusieurs axes fondamentaux dont la sécurisation de l'accès aux ressources (terre et eau de qualité) ; la professionnalisation des



“

Selon des données du ministère en charge du secteur, le niveau de production des cultures maraîchères a connu un accroissement de 79,10 %, en passant de 373 063 tonnes en 2013 à 668 156 tonnes en 2014.

”

acteurs ; l'amélioration de l'accès au marché.

Selon la vision de ce plan élaboré avec le soutien technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'agriculture périurbaine et urbaine peut être considérée comme un modèle alimentaire alternatif, capable de contribuer à la réduction de la pauvreté par la création d'emplois et l'amélioration des revenus des habitants des villes béninoises. « En 2025, l'agriculture périurbaine et urbaine au Bénin, est une agriculture moderne, dynamique, compétitive, attractive, respectueuse

“

Pour pallier les problèmes d'espace, d'hygiène et de grognes éventuelles des voisins, Paul Pognon, éleveur autrefois installé à Cadjèhoun, a opté pour la solution de la délocalisation de sa porcherie.

”

de l'environnement, créatrice d'emplois et de richesse répondant aux besoins de sécurité alimentaire, de sécurité sociale, d'assainissement et de verdissement des villes », selon cette vision des autorités béninoises. L'agriculture en général est une priorité pour le gouvernement béninois qui vient d'adopter pour les cinq années à venir, un plan d'investissement massif pour une agriculture de grande envergure. Pour traduire dans les faits cette ambition, le gouvernement envisage de mettre en place un nouveau dispositif d'administration du secteur agricole et d'accompagnement des acteurs des filières et du monde rural. Ce nouveau dispositif assurera la séparation des fonctions régaliennes et des fonctions d'appui au développement des filières agricoles pour des raisons d'efficacité, d'obligation de performance, de promotion des filières, d'utilisation optimale des ressources publiques. Le nouveau dispositif portera également sur la territorialisation du développement agricole en ligne avec le schéma d'aménagement du territoire (agenda spatial). Il s'agit, à travers le nouveau dispositif, de favoriser le recentrage de l'Etat sur son rôle régalien et de permettre au secteur privé d'innover et de prendre en charge le secteur productif.

Au regard de ces réformes, le gouvernement a revu le cadre institutionnel du secteur agricole et décidé de créer des pôles de développement agricole. A cet effet, l'ensemble du territoire national est découpé en sept pôles de développement agricole définis comme cadre de mise en œuvre opérationnelle des politiques, programmes et projets de développement agricole. Il représente un territoire de développement organisé autour d'un nombre limité de filières prioritaires, moteurs de développement économique d'un ensemble de communes, dans une perspective d'intercommunalité. Chaque pôle de développement agricole est administré par un établissement public dénommé « Agence territoriale de Développement agricole ». La coordination nationale et la supervision des pôles de développement agricole seront assurées par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de



la Pêche qui va créer des directions départementales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Le gouvernement a aussi adopté le décret qui consacre le nouveau cadre institutionnel du secteur agricole, qui vise à instaurer une nouvelle dynamique de développement des filières agricoles et de mieux-être pour les acteurs du monde rural.

Premier secteur de l'économie, le secteur agricole béninois ne compte que 400 000 exploitations. Il est caractérisé par la prédominance de petites exploitations variant en moyenne entre 0,5 ha dans la partie méridionale à 0,2 ha dans le Septentrion. On y dénombre 90 000 attelages, dont 86 % sont installés dans les départements du Borgou et de l'Alibori (Nord) et 13 % dans l'Atacora/Donga (Nord-ouest). 165 motoculteurs sont utilisés jusqu'à par les agriculteurs et 275 tracteurs essentiellement utilisés dans le Borgou et l'Alibori, le Zou et les Collines. Le caractère encore archaïque de la production, le non-paiement à temps des crédits aux producteurs, la mauvaise commercialisation des produits et le droit coutumier qui ne permet pas la maîtrise des cultures et de la politique foncière sont autant de maux qui minent encore le développement de l'agriculture au Bénin.

Pour Monsieur Delphin Koudandé, ministre de l'Agriculture, « le secteur agricole est un secteur vital pour l'économie béninoise. Il occupe 70 %

“

Le Bénin dispose de 322 000 hectares de terres inondables, de plus de 13 milliards de m³ d'eaux de surface et eaux souterraines, d'une bonne pluviométrie (en moyenne 900 mm par an) et d'une bonne diversité des sols qui favorise la diversification agricole.

”

de la population active, contribue au Produit Intérieur Brut national à hauteur de 36 % et génère 88 % des recettes d'exportation et 15 % des recettes de l'Etat ».

Par ailleurs, précise-t-il, le Bénin dispose de 322 000 hectares de terres inondables, de plus de 13 milliards de m³ d'eaux de surface et eaux souterraines, d'une bonne pluviométrie (en moyenne 900 mm par an) et d'une bonne diversité des sols qui favorise la diversification agricole. •

FICHE ABONNEMENT VILLES d'AFRIQUE

MARKETS  OF AFRICA

LA PLATEFORME DU DÉBAT SUR LA CROISSANCE URBAINE EN AFRIQUE



ABONNEMENT ANNUEL À 50€

FICHE D'ABONNEMENT ANNUEL

EDITION FRANCAISE OU ANGLAISE •

TYPE DE PAIEMENT

Nom de la Banque :

BNP Paribas

Titulaire du compte :

Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique

IBAN / Numéro du compte:

FR76 3000 4005 6700 0100 9726 629

BIC / Swift :

BNPAFRPPINT

Adresse de la banque :

117 Boulevard HAUSSMANN, 75008, Paris, France

Signature

Date

Montant 5 0 €

Edition anglaise Edition française



Email:
subscribe@afRICANCITIESMAGAZINE.COM

Organisation

Adresse Postale

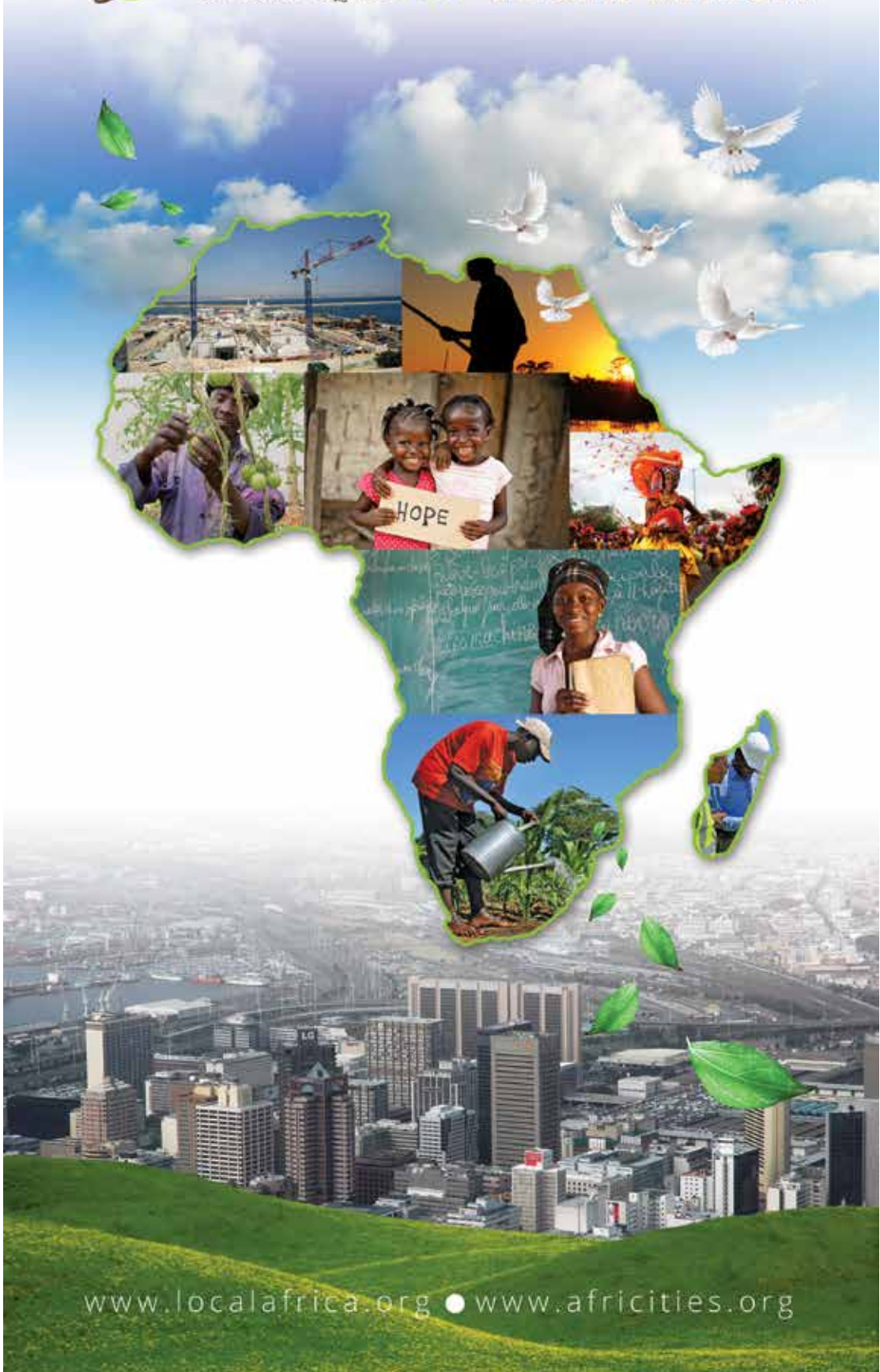
Téléphone

Email



UCLG AFRICA
United Cities and Local Governments of Africa
Cité et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique
CGLU AFRIQUE

THE VOICE OF LOCAL AFRICA



www.localafrica.org • www.africities.org